

AFFAIRES GÉNÉRALES

(Répertoire G)

Guerre

CHEMIN DE FER
du Nord

TRAVAUX ET SURVEILLANCE

V 932

Section N°

Subdivision N°

Divers

Liasse N°

Sous-liasse N°

Répertoriée également à :

Son Sub.
Son Sub.
Son Sub.
Son Sub.
Son Sub.
Son Sub.

Dossier N° 106. *Requisitions de locaux et terrains appartenant à la S.N.C.F. ou à des tiers*

Registre d'ordre

Année 1939 Nos 148
Année 1940 Nos 5523
Année 1941 Nos 2535
— 1942 N° 239
(1943 N° 4303 (1946 N° 3189
1944 N° 6092 1947 N° 8296
1945 N° 1039 1948 N° 459

Nos des Pièces	DATES des Pièces	EXPÉDITEUR	ANALYSE SOMMAIRE	DESTINATAIRE	Nombre d'Annexes	OBSERVATIONS
<i>1939</i>						
1 bis	4 sept.		P.L. d'une conférence entre M. Porchet et les chefs de service V.B.			cl. gent.
2	17 sept.	Dejardin		Flament	1	cl.
3 bis	21	1 ^{er} chef de service		Guillaume	1	cl.
4	5 oct.	5 ^e arrondissement	Inst. des services, S. Génie : Installations n° 1	Guillaume		cl.
5	27 "	Flament		I.V.	1	cl.
6	29 oct.	Dejardin		Flament		cl.
8	20 nov.	chef de service Lambert		D. C. F.		cl.
9	1 ^{er} dec.	Dejardin		Guillaume		cl.
9 bis	4	Préfet orlé.		Guillaume		cl.
10	18	C.R.N.		C. G. G.	2	cl.
11	21 dec.	C.R.N.		Guillaume		cl.
<i>1940</i>						
12	8 janvier	Guillaume		Préfet orlé.		cl.
13	15	Guillaume		C.R.N.		cl.
14	18	P.		IV. Varnier, Fournier		cl.
15	23	P. G. G.		Guillaume		cl.
16	25	Dejardin			1	cl.
17	26	Guillaume		chef de service Lambert		cl.
18	14 février	Guillaume		P. G. G.	1	cl.
17 bis	6 février	Guillaume		chef de service Lambert		cl. spécial

111

Nos des Pièces	DATES des Pièces	EXPÉDITEUR	ANALYSE SOMMAIRE	DESTINATAIRE	Nombre d'Annexes	OBSERVATIONS
<u>1940</u>						
19	17 février	P. G. B.		Cambourma		cl
20	20 "	J. E. Trouny		Dernaux	-	cl extrait
20 bis	28 "	C. R. N.		G. M. P.	-	cl copie
21	29 février	Domaine		Cambourma	1	cl
22	5 mars	2 ^e arrond		Dernaux	-	cl extrait
22 bis	7 mars	5 ^e arrond		Dernaux	-	cl
23	9 "	Tuech		Dernaux	-	cl extrait
24	9 "	Com. techn. adjt		Guillaume	-	cl copie
25	13 "	Cambourma		secr. général	-	cl
26	5 avril	Guillaume		secr. général adjt	-	cl
27	30 "	Com ^{te} techn adjt		Guillaume	-	cl copie
28	22 "	Cambourma		- 50 -	1	cl copie
28 bis	24 "	secr. général adjt		- 50 -	1	cl
29	27 "	Com ^{te} techn.		- 50 -	1	cl copie
30	9 mai	Commis techn.		Guillaume	-	cl
31	11 mai	Guillaume		chef de bataillon Croquet	-	cl
32	11 "	"		- 50 - Lambert	-	cl
33	15 mai	2 ^e arrond		Dernaux	-	cl extrait
34	25 sept	2 ^e arrond		Dernaux	-	cl
<u>1941</u>						
36	11 octobre	Flament		Cambourma	-	cl
37	16 novembre	Cambourma		Flament	x	cl
38	10 décembre	chef du domaine secr		Cambourma	-	cl
39	15 "	Guillaume		Dégardin	-	cl
<u>1942</u>						
40	26 janvier	Cambourma		secrétaire général	x	cl
42	18 mai	D ^r Courty G ^e		Cambourma	-	cl
44	11 août	Cambourma		secr. général	3	cl
45	25 août	D ^r Jénier		Chefs ^s Santé 2 ^e Région	3	cl
46	26/12	Cambourma		Guillaume	-	cl
<u>1943</u>						
47	11/2	Cambourma		secr. d ^e adjoint	1	cl
49	mai	Secr ^{et} gal		Cambourma	3	cl
50	9/7	Cambourma		Secr ^{et} gal	7	cl

Nos des Pièces	DATES des Pièces	EXPÉDITEUR	ANALYSE SOMMAIRE	DESTINATAIRE	Nombre d'Annexes	OBSERVATIONS
52	7/9.	Guillaume		Guillaume		cl.
53	25/10	Pochey		Guillaume	3	cl.
54	15/12	Pochey		Guillaume	2	cl.
(1944)						
55	5. 1	Guillaume		Pochey		cl.
56	11. 1	Pochey		Guillaume		cl.
57	22. 7	S ^r Finances		Lemaire	2	cl.
59	29. 9	Domaine		Guillaume		cl.
60	3. 10	d ^r		S ^r	1	cl.
61	6. 11	S ^r Art ^r		Demare	3	cl.
61 bis	15. 11	Compt ^r Générale		Guillaume	1	cl.
62	20. 11	Pochey		Guillaume		cl.
63	1. 12	S ^r Art ^r		Domaine		cl.
64	19. 12	Vagogne		Hebert	2	cl.
(1945)						
65	5. 1	S ^r Art ^r		Demare		cl.
66	11. 1	Degardin		Guillaume	1	cl.
67	25. 1	Intendance Départementale		S. N. C. F.	3	cl.
69	20. 3	Guillaume		Intendance départ ^e		cl.
70	26. 3	Vagogne		Guillaume		cl.
71	4. 4	Degardin		Guillaume		cl.
72	6. 4	Pochey		Guillaume	1	cl.
73	7. 4	S ^r Art ^r		Domaine		cl.
74	6. 4	Intendance		Hebert		cl.
75	20. 7	Degardin		Guillaume		cl.
76	8. 8	Hebert		Guillaume		cl.
77	23. 8	Hebert		Guillaume	1	cl.
78	29. 8	Mouvement		Guillaume		cl.
79	29. 8	Degardin	Extrait du J. O.	Guillaume		cl.
80	7. 9	Mouvement		Hebert		cl.
81	5. 10	Hebert		Guillaume		cl.
82	6. 11	Mouvement		Guillaume		cl.
(1946)						
83	21. 1	Lamarque		Guillaume		cl.
84	26. 6	Compt ^r Générale		Guillaume		cl.
85	10. 8	Domaine		Guillaume		cl.
86	24. 10	Degardin		Guillaume	1	cl.
(1947)						
87	31. 1	Direction Région Nord		Guillaume		cl.

**DEGATS OCCASIONNES DANS DES IMMEUBLES
OCCUPES SUCCESSIVEMENT PAR LES TROUPES
FRANÇAISES ET LES TROUPES ALLEMANDES**

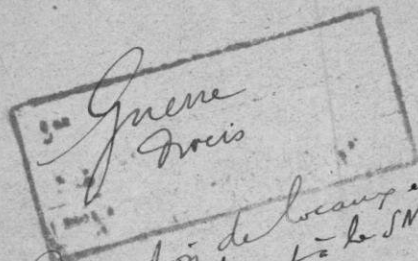
Certains immeubles réquisitionnés par l'autorité militaire française, avant l'armistice, ont été occupés ensuite par les troupes allemandes sans que l'état des lieux et l'inventaire du mobilier aient pu faire l'objet des constatations réglementaires lors du changement d'occupants.

1°) Si les dommages ou la part des dommages imputables aux troupes françaises ont fait l'objet, en temps opportun, de constatations présentant les garanties voulues, un règlement distinct sera opéré par le Secrétariat d'Etat à la Défense.

2°) Si le partage des responsabilités ne peut être effectué, il y a lieu de considérer l'occupation dans son ensemble et de faire constater et évaluer la totalité des dommages. Le montant des indemnités dues sera réparti proportionnellement à la durée de l'occupation respective des troupes françaises et des troupes allemandes.

(Circulaire N° 253 R. A. de la Délégation Générale du Gouvernement dans les territoires occupés.)

(Prp-60.)



Réquisitions de locaux et de
terres appartenant à la SNCF
ou à des tiers

NORD - TRAVAUX	
Service Central	
31 DE C 1939	
Rep. G	Places
N° 148	1 bis

Extrait du P.V. de la Conférence
tenue par M. Porchet avec les Chefs des services VB
régionaux le 4 septembre 1939.

V - Réquisitions

En certains points, des maisons de garde ont été
l'objet de "réquisitions". Il est rappelé à ce sujet,
que les installations du chemin de fer ayant fait l'objet
dans leur ensemble, d'une réquisition, certaines d'entre elles
ne sauraient être réquisitionnées à nouveau pour d'autres
besoins. Si de telles demandes venaient à se renouveler,
il conviendrait de leur opposer une fin de non recevoir
en invoquant de la réquisition générale du chemin de fer;
ces demandes ne sauraient être réglées que par une
autorisation d'occupation et devraient, en tout état de
cause, passer par l'intermédiaire du Ministère de la Guerre.

Elles ne pourraient d'ailleurs être accueillies
favorablement que dans des cas particuliers, nos maisons
de garde disponibles étant réservées, en principe, ou
aux postes G.V.C. ou au logement de familles d'agents
réfugiés. Il serait bon que les Régions en fassent le
recensement et le communiquent d'urgence au Service
central V. pour faciliter leur utilisation.

CLASSER

(Original duori o f. 221
Confirmer
Techniques en chef des Travaux
Confirmer le chef du Service de la Vie et
des Bâtiments (I.F.)

COMMISSION REGIONALE
DES CHEMINS DE FER

N° *Guerre*
N° *Divers*

PARIS, le

17 SEPT 1939

NORD TRAVAUX Service Central	
- 9 OCT 1939	
Rep. <i>G</i>	Pièce
N° <i>148</i>	<i>2</i>

B.M. N° *896*

*Demander de Réquisitions de
locaux et terrains appartenant
à la S.N.C.F. ou à des tiers*

COPIE à

(Annexe)

Monsieur le Chef du Service de la VOIE et des BATIMENTS

" " " de la Division des ETUDES TECHNIQUES
" " " de la Division du MOUVEMENT

Sous-Commissions de PARIS-Nord, LILLE (Annexe),
BOULOGNE, AMIENS, DOUAI, St-QUENTIN, LAON

à titre d'information

Le Chef du Service de l'Exploitation

Commissaire Technique Adj. de la Région du Nord

19.9.39
1.10.39
Copie à MM IV (1 à 5)
Demander
Wagnier
quilly
Wagnier
Montmailler
18/9

Ceifunoy

DESSER

Ministère de la Défense Nationale
et de la Guerre

Etat-Major de l'Armée

4^{ème} Bureau

2^{ème} et 5^{ème} Sections

N° 3425 4
E.M.A.

REPUBLIQUE FRANCAISE

PARIS, le 15 Septembre 1939

N O T E

OBJET : Réquisition par
un autre département ou ser-
vice de terrains compris
dans les emprises du
Chemin de fer.

pour la Commission Centrale
des Chemins de Fer

Par lettre du 8 Septembre 1939, adressée au Ministre de la
Guerre et transmise à l'E.M.A. par le Cabinet du Ministre, M. le
Commissaire Technique Adjoint a fait connaître que le Ministère
de l'Agriculture vient d'adresser à la S.N.C.F. un ordre de ré-
quisition concernant un terrain de 10.000 m2 dans la gare de

St-DENIS-JARGEAU, sur la ligne d'ORLEANS à GIEN, qui serait destiné au service de la culture mécanique, et que, n'ayant pas l'emploi immédiat de ce terrain, la S.N.C.F. l'a mis à la disposition des intéressés sans vouloir discuter pour ce cas particulier la question de procédure administrative.

Des instructions sont données, comme cette lettre en exprimait le vœu, aux différents départements ministériels, par dépêche, pour les inviter à s'abstenir de semblable pratique, en leur rappelant que la totalité des moyens du réseau ferré français est à la disposition, en temps de guerre, du Ministre de la Défense Nationale.

Il serait opportun que, dorénavant, si semblable cas se produisait, la S.N.C.F. ne déférât pas à l'ordre de réquisition, même si elle estime n'avoir pas l'emploi immédiat du terrain, sans en avoir référé à l'Etat-Major de l'Armée (4^{ème} Bureau) par l'intermédiaire de la Commission Centrale, l'occupation d'une partie quelconque des emprises préjugant précisément une question de principe et de procédure administrative, et d'autre part et surtout les terrains envisagés pouvant être nécessaires dans un délai plus ou moins rapproché pour les besoins du service militaire des chemins de fer (extension d'installations existantes).

P. le Général Chef d'Etat-Major Général
de l'Armée,

P. le Général Chef de l'Etat-Major de l'Armée,
le Lt-Colonel Chef du 4^{ème} Bureau de
l'Etat-Major de l'Armée,

16 Septembre 1939

N° 6416 M. 14.389.3

signé : PAQUIN.

COPIE transmise à M. le
Directeur de l'Exploitation
de la Région du NORD

L'Ingénieur
Chef de la Division Centrale
des Affaires Militaires,

Signé : NIVELET.

Etat-Major de l'Armée

4^{ème} Bureau

Commission Centrale des
Chemins de fer

C/C 1761 - 15 Septembre 1939.

TRANSMIS à M. le Commissaire Technique

P. le Commissaire Militaire
de la Commission Centrale,

signé : Ch. de BEAUVILLE.

VEN 22 SEPT 39

Ma Alavome

ANNEXE

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE
ET DE LA GUERRE

COPIE

Etat-Major de l'Armée

4e Bureau

2e et 5e Sections

N° 3425 4
E/M/A/

OBJET - Réquisition par
un autre département ou
service, de terrains
compris dans les em-
prises du Chemin de fer.

pour la Commission Centrale
des Chemins de fer

PARIS, le 15 Septembre 1939

NORD TRAVAUX Service Central	
12 OCT 1939	
REG. 6	Pièce
N° 148	2

N O T E

Par lettre du 8 Septembre 1939, adressée au Ministre de la Guerre et transmise à l'E.M.A. par le Cabinet du Ministre, M. le Commissaire Technique Adjoint a fait connaître que le Ministère de l'Agriculture vient d'adresser à la S.N.C.F. un ordre de réquisition concernant un terrain de 10 000 m2 dans la gare de St-Denis - Jargeau, sur la ligne d'Orléans à Gien, qui serait destiné au Service de la culture mécanique, et que, n'ayant pas l'emploi immédiat de ce terrain, la S.N.C.F. l'a mis à la disposition des intéressés sans vouloir discuter pour ce cas particulier la question de procédure administrative.

Des instructions sont données, comme cette lettre en exprimait le vœu, aux différents départements ministériels, par dépêche, pour les inviter à s'abstenir de semblable pratique, en leur rappelant que la totalité des moyens du réseau ferré français est à la disposition, en temps de guerre, du Ministre de la Défense Nationale.

Il serait opportun que, dorénavant, si semblable cas se produisait, la S.N.C.F. ne déférât pas à l'ordre de réquisition, même si elle estime n'avoir pas l'emploi immédiat du terrain, sans en avoir référé à l'Etat-Major de l'Armée (4e Bureau) par l'intermédiaire de la Commission Centrale, l'occupation d'une partie quelconque des emprises préjugéant précisément une question de principe et de procédure administrative, et d'autre part et surtout les

terrains envisagés pouvant être nécessaires dans un délai plus ou moins rapproché pour les besoins du Service militaire des chemins de fer (extension d'installations existantes).

P. le Général Chef d'Etat-Major Général de l'Armée
Le Lt-Colonel, Chef du 4e Bureau de
l'Etat-Major de l'Armée,

signé: PAQUIN

Etat-Major de l'Armée
4e Bureau

Commission Centrale des
Chemins de fer

15 Septembre 1939

c/c 1761

TRANSMIS à M. le Commissaire
Technique

P. le Commissaire Militaire de la Con Cle
signé: Ch. de BEAUVILLE

N° 6416 M. 14.389.3

16 Septembre 1939

COPIE transmise à Monsieur le
Directeur du Service Central des Installations Fixes

l'Ingénieur
Chef de la Division Centrale des Affaires Militaires
signé: NIVELET

COPIE

Vst/T.G. 1-2d

X 10045
Copie transmise à Monsieur le Directeur de
l'Exploitation de la Région du NORD
comme confirmation des instructions déjà données.

MER 27 SEPT 39

PARIS, le 21 SEPT. 1939

P. Le Directeur
Le Chef Adjoint du Service

Le Directeur

REPARTITION FAITE
LE 26 SEP. 1939

CLASSER

28 SEPT 1939

Le Directeur

Le Directeur

Le Directeur

21 SEPT. 1939

23 SEPT 1939

H. Demay
H. Wagnon
R. Neese-malcker

HS

M. Jourd'ny

faint

Adress un exemplaire à chaque J.V.
et M. Wagnon et M. Demandeur

RW 25/9

5

JEU-2 | SEPT 39

8148

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

R. C. Seine 276.448 B

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

2^e DIVISION

Domaine

S. N. Guerre
S. N. Divers

1 Annexe

Paris, le 21 septembre 1939

NORD TRAVAUX	
Service Central	
- 9 OCT 1939	
Rep. G	Pièce
N° 148	3

Monsieur le Directeur de l'Exploitation
de la Région Nord

*Demander la réquisition de
locaux et terrains appartenant
à la S.N.C. Pour à destination*

En attendant les instructions qui doivent être données par le Service du Contentieux au sujet des réquisitions de terrains et bâtiments dépendant du Domaine Public du Chemin de fer, j'ai l'honneur de vous adresser ci-joint, à toutes fins utiles, un certain nombre de copies d'une note de l'Etat-Major Général de l'Armée à la Commission Centrale des Chemins de fer en date du 15 septembre 1939, donnant d'ores et déjà des indications intéressantes à cet égard.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT,

[Signature]

CHASSE

ANNEXE

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE
ET DE LA GUERRE

NORD TRAVAUX Service Central	
12 OCT 1939	
Dep. 9	Pièce
N° 148	3

Etat-Major de l'Armée

REPUBLIQUE FRANCAISE

4ème Bureau

Paris, 15 septembre 1939

2ème et 5ème Sections

N° 3425 4
E.M.A.

N O T E

pour la Commission Centrale
des Chemins de fer

OBJET : Réquisition par
un autre département ou
service de terrains
compris dans les emprises
du Chemin de fer.

Par lettre du 8 septembre 1939, adressée au Ministre de la Guerre et transmise à l'E.M.A. par le Cabinet du Ministre, M. le Commissaire Technique Adjoint a fait connaître que le Ministère de l'Agriculture vient d'adresser à la S.N.C.F. un ordre de réquisition concernant un terrain de 10.000 m² dans la gare de St-Denis-Jargeau, sur la ligne d'Orléans à Gien, qui serait destiné au service de la culture mécanique, et que, n'ayant pas l'emploi immédiat de ce terrain, la S.N.C.F. l'a mis à la disposition des intéressés sans vouloir discuter pour ce cas particulier la question de procédure administrative.

Des instructions sont données, comme cette ^{lettre/} en exprimait le vœu, aux différents départements ministériels, par dépêche, pour les inviter à s'abstenir de semblable pratique, en leur rappelant que la totalité des moyens du réseau ferré Français est à la disposition, en temps de guerre, du Ministre de la Défense Nationale.

Il serait opportun que, dorénavant, si semblable cas se produisait, la S.N.C.F. ne déférât pas à l'ordre de réquisition, même si elle estime n'avoir pas l'emploi immédiat du terrain, sans en avoir référé à l'Etat-Major de l'Armée (4ème Bureau) par l'intermédiaire de la Commission Centrale, l'occupation d'une partie quelconque des emprises préjugant précisément une question de principe et de procédure administrative, et d'autre part et surtout les terrains envisagés pouvant être nécessaires dans un délai plus ou moins rapproché pour les besoins du service militaire des chemins de fer (extension d'installations existantes).

P. le Général Chef d'Etat-Major Général
de l'Armée,

P. le Général Chef de l'Etat-Major de l'Armée
Le Lt-Colonel Chef du 4ème Bureau de
l'Etat-Major de l'Armée

Signé : PAQUIN

Etat-Major de l'Armée

4ème Bureau

Commission Centrale
des Chemins de fer

c/c 1761 - 15 septembre 1939

TRANSMIS à M. le Commissaire Technique

P. le Commissaire Militaire
de la Commission Centrale,

Signé : Ch. de BEAUVILLE

C3

Num No	Guerre
Sub. N°	Divers

*Régistration de locaux
et de terrains appartenant
à la S. N. C. E. de la Voie*

ARRAS, le 5 OCTOBRE 1939

V BNva/5

NORD TRAVAUX	
Service Central	
Date	32 OCT 1939
N°	148
Pièce	3 li

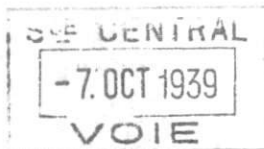
T.T-

ARRAS-HAZEBROUCK

Occupation du logement d'agent
vacant à la bifurcation de
Fouquereuil . Km. 233/900 par
les G.V.C.

-000-

Monsieur l'Ingénieur en Chef,

(Monsieur WAGNON)

L'AUTORITE MILITAIRE demande l'autorisation de fai-
re occuper par les G.V.C. la maison de poseur vacant à
la bifurcation de Fouquereuil (Commune de LA BEUVRIERE).

N'ayant en ce moment aucun agent à loger dans cette
maison je n'ai pas d'objection à donner satisfaction à
l'Autorité Militaire dans les conditions prévues par
le P.V. de la Conférence tenue par Monsieur PORCHEZ avec
les Chefs de Service V.B. Régionaux du 4/9/1939 (extrait
transmis le 13/9/1939 par Monsieur DELAUX) .

L'Autorité Militaire désirant être fixée le plus tôt
possible je vous serais obligé de vouloir bien me mettre
à même de la renseigner .

Le Chef du 5ème Arrondissement
de la Voie,

7-10-39

*bonjour H. Delaunay
Confirmation de ma réponse
à la lettre du 4/9/39
par la S. N. C. E. de la Voie
pour la poseur d'objection pour l'occupation
de cette maison, ainsi que le mentionne A*

Amas, le 2 février 1940

(7)

P.B.N. va s
Amas Hagelbruck

Monsieur l'Ingénieur en chef,
(M. Wagon)

- Occupation du logement d'apert vacant
à la bifurcation de Fouquereuil km: 233⁹⁰⁰ par
les S.V.C.

- Je vous informe que ce logement
occupé depuis le 6/10/39 par l'Autorité Militaire
a été libéré le 30 Janvier 1940.

Le Chef du 3^e Arrond V.B.

Attard

Saisi noté
à classer

$\frac{3}{2}$
40

CLASSER

SOCIÉTÉ NATIONALE
DES
CHEMINS DE FER FRANÇAIS

Région du Nord

EX.

Guerre
Divers
Demandes de Réquisitions de
locaux et de terrains appartenant
à la S.N.C.F. ou à
des tiers

Col.

Nm

14	
NORD TRAVAUX Service Central	
- 7 NOV 1939	
Rep. G	Pièce
N° 148	4

INSTRUCTION DE SERVICE

Série Etudes Ex. —

Sous-Série Installations..... N° 1

Paris, le 23 Octobre 1939.

RÉQUISITION DES INSTALLATIONS DU CHEMIN DE FER PENDANT LA DURÉE DES HOSTILITÉS

Il a été constaté que certains Services ou Départements Ministériels autres que ceux de la Défense Nationale et de la Guerre ont adressé directement aux organismes locaux de la S.N.C.F. des ordres de réquisition concernant des terrains compris dans les emprises du Chemin de Fer.

fait Dans certains cas, ces organismes ont cru pouvoir déférer à ces ordres de réquisition sans autorisation préalable : cette manière de faire est tout à fait irrégulière.

24/10 Il est, en effet, rappelé que la totalité du réseau ferré français est à la disposition, en temps de guerre, du Ministre de la Défense Nationale ; dans ces conditions la S.N.C.F. ne doit déférer à aucun ordre de réquisition sans en avoir référé à l'Etat-Major de l'Armée (4^e Bureau).

En conséquence, si un Service ou Etablissement quelconque de la Région du Nord venait à recevoir un ordre de réquisition concernant des terrains compris dans les emprises du Chemin de Fer, il devrait en être référé immédiatement, par l'intermédiaire de la Sous-Commission intéressée, à la Commission Régionale qui donnerait, le cas échéant, toutes instructions utiles et ferait le nécessaire auprès de l'Autorité Supérieure.

Le personnel est invité à prendre bonne note de cette recommandation.

Le Chef du Service de l'Exploitation,

DEGARDIN

S.C.I.P. - Paris

M.M. Flament

Guillaume

Dumas
Mucherie

Henriquet

Wagnon

Joassart

Paradis

Comité à

tu m. Guerber

Puich

Delchare

Murck

Hagelbrunn

Messmeracker

Vogier

Wagnon

Staubin

Henriquet

Rax

Leclercq

CLASSE

Copie à M. Neesemaecker
à M. Normand.
à tous les Présidents de C.A.
des cités.
à M. Warmiez
à M. Demonchaup.

MINUTE
PARIS le 27 Octobre 1939

Extant à jour
à 4030 1439
NORD TRAVAUX
Service Central
OCT 1939
Rep G
N° 148
Pèce 5

Monsieur
Ingénieur de la Voie
Annexe

+ fait auto
à tous les T.V.
fait extrait à 4050
Matrimoine et cinq divers
Logements du personnel
Logements disponibles

Guerra
Divers
Demandes de réquisitions de
locaux ou terrains appartenant
à la S.N.C.F.

M. LANCENON m'a fait connaître qu'en cas de repliement éventuel des

établissements du Matériel et de la Traction voisins de la frontière, il
serait amené à utiliser de nombreux agents dans les établissements de l'ar-
rière du Réseau.

II estime donc indispensable de garder à notre disposition, en vue du
logement de ces agents, les salles de fêtes et autres locaux disponibles dans
les cités, situées le long de la ligne qui descend des Houillères, vers AMIENS,
TERENIER, LAON et les arrières de cette ligne.

Je vous prie en conséquence de ne pas laisser réquisitionner les salles
de fêtes, de réunion, d'écoles ou autres locaux divers dans les cités, en vous
basant sur le fait déjà signalé que l'ensemble des installations des chemins
de fer a déjà fait l'objet d'une réquisition générale, qui les placent sous
l'autorité et à la disposition du Ministre de la Défense Nationale. II n'appar-
tient à aucune autre autorité d'en disposer directement, même par voie de
réquisition nouvelle, pour quel que motif que ce soit. II conviendrait par consé-
quent de me saisir rapidement en cas de difficulté à ce sujet.

Vous pourrez à cet effet, tenir compte de l'Instruction (Sous-série
Installations N°1) du Service de l'Exploitation de la Région du Nord, dont je
joins un exemplaire à la présente lettre.

Bien entendu, vous garderez de même, disponibles les logements vacants de
votre Cité, afin de pouvoir les affecter au logement du personnel qui serait
éventuellement replié et dont le surplus pourra trouver place après entente
avec les occupants, dans les pièces ^{vacants} des autres logements de votre
cité.

M. Bazin
30/10
M. Wagner
certains de M. G.
qui nous sont signalés
et suite à la question
posée par le Secrétaire
de I. F. pourraient
pouvoir être également
concernés.
Il y aurait peut-être
des conditions de
les consacrer à une
destination ?

M. Bazin
S'accuse pour
la M.A. par de
gains

30/10
M. Roux
contenu compli

4/9/40
à classer
H

CLASSE

INSTRUCTION DE SERVICE

Série Etudes Ex. —

Sous-Série Installations..... N° 1

Paris, le 23 Octobre 1939.

RÉQUISITION DES INSTALLATIONS DU CHEMIN DE FER PENDANT LA DURÉE DES HOSTILITÉS

Il a été constaté que certains Services ou Départements Ministériels autres que ceux de la Défense Nationale et de la Guerre ont adressé directement aux organismes locaux de la S.N.C.F. des ordres de réquisition concernant des terrains compris dans les emprises du Chemin de Fer.

Dans certains cas, ces organismes ont cru pouvoir déférer à ces ordres de réquisition sans autorisation préalable : cette manière de faire est tout à fait irrégulière.

Il est, en effet, rappelé que la totalité du réseau ferré français est à la disposition, en temps de guerre, du Ministre de la Défense Nationale ; dans ces conditions la S.N.C.F. ne doit déférer à aucun ordre de réquisition sans en avoir référé à l'Etat-Major de l'Armée (4^e Bureau).

En conséquence, si un Service ou Etablissement quelconque de la Région du Nord venait à recevoir un ordre de réquisition concernant des terrains compris dans les emprises du Chemin de Fer, il devrait en être référé immédiatement, par l'intermédiaire de la Sous-Commission intéressée, à la Commission Régionale qui donnerait, le cas échéant, toutes instructions utiles et ferait le nécessaire auprès de l'Autorité Supérieure.

Le personnel est invité à prendre bonne note de cette recommandation.

Le Chef du Service de l'Exploitation,

DEGARDIN

SOCIÉTÉ NATIONALE
DES
CHEMINS DE FER FRANÇAIS

PARIS

, le 18 OCT 1939⁹³ LC

ANNEXE

Région du NORD

SERVICE DU MATÉRIEL
ET DE LA TRACTION

R. C. SEINE 276.448 B

S.M.T. *JB*

18 OCT 1939

M. Normant

S.N.C.F. - VB Nord	
Service 1	
26/10/39	
Rép° <i>g</i>	Pièce
N° <i>148</i>	<i>g</i>

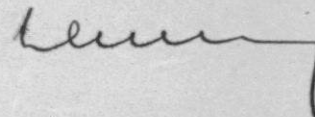
Monsieur FLAMENT
Chef du Service de la Voie
et des Bâtiments à PARIS

Suite à conférence hebdomadaire de ce jour.

Je vous confirme qu'en cas de repliement des établissements Matériel-Traction, voisins de la frontière, je serais amené à utiliser de nombreux agents dans les établissements de l'arrière du Réseau.

Il serait donc désirable de garder à disposition en vue du logement de ces agents, les salles des fêtes et autres locaux disponibles dans les cités situées le long de la ligne: Houillères, Amiens, Tergnier, Laon et en arrière de cette ligne.

L'Ingénieur en Chef
Chef du Service du Matériel & Traction



COMMISSION REGIONALE NORD
des CHEMINS de FER

B.M. N° 1414 /P.

PARIS, le 29 Octobre 1939.

NORD TRAVAUX
Service Central

- 3 NOV 1939

Rep. G
N° 148
Pièce 6

COPIE transmise à:

le Chef du Service du MATERIEL et de la TRACTION,
-d°- de la VOIE et des BATIMENTS,
le Chef de la Division des ETUDES TECHNIQUES.

à titre d'information.

le Chef de la Division du MOUVEMENT (2^{ème} Subdivision)

en le priant de hâter la fourniture, sous la forme précisée dans la lettre ci-dessous, des renseignements qui lui ont été demandés par ma transmission B.M. 844/P. du 23/9 dernier.

M.M. les Chefs des Services Matériel et Traction, et Voie et Bâtiments, ont fait connaître, chacun pour ce qui le concerne, qu'ils ne pouvaient pas mettre de locaux à disposition.

Le Commissaire Technique Adj^t
de la Commission Régionale Nord
des Chemins de Fer

Signé: DEGARDIN

CLASSER

S.N.C.F.

SERVICE CENTRAL du
MOUVEMENT.

3^{ème} DIVISION

N° 13.085
0.12

PARIS, le 26 Octobre 1939.

M. le Directeur de l'Exploitation
de la Région du NORD.

Vous avez reçu de la part du Service Commercial et du Service des Installations Fixes des demandes de listes de locaux ou emplacements disponibles situés dans les emprises de la S.N.C.F., à mettre à disposition des Ministères de l'Armement et de l'Agriculture comme moyens de stockage.

M. le Directeur Général a décidé, lors de la réunion du 18 Octobre des Directeurs des Services Centraux, que le Service Central M sera chargé désormais de cette affaire; il y aura donc lieu de m'adresser directement les listes correspondantes (1) (avec plans annexes pour les installations les plus importantes) à l'exception bien entendu des listes de terrains ou installations situés à l'extérieur des emprises du chemin de fer, qui sont toujours du ressort du Service des Installations Fixes.

....

(1) Ces listes devront comporter les renseignements suivants: ligne, gare, département, nature de l'installation (local fermé ou non, halle fermée ou non, terrain nu, etc.) superficie disponible et, éventuellement, particularités intéressantes.

Etant donné la situation du chemin de fer, qui fait l'objet d'une réquisition d'ensemble, il est nécessaire que les listes établies aient l'agrément du Commissaire Militaire de votre Région. Je vous demande de me préciser cet accord pour chaque envoi.

Je communiquerai vos propositions en temps voulu aux Services intéressés des Ministères de l'Armement ou de l'Agriculture et vous saisirai dès que ces Services m'auront demandé de mettre à leur disposition les locaux ou terrains en question.

Ces locations ne feront pas l'objet de traités individuels, mais d'un accord d'ensemble qui sera établi par le Secrétariat Général (2^{ème} Division, Domaine) et dont les modalités d'application seront fixées ultérieurement.

/ Le Directeur
du Service Central du Mouvement,

P.O. Le Chef de la Division Centrale
de la Réglementation et de la Sécurité

"MARCHAND"

Aux Armées le 30 Novembre 1939

GÉNIE

5^e RÉGIMENT
(SAPEURS DE CHEMINS DE FER)

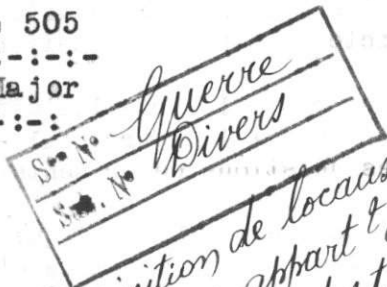
e Bon — e Cie

Groupe 505

-:-:-:-:-

Etat-Major

-:-:-:-:-



755

Le Chef de Bataillon LAMBERT
Commandant le Groupe 505 de SCF

à Monsieur le Directeur des Chemins
de Fer (Section Travaux)

Sous couvert de Monsieur le Commissaire
Militaire de la Sous-Commission Paris-
Nord

NORD TRAVAUX
Service Central

-7 DEC 1939

Rep^e G

Pièce

N^o 148

8

J'ai l'honneur de vous rendre compte
de ce que la Commission Régionale Nord me demande de
procéder à la réquisition de terrains nécessaires
pour l'établissement du raccordement d'Abbeville
entre les lignes du Tréport et de Boulogne.

La réquisition à laquelle j'ai dû
procéder antérieurement (à Betz) a été faite suivant
la méthode employée en 1918, d'accord avec le Service
des Expropriations de la Région Nord; le dossier,
composé de :
un procès verbal d'occupation,
un état parcellaire,
un plan parcellaire,
a été déposé à la Mairie pendant 8 jours pour rece-
voir les observations des intéressés, puis signé par
ces derniers, par le Maire et par moi-même. J'ai en
outre délivré, à chaque propriétaire et à chaque
locataire, pour constater leurs droits, un ordre et un
bon de réquisition extraits des carnets réglementaires

Dans le cas où cette méthode serait
à modifier, je vous serais très obligé de bien vouloir
me faire connaître les nouvelles règles à suivre,
afin que je puisse procéder à l'opération demandée.

J'aurai d'ailleurs vraisemblablement
à procéder à des réquisitions semblables pour les
raccordements d'Eu et le doublement Dieppe-Eu.

755

V.B/N gx

Monsieur l'Ingénieur en Chef,

A défaut d'instructions du D.C.F., j'avais
dû adopter, pour les réquisitions de BETZ (Doublement
de la ligne d'Ormoy à Mareuil) et pour la préparation



de requies cher
du dossier ~~d'acquisition~~ d'ABBEVILLE (Raccordement entre les lignes d'Amiens à Boulogne et d'Abbeville au Tréport) les errements suivis pour les réquisitions pendant la guerre 1914-1918.

A la suite de la lettre ci-^{jointe} du Commandant LAMBERT, je me suis rapproché de ce dernier qui m'a donné connaissance de l'Instruction n° 6028 D.C.F. en date du 10 Décembre 1939, sur les formalités à remplir par les unités de S.C.F. avant la prise de possession des terrains nécessaires pour l'exécution des travaux de voie normale. J'ai fait prendre une copie succincte de cette Instruction (voir pièces à consulter).

Les formalités prévues par cette Instruction diffèrent très peu de celles qui étaient remplies pendant la guerre 1914-1918. Les différences portent surtout sur les questions de présentation des documents.

Il a été convenu avec le Commandant LAMBERT que le dossier que je lui avais remis pour la réquisition des terrains d'ABBEVILLE serait annulé et qu'un nouveau dossier conforme à l'Instruction récente lui serait adressé.

Ci-joint projet de lettre d'envoi de ce dossier.

~~Vous serez sans doute d'avis de signaler à M. le Commissaire Militaire de la Région du Nord l'intérêt qu'il y a à ce que la nouvelle Instruction soit portée officiellement à votre connaissance.~~

15 janvier 1940

Le Chef de la Subdivision des Expropriations
et du Domaine



CLASER

Expédiée le
26/1/40

Copie pour MM. le Chef du service de la Voie
et des Bâtiments

G.X.N.°

54719

le Chef de la Division du Trafic

le Chef de la Division du Mouvement

le Chef de la Division des Affaires
Générales

MARTHELOT (2)

CENDRE : Ces renseignements vous seront adressés
Pour l'instant, il suffira que vous les conser-
viez en vue d'un règlement d'ensemble.

EXNe

"SECRET"

- 1 DEC 1939

Messieurs les Chefs d'Arrondissement de l'Exploitation
de PARIS-NORD

LILLE
BOULOGNE
AMIENS
DOUAI
St-QUENTIN

NORD TRAVAUX
Service Central

- 7 DEC 1939

Repr G Pièce
N° 148 9

Occupation, par l'Au-
torité militaire, d'em-
placements couverts ou
de terrains nus dans
les gares.

Par mesure d'ordre et en vue de réserver les droits
de la S.N.C.F., je vous demanderai de bien vouloir faire
prendre attachement, pour tous les locaux et terrains,
occupés par l'Autorité militaire :

- du service militaire utilisateur;
- du motif d'utilisation;
- de la durée d'occupation.

Vous voudrez bien faire établir également, avant
et après l'occupation, chaque fois que cela vous sem-
blera utile, un état sommaire des lieux, en vue du ré-
glement ultérieur des déprédations éventuelles.

Je vous demanderai d'adresser directement ces ren-
seignements à la Division des Etudes Techniques (avec
croquis à l'appui, s'il y a lieu), tant pour les occupa-
tions passées ou présentes que pour celles qui se pré-
senteront pour l'avenir.

Le Chef du Service de l'Exploitation,

CLASSE

Monsieur P. Legermain en chef de service,

Y'aurait-il y a lieu de faire passer de service, analogues,
les services locaux de la Voie en ce qui concerne les terrains et bâtiments
non vus dans la note ci-jointe de M. Degardin.
Ci-joint, à cet effet, projet de note aux chefs d'Arrondissement de la Voie.

13/1/40

PRÉFECTURE

DE

L'OISE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

3ème Division
3ème Bureau

S. N. O. Guerre
Divers

*Requisition de
locaux et de terrains
appartenant à la S. N. C. F.
ou à des tiers*

4 DEC. 1939

NORD TRAVAUX	
Service Central	
20 FEB 1940	
P. 148	9h

M. Guillaume

753

LE PREFET DE L'OISE

à Monsieur le Directeur de la Société
Nationale des Chemins de fer
français,

5 DEC 1939

M. Heusermaeker

AS

9

J'ai l'honneur de vous communiquer, ci-joint, pour
renseignements et avis, des procès-verbaux d'occupation de
terrain, par l'Autorité Militaire, à la Station de Betz, sur
la ligne d'Ormo y à Mareuil-sur-Ourcq.

753 R

Monsieur l'Ingénieur en Chef

Ci-joint projet de réponse à
M. le Préfet de l'Oise.

18 Décembre 1939

Le Chef de la Subdivision des Expropriations
et du Domaine

Pour le Préfet

Le Secrétaire Général,

Expiré le 8/1/1940

au 01/01/40

Heusermaeker

CHASBER

2 Annexes

PARIS, le

Nov. 1939

Le 18 Décembre 1939
+ fait auto

Centreb.

NOTE POUR LA COMMISSION REGIONALE NORD

NORD TRAVAUX Service Central	
31 DEC 1939	
Rep. G	P.L.
N° 148	10

ferme minute
S. N. Guevre
S. N. Divers
Réquisitions de locaux et de
terrains appartenant à la S.N.C.F.
ou à des tiers

X Nord de l'est f.
saisant l'habitat
et l'habitat et les us
qui se réfèrent au Nord
des usages de la ligne
usages, usages de

En ce qui concerne technique, il est ~~précisé~~ ^{préciser} qu'il
Dans l'éventualité du développement du théâtre actuel
des hostilités, le Service Matériel et Traction de la Région X
NORD, envisage de replier tout ou partie de ses ateliers et dépôts du
placés à proximité des frontières, dans la zone délimitée au nord
par la ligne Boulogne, Béthune, Lens, Arras, Amiens, Tergnier, Laon,
(y compris les localités situées sur cette ligne).

^{Le Nord} Pour loger les agents évacués, ~~il est indispensable de~~
~~disposer, à ce moment, de tous les locaux utilisables, dont le~~
~~Chemin de fer dispose dans ses diverses installations.~~ ^{utilisés.}

Il semble donc nécessaire de donner, dès maintenant
des Instructions aux diverses Sous-Commission intéressées pour que
les divers locaux disponibles, notamment dans les Cités du Chemin
de fer: salles de fêtes, de réunion, de musique, de gymnastique,
vestiaires, logements vacants, etc..) ne soient, sous aucun prétexte
occupés par des troupes de passage et restent à la disposition de
notre personnel, pour qu'il puisse en prendre possession, sans
délai, le cas échéant.

At ailleurs et ce notamment, ~~constituent~~ ^{constituent} les défenses et Domaines Publics et devraient, à l'abri
de tout et toute réquisition. Les locaux occupés par des troupes
unites à l'usage
Les locaux d'usage ^{qui sont les seuls} ~~cette occupation~~ ^{dont les occupants}
actuels de guerre, dont le régime Nord demande qu'il
instructions techniques sont données pour qu'il y ait un règlement
technique, les locaux ~~de l'Etat~~ ^{de l'Etat} ~~de l'Etat~~ ^{de l'Etat}
disposés à l'usage ~~et~~ ^{et} ~~un~~ ^{un} ~~il~~ ^{il} ~~est~~ ^{est} ~~de~~ ^{de} ~~la~~ ^{la} ~~ligne~~ ^{la}
unite

Signé: Roux

[Signature]

N.

Minute

(VB)

PARIS, le 14 Décembre 1939.

ANNEXE

Le 18 Décembre 1939

NORD TRAVAUX	
Service Central	
31 DEC 1939	
Rep ^e G	Pièces
N° 148	10

NOTE

POUR LA COMMISSION CENTRALE.

En cas de repliement technique, il est prévu que les ateliers et dépôts du Matériel et Traction de la Région Nord doivent (à l'exception de l'atelier d'Hellennes qui se replierait sur Nevers) être évacués sur la Région même, au sud de la ligne Boulogne, Béthune, Lens, Arras, Amiens, Tergnier, Laon.

Pour loger les agents évacués, le Nord envisage d'utiliser tous les bâtiments utilisables dont il dispose dans ses diverses installations.

Or, certains de ces bâtiments, notamment dans les Cités du Chemin de fer: salles de fêtes, de réunion, de musique, de gymnastique, vestiaires, logements vacants, etc...), bien qu'ils constituent des dépendances du Domaine Public et devraient, à ce titre, être à l'abri de toute réquisition, sont parfois occupés par des unités de passage.

La Commission Régionale Nord demande que les instructions nécessaires soient données pour que les locaux soient laissés à l'entière disposition du Chemin de fer et mis à l'abri de toute occupation militaire.

Le Commissaire Militaire,

Le Commissaire Technique,

Signé: Roux

Signé: Cambournac

Exemplaire supplémentaire à retourner
au Service de la Voie et des Bâtiments,
après signature et, s'il y a lieu, en
indiquant, à l'encre rouge les modifica-
tions, additions et suppressions qui
auraient été apportées.

PARIS, le 18/12/39

: Pièce destinée à M. HERON, Chef de Bureau :
: Service de la Voie et des Bâtiments :
: 18, rue de Dunkerque, PARIS. :

PARIS, le 14 Décembre 1939.

14

Le 18 Décembre 1939

NOTE

POUR LA COMMISSION CENTRALE.

N° 263/CRN

En cas de repliement technique, il est prévu que les ateliers et dépôts du Matériel et Traction de la Région Nord doivent (à l'exception de l'atelier d'Hellennes qui se replierait sur Nevers) être évacués sur la Région même, au sud de la ligne Boulogne, Béthune, Lens, Arras, Amiens, Tergnier, Laon.

Pour loger les agents évacués, le Nord envisage d'utiliser tous les bâtiments utilisables dont il dispose dans ses diverses installations.

Or, certains de ces bâtiments, notamment dans les Cités du Chemin de fer: salles de fêtes, de réunion, de musique, de gymnastique, vestiaires, logements vacants, etc...), bien qu'ils constituent des dépendances du Domaine Public et devraient, à ce titre, être à l'abri de toute réquisition, sont parfois occupés par des unités de passage.

La Commission Régionale Nord demande que les instructions nécessaires soient données pour que les locaux soient laissés à l'entière disposition du Chemin de fer et mis à l'abri de toute occupation militaire.

Le Commissaire Militaire,

Le Commissaire Technique,

signé: Roux

signé: Camille Bourne

PARIS, le 4 décembre 1939.

ANNEXE

NORD TRAVAUX
Service Central

31 DEC 1939

Rep° *G* H.L.
N° *148* *10*

NOTE POUR LA COMMISSION CENTRALE

En cas de repliement technique, il est prévu que les ateliers et dépôts du Matériel et Traction de la Région Nord doivent (à l'exception de l'atelier d'Hellennes qui se replierait sur Nevers) être évacués sur la Région même, au sud de la ligne Boulogne, Béthune, Lens, Arras, Amiens, Tergnier, Laon.

Pour loger les agents évacués, le Nord envisage d'utiliser tous les bâtiments utilisables dont il dispose dans ses diverses installations.

Or, certains de ces bâtiments, notamment dans les Cités du Chemin de fer : salles de fêtes, de réunion, de musique, de gymnastique, vestiaires, logements vacants, etc...), bien qu'ils constituent des dépendances du Domaine Public et devraient, à ce titre, être à l'abri de toute réquisition, sont parfois occupés par des unités de passage.

Sans vouloir s'opposer à cette occupation qui ne la gêne pas dans les circonstances actuelles de la guerre, la Commission Régionale Nord demande que les instructions nécessaires soient données pour qu'en cas de repliement technique, les locaux soient laissés à l'entière disposition du Chemin de fer et mis à l'abri de toute réquisition militaire.

occupation

pt 14/12
AD

COPIE à Monsieur le Chef du Service
de la VOIE et des BATIMENTS.

Le

31 DEC 1939

Pour information.

Le Commissaire Technique Adjt
de la Commission Régionale Nord
des Chemins de Fer

A. Monz.

*Requiem de locaux de terrain
appartenant à la SNCF. ou à terrain*

COMMISSION REGIONALE NORD
à Sous-Commission d'AMIENS.

NORD TRAVAUX Service Central	
13 MARS 1940	
Rep. <i>ey</i>	Pièce
N° 5523	11

--:--

N° 319/CRN

Suite à lettre B.M.S. N° 1482 du 29 Décembre.

Nous ne sommes pas opposés, en principe, à l'occupation temporaire, par le Génie de la 2ème Région Militaire pour effectuer un stockage de matériel, d'un terrain actuellement inutilisé en gare de LA BOSSE, à la condition toutefois que le terrain en question soit celui laissé par la dépose des voies de la Compagnie Générale des Voies Ferrées d'Intérêt Local, et que le dépôt soit situé à l'extérieur de la voie de débord.

Vous voudrez bien nous confirmer qu'il en est bien ainsi.

Le Commissaire Militaire, *adpt.*

signé: Morelle

Le Commissaire Technique, *adpt.*

signé: Lamargue

CLASSER

- 2 JAN 1940

h. Vigier

h. Demme

Cpi 5

h. Wagon

h. Saint du Gues

h. Luessemacker

h. Puel (Dep)

Décalque pour M. MEESEMAECKER

Minute Son Régionale

PARIS, le *28 décembre 39*

Heube

MINUTE

le 8 janvier 1940
fait auto

V.B/N gx

Ligne d'ORMOY à MAREUIL-s/OURCQ

Station de BETZ

Occupation de terrains
par l'Autorité militaire

Ses N° *Guerre*
Divers

Monsieur le Préfet,

NORD TRAVAUX
Service Central

29 FEV 1940

Rep. *3* Piece
N° *8823 12*

Réquisition de
terains et de la
S.N.C.F. ou a des tiers

1 PV. en 2 exemplaires
en retour.

Par lettre du 4 Décembre dernier, vous avez bien voulu
me communiquer pour renseignements et avis les 2 exemplaires ci-
 joints en retour, d'un Procès-verbal d'occupation de terrain par
 l'Autorité Militaire, à la station de BETZ, sur la ligne d'Ormoys
 à Mareuil-sur-Ourcq.

J'ai l'honneur de vous informer que cette occupation a été
nécessitée par les travaux de doublement de la ligne d'Ormoys à
Mareuil-sur-Ourcq, approuvés par note N° 534 du Directeur des
Chemins de fer au Grand Quartier Général en date du 25 septembre
1939. Elle a été réalisée par voie de réquisition à la demande de
la Commission Régionale des Chemins de fer de la Région Nord de la
S.N.C.F. Le procès-verbal communiqué, résume les formalités de
constatation de l'état des lieux auxquelles il a été procédé par
l'Autorité Militaire, au moment de la prise de possession.

Comme l'indiquent le plan et l'état parcellaire qui
étaient joints au Procès-verbal, l'occupation intéresse une surface
de 1 are 93 dépendant d'une parcelle appartenant à un seul proprié-
taire.

.....

Monsieur le Préfet de l'OISE.

CLASER

La S.N.C.F. procèdera si possible, comme d'usage, au règlement amiable des indemnités d'occupation et, si un accord intervient à ce sujet avec l'ayant-droit, je ne manquerai pas de vous en aviser.

Veillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments distingués.

LE DIRECTEUR DE L'EXPLOITATION,



Signé: CAMBOURNAC

Exemplaire supplémentaire à retourner au Service de la Voie et des Bâtiments, après signature et, s'il y a lieu, en indiquant à l'encre rouge les modifications, additions et suppressions qui auraient été apportées.

à être classé
H.L.
2707

PARIS, le - 8 JANV 1940

CLASSER

: Pièce destinée à M.HERON, Chef :
: de Bureau Service de la Voie :
: et des Bâtiments, 18, Rue de :
: Dunkerque, PARIS. :

106

COPIE à M. WAGNON

COPIE à M. MEESEMAECKER, (suite à sa
note du 5-1-40)

avec une copie de la lettre du 27/12/39
de M. le Chef de Bataillon Crozet à
Directeur des C.F.

NORD TRAVAUX	
Service Central	
23 JANV 1940	
11	5523 13

*Guerre
Divers*
COPIE
*Requisition de locaux
et de terrains appartenant
à la S. N. C. F. au a des
travaux*

15 Janvier 1940.

Le Chef du Service de la Voie et des Bâtiments,
à Commission Régionale Nord.

VB.N. vr.

1 pièce en retour.

Vous avez bien voulu me communiquer la lettre
ci-jointe en date du 27 Décembre 1939 de M. le Chef
de Bataillon Crozet, Commandant le groupe n°506
S.C.F. à M. le Directeur des Chemins de Fer, relative
aux formalités à remplir par les unités des S.C.F.
pour la prise de possession des terrains nécessaires
à l'exécution des travaux de voie normale.

Pour me permettre de suivre cette question
et en vue d'éviter toutes difficultés ultérieures,
il serait nécessaire d'avoir connaissance de
l'Instruction émanant de la D.C.F. (Section travaux)
dont il est question dans le 1er paragraphe de cette
lettre.

J'ai donc l'honneur de prier la Commission
Régionale de vouloir bien faire parvenir un exem-
pleire de ce document.

WAGNON - DEMAUX - GUTILLAUME

*Orig. cl. 55003
Roussac
Divers
Travaux Militaires*

MR 47

S. V. 17/1/40

MINUTE

17 Janvier 1940

NORD TRAVAUX	
Service Central	
13 MARS 1940	
Rep. <i>ef</i>	Pièce
N° 5523	14

18 JAN. 1940

fait Outo

Occupation, par l'Autorité Militaire, de terrains ou immeubles du Chemin de fer

Ser. N°	<i>guerre</i>
Sub. N°	<i>divers</i>
<i>Régulation de locaux + retours appartenant à SNCF</i>	

M.M. les Chefs d'Arrondissement de la Voie,
WAGNIEZ,
DEMONCHAUX.

M. le Chef du Service de l'Exploitation vient d'adresser aux Chefs d'Arrondissement de l'Exploitation la note suivante :

"Occupation par l'Autorité militaire, emplacements couverts ou de terrains nus dans les gares.-

"Par mesure d'ordre et en vue de réserver les droits de la S.N.C.F.,
"je vous demanderai de bien vouloir faire prendre attachement, pour
"tous les locaux et terrains occupés par l'Autorité Militaire :
" - du Service militaire utilisateur,
" - du motif d'utilisation,
" - de la durée d'occupation.
" Vous voudrez bien faire établir également, avant et après l'occupation, chaque fois que cela vous semblera utile, un état sommaire des lieux, en vue du règlement ultérieur des déprédations éventuelles.
" Je vous demanderai d'adresser directement ces renseignements à la Division des Etudes Techniques (avec croquis à l'appui s'il y a lieu)
"tant pour les occupations passées ou présentes que pour celles qui se présenteront dans l'avenir".

Ces instructions visent, de façon générale, les constructions et terrains situés dans l'enceinte des gares (locaux divers, halles, quais, cours des voyageurs et des marchandises) dont les locations ou autorisations d'occupation sont, en temps de guerre, négociées par le Service de l'Exploitation.

Je vous prie de noter que les Services locaux de la Voie doivent procéder de la même façon en ce qui concerne les immeubles, constructions et terrains du Chemin de fer auxquels ne se rapporte pas l'instruction ci-dessus et dont la surveillance ~~leur~~ incombe plus spécia-

16 JAN. 1940

lement (logements de pleine ligne et de cités, terrains de pleine ligne, excédents, ~~de~~ terrains et immeubles acquis en vue de projets d'avenir, etc..)

Vous adresserez les renseignements directement à la Subdivision des Expropriations et du Domaine, tant en ce qui concerne les occupations passées ou présentes que pour celles qui se présenteront dans l'avenir.

LE CHEF DU SERVICE
DE LA VOIE ET DES BATIMENTS,

[Signature] *[Signature]*

CLASSER

SP

D. R. P. 62 (simple)

(Juillet 1939. — Carré 443)

J. 21234.

POSTES, TÉLÉGRAPHES
ET TÉLÉPHONES

DIRECTION RÉGIONALE

DE PARIS

21, rue d'Alleray, Paris XV

Locaux 17.G

En cas de réponse, prière de
rappeler le numéro ci-dessus.

OBJET :

Paris 26 - Annexe

Rétrocession Provisoire

Indiquez le n° de l'arrondissement dans l'adresse
des correspondances pour Paris; elles parviendront plus rapidement.Sous No Guerre
Sub. No Divers
Région de locaux 9 de terrains
affiliés à l'N.C.F. au 50/50

26 JAN 1940

h. Demans

h. Leducq

h. Demans

mon projet de réponse au plus tôt
Monsieur le Directeur,NORD TRAVAUX
Service Central

27 JANV 1940

Rep

g

Pièce

N°

5523

15

Paris, le 23 JAN 1940

Par lettre V.B.N. 1b, du 24 novembre dernier, adressée au Receveur du bureau de Paris 26, vous avez demandé la mise à la disposition des Commissaires militaires de la Région du Nord (S.N/C.F.) des locaux de l'ancienne annexe du bureau 26, actuellement inoccupés.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que la réouverture de ce guichet annexe n'étant pas envisagée, dans les circonstances actuelles, mon Administration n'est pas opposée, en principe, à ce qu'il vous soit donné satisfaction -, si toutefois les conditions ci-après peuvent être remplies:

1° - L'Administration des P.T.T. pourra reprendre possession du local dont il s'agit, dès qu'elle jugera opportun de rouvrir le guichet-annexe, après la cessation des hostilités;

2° - Le S.N.C.F. s'engagera formellement à rétablir le dit local dans son état actuel au moment de sa réaffectation au service postal;

3° - Il sera établi, contradictoirement, un état des lieux et l'inventaire du mobilier, dont l'enlèvement serait difficile et onéreux;

4° - Enfin, le versement de la redevance annuelle de 9.570 francs, payée par mon Administration, sera suspendu pendant la durée de la rétrocession du local.

Société Nationale des
Chemins de Fer Français
- Région du Nord PARIS

CLASSER

Je vous serai obligé de vouloir bien m'informer des dispositions que vous aurez cru devoir prendre.

Veillez agréer, Monsieur le Directeur, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

L'Inspecteur Général chargé
de la Direction Régionale de Paris

57

Paris, le 30 Janvier 1940

B.N.-i-b

Gare de Paris

Annexe 26

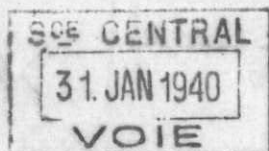
Occupation des locaux

Monsieur l'Ingénieur en Chef,

La demande d'occupation des locaux du bureau de poste Paris 26-Annexe, situé à proximité de la sortie n° 4 avait été faite sur le désir de M. DEGARDIN, en vue d'organiser un service de contrôle et de timbrage des permissions, en dehors du passage n° 4.

A la suite d'instructions de la Commission Centrale en date du 2 Décembre 1939, nous avons installé à cette sortie 2 guérites et par suite l'utilisation des locaux de l'ancienne annexe n° 26 n'est plus à envisager.

P.J.: 1



L'Inspecteur Divisionnaire
de 1ère classe,

M. L. L.

28/1 M. L. L.

crucius

pour projet de réponse

VB

COMMISSION REGIONALE NORD
DES CHEMINS DE FER

N° 129/CRN

COPIE transmise à :

25 JANV 1940

NORD TRAVAUX

Service Central

26 JANV 1940

25 JAN 1940

M. Vigier

M. Bernant

Copie 5

M. Wagner

M. Saint-Aubin

M. Delchay (Ser)

M. Macquachet

M. Rameau

Monsieur le Chef du Service de la VOIE et des BATIMENTS
suite à lettre 129/CRN du 18/1/40.

Monsieur le Chef de la Division des ETUDES EX.

pour information et prière poser la question de principe
des locations à la C.C. (lettre à la signature de la C.R.N.)

U. de la part de
Le Commissaire Technique Adjoint
de la Commission Régionale Nord
des Chemins de Fer

C. M. M. M.

A. PIERSON

Ingénieur en Chef

S.N.C.F.

54, Bd Carnot,
ARRAS

S E C R E T

ARRAS, le 23 Janvier 1940.

Réf. M. 7/D N° 5

Monsieur le Commissaire Technique Adjoint
de la Commission Régionale NORD
à PARIS.

Ligne d'ORCHIES
à TOURCOING

Abords du P.N. N° 134
km. 259/165

Travaux de défense
exécutés par l'Armée
Britannique

Par Note N° 129/CRN du 18 courant, vous m'avez de-
mandé d'entrer en pourparlers avec les Autorités Britan-
niques en vue d'obtenir leur accord sur les conditions
d'occupation de la Maison de garde du P.N. 134 de la
ligne d'ORCHIES à TOURCOING.

J'ai l'honneur de vous remettre ci-joint la réponse
de M. le Colonel WAGHORN, D. D.G.Tn., à qui j'avais fait
part de vos suggestions, et qui a soumis l'affaire au
Directeur des Locations.

Je ne manquerai pas de vous tenir au courant.

L'Ingénieur en Chef,

Signé : PIERSON.

CLASER

SECRET

ANNEXE

SUJET : Travaux de défense exécutés
par l'Armée Britannique.

M. A. PIERSON,
Ingénieur en Chef S.N.C.F.
54, Boulevard Carnot,
ARRAS

NORD TRAVAUX	
Service Central	
13 MARS 1940	
Rep: <i>ly</i>	Pièce
N° 5523	16

Suite à votre lettre M. 7/D No 5 du 19th ct.

Cette question ne concerne pas des travaux de chemin de fer : elle constitue au premier chef un cas devant être traité par le Directeur du Service des Locations.

J'ai téléphoné au Directeur des Locations qui m'a répondu que l'ensemble de la question concernant les conditions dans lesquelles seraient réglés les frais de location de la propriété d'état, immeubles et terrains (y compris le domaine ferroviaire) était en cours de discussion à PARIS.

Je transmets donc l'original de votre lettre au Directeur des Locations en lui demandant de traiter la question directement avec vous.

Signé : WAGHORN

P. Brigadier. Director General
of Transportation.

G.H.Q.
1st Echelon.
21/1/40.
GDF.

Copie au Directeur des Locations.

Voulez-vous avoir l'obligeance de traiter
directement cette affaire avec M. PIERSON.

Décalqué pour M. Meesmaecker
Copie à M. Puch pour avis.

Sec. N° Guerre
Sub. N° Divers
Requintin à la suite de
Terrains appartenant à
V.B. N. 92 ANCF. ou à
MINUTE

Le 13 Janvier 1940

26 JAN. 1940

fait auto

NORD TRAVAUX Service Central	
13 MARS 1940	
Rep. G.	Pièce
N° 5523	17

Le Chef du Service de la Voie et des Bâtiments
à Monsieur le Chef de Bataillon Lambert,
Commandant le Groupe No 505 de S.C.F. T.N.

Lignes d'Amiens à Noyon
et d'Abbeville au Triport

Commune d'Abbeville

Etablissement d'un nouveau
raccordement entre les lignes
d'Amiens à Noyon et
d'Abbeville au Triport

(~~Sous Commande Monsieur le Commandant Militaire de la Zone~~ ^{sous commandement, Régionale} ~~Commission d'Amiens. Nord~~)

5 dossiers.

En réponse à votre lettre du 20²⁰ Novembre 1939 et comme
suite à l'entretien que vous avez eu avec le représentant de mon Service,
j'ai l'honneur de vous adresser ci-joint, en 4 exemplaires le dossier
préparé en vue de la Réquisition des terrains sis à Abbeville
nécessaires à la réalisation du projet visé ci-contre.

Ce dossier a été établi conformément aux prescriptions de
l'instruction no 6028 D.C.F. et contient

- un procès-verbal des opérations
- un plan parcellaire à l'échelle de 1/10000
- un Etat parcellaire.

J'annexe un dossier "Minute" que je vous prierais de vouloir
bien me retourner dès que les formalités auront été remplies, après
les avoir complétés par l'indication des différentes mentions portées
sur les pièces des autres dossiers, au cours de l'accomplissement de
ces formalités.

4

CLASSE

20 JAN. 1940

MINUTE

VB N 98

substantiellement la ligne
de Droite de l'Etat

à Paris et à la Cour et à la

Monument to South Sea Islands
- 7 -

20. *Unid.*

Origine
Aboussant au bierport
N. ne cap. bu
Doublement de la
Ligue de Digne à Bu
et tabl^{te} de rancordts
à Ponts et Morais et
bu la Chaussée
LL. 2703

CLASSIFIED

Le Chef du Service de la Vie et des Bâtimens
à Monsieur le Chef de Bataillon Lambert.
Commandant le Service no 305.

4. Compte rendu de la Commission Régionale Nord-70

Sub. N. Divers
Réquisition de locaux
et de terrains appartenant
à la SNET au d des biens

20 Mars 1940
g
5522 1469

5593 1901
L'occupation des terrains prises nécessaires
à la réalisation du projet visé ci-dessus a été,
dans un but de rapidité, réalisée à un risk de
crissements à la prise de possession obtenus par
les services des propriétaires et occupants intéressés.
En vue de régulariser cette occupation il y
a eu nécessité de présenter les documents à l'Instruction
Le 20.09.1901

Il est appliqué à ces oiseaux, par le même des-
sins, le même traitement que sur le territoire
desquelles s'exécutent les travaux. Le dossier préparé
conformément aux prescriptions de cette instruction.

- le dossier établi en 4 exemplaires contenant :
 - le procès-verbal des observations,
 - un plan parcellaire à l'échelle de 1/1000^e,
 - un état préliminaire.

MINUTE

Copie à M. Demoucheux

1. Annexe

~~14 FEV 1940~~
Alphonse

14 FEV. 1940

Sait Anto

NORD 1		VAUX
Service		central
21 FEV 1940		
Rep.	ef.	Pièce
N°	1723	18

Locaux A - 179

N.B.N/Vc

Paris St. Anne

[Stamp: Bureau des affaires, 14 FEV 1940, with handwritten notes]

Le Directeur de l'Exploitation
l'Inspecteur général des P.T.T.
de la Direction Régionale de Paris
21 rue d'Alger Paris XV

Monsieur l'Inspecteur général.

En réponse à votre lettre du 23 janvier 1940, j'ai
l'honneur de vous informer que la Commission centrale
de la S.N.C.F. a décidé de ne pas utiliser, pour la
sortie des permissionnaires, les locaux de l'ancienne annexe
du Bureau 26 installés dans la gare de Paris-Nord.
Ce local sera donc à votre disposition.
Veuillez agréer, Monsieur l'Inspecteur général,
l'assurance de ma considération distinguée.

[Handwritten signature]

[Handwritten signature]

Signé : CAMBOURNAG

CLASSER

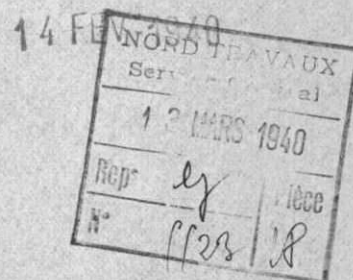
14 2 FEV. 1940

Exemplaire supplémentaire à retourner
au Service de la Voie et des Bâtiments,
après signature et, s'il y a lieu, en
indiquant à l'encre rouge les modifica-
tions, additions et suppressions qui
auraient été apportées.

PARIS, le 14 FEV 1940

: Pièce destinée à M. HERON, Chef de Bureau :
: Service de la Voie et des Bâtiments :
: 18, rue de Dunkerque, PARIS. :
:-----

ANNEXE



Monsieur l'Inspecteur Général,

V.R.1 LOCUME A - 17 G.PARIS 26 - Annexe

En réponse à votre lettre du 23 Janvier 1940, j'ai l'honneur de vous informer que la Commission Centrale de la S.N.C.F. a décidé de ne pas utiliser, pour la sortie des permissionnaires, les locaux de l'ancienne annexe du bureau 26 installée dans la gare de PARIS-NORD.

Ce local reste donc à votre disposition.

Veuillez agréer, Monsieur l'Inspecteur Général, l'assurance de ma considération distinguée.

Le Directeur de l'Exploitation,

Signé : CAMBOURNAC

Monsieur l'Inspecteur Général des P.T.T.
de la Direction Régionale de Paris,
21 rue d'Alleray, à PARIS (XVe).

2 / LUN 19 FEB 1940

V.B.

D. R. P. 62 (simple).
(Juillet 1939. — Carré 445).
J. 21234.

POSTES, TÉLÉGRAPHES
ET TÉLÉPHONES

DIRECTION RÉGIONALE
DE PARIS

21, rue d'Alleray, Paris (XV^e)

LOCAUX A N° 100. 9.

En cas de réponse, prière de
rappeler le numéro ci-dessus.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Paris, le 17 FEB 1940

NORD TRAVAUX	
Service Central	
21 FEB 1940	
Rep. 1	Pièce
N° 1123	19

*Reçu N° 100
Sub. N° 100
Régulation de locaux
Terrains affectés à la NCF
ou possédés
M^r Guillaume*

Monsieur le Directeur,

OBJET :

PARIS 26
Annexe.-

Indiquez le n° de l'arrondissement dans l'adresse
des correspondances pour Paris; elles parviendront plus rapidement.

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre
lettre du 14 février courant par laquelle vous avez bien
voulu me faire connaître que la Commission Centrale de la
S.N.C.F. a décidé de ne pas utiliser, pour la sortie des
permissionnaires, les locaux de l'ancienne annexe du bureau
de Paris 26, installée dans la gare de Paris-Nord.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, l'assurance de
ma considération la plus distinguée.

L'Inspecteur Général
chargé de la Direction Régionale de Paris
L'Inspecteur des Locaux A

19 FEB 1940

M. Lemaire D

*M. Leclercq
(à traiter) un autre
4*

Finney

*M. Demoucheux
Par airt et retour
Le Chef de la Subdivision
Travaux et Approvisionnement*

Monsieur le Directeur de l'Exploitation
Société Nationale des Chemins de Fer.-
Région du Nord

*M. Lemaire 9,
Paris note
M. Lemaire 9.*

*un autre
classement*

CLASSER

Duplicat

Guerre
Service
Requisitions de locaux et de tenanciers
appartenant à la S. N. C. F. ou à des
tiers

NORD - TRAVAUX	
Service Central	
Séa 1940	
Rép. I C	Pièces
N° 5529 / 231	xx 20

Extrait du registre de Rappels
de M. Messemacher
Année 1940

Lettre des S.E. de St Orey à M^r Demaux du 20.2.40
Informe qu'il a été détaché du 24^e Rég^t Régional
à partir le 19.2 les locaux qu'il occupait depuis le
29/8 dans le bâtiment des S.E. de St Orey

Sur l'état de rappel, M^r Messemacher
signale que cette affaire a été renvoyée
en Avril 1940

Pièce non parvenue aux archives.

La présente fiche est à classer en
remplacement de la pièce originale.

CLASSER

Exemplaire supplémentaire à retourner au Service V.B.

106

Son No Guerre
Sub. No Divers

Réquisition de locaux
est de terrains, appartenant
à la S.N.C.F. ou à
des tiers

28 FEVR 1940

NORD TRAVAUX Service Central	
15 MARS 1940	
Rep. J	Pièce
N° 8823	21 bis

N° 265/CRN

LA COMMISSION REGIONALE NORD

À Monsieur le GENERAL, Commandant la
REGION MILITAIRE DE PARIS

Ligne de PARIS à SOISSONS

Accordement du Bas-Martineau

LE BOURGET-Triage

Création d'un garage pour
wagons-citernes à essence

L'exécution par les soins de la S.N.C.F.

Région NORD, du projet désigné ci-contre, approuvé par
l'E.M.A. le 18 Décembre 1939, nécessite l'occupation
de terrains privés situés sur le territoire de la
Commune de LA COURNEUVE.

1 état parcellaire
1 plan parcellaire
en 4 exemplaires

Les propriétaires intéressés ont bien voulu
consentir verbalement à la prise de possession immé-
diate de leur terrain à la date du 5 Février dernier.
Mais il y a lieu de régulariser celle-ci par voie de
réquisition. Il appartient au Commandant Territorial
d'y procéder.

A cet effet, la Commission Régionale Nord a

CLASSER

l'honneur de vous adresser ci-joint en 4 exemplaires
l'état et le plan parcellaire des terrains intéressés, en
vous priant de bien vouloir lui faire adresser après
accomplissement des formalités, une copie du procès-verbal
des opérations et des ordres de régulation.

Le Commissaire Militaire, ^{adjt}

^{adjt} Le Commissaire Technique,

Signé: Morelle

Signé: CAMBOURNAG

9545
1 MARS 1940

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS
88 RUE SAINT-LAZARE . PARIS IX . TEL. TRINITÉ 73-00

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL
2ème DIVISION

DOMAINE

93 D/ 2338

...1. Annexe

29 FEV 1940

19

NORD TRAVAUX	
Service Central	
12 MARS 1940	
R.C.	g
N°	5523
Pièce 21	

M. Guillaume
Requiescent de locaux, terrains appartenant à la SNCF, ou à d'autres

Monsieur le Directeur de l'Exploitation
de la Région du NORD

J'ai l'honneur de vous transmettre, pour la suite
utile, une copie de la Dépêche Ministérielle n° 2703 4/ E.M.A.
du 19 Février ¹⁹⁴⁰ 1939, relative à la procédure à suivre pour la
régularisation des occupations de terrains nécessaires à
l'exécution de travaux pour l'Armée Britannique.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
[Signature]

- 2 MAR 1940
h. Roger
h. Demard
Copie aux
IV
h. Wagner
h. J. J. J. J.
h. Meunier
h. Collin
[Signature]

Lith. 7877. 4. 39



CLASER

MINISTERE
de la
DEFENSE NATIONALE
ET DE LA GUERRE

Etat-Major de l'Armée

4ème BUREAU

5ème Section

N° 2704 4/EMA

Objet :

Procédure des occupa-
tions de terrains né-
cessaires aux travaux
de l'Armée Britannique

REPUBLICQUE FRANCAISE

ANNEXE
PARIS, le 19 Février

NORD TRAVAUX

Serv. Central

1940 MARS 1940

Rep. 27
N° 2704 4/EMA
21

LE PRESIDENT DU CONSEIL,
MINISTRE DE LA DEFENSE NATIONALE ET DE LA GUERRE

à M.M. le GENERAL Commandant en Chef les Forces
Terrestres

le GENERAL Gouverneur Militaire de PARIS
les GENERAUX Commandant les Régions :
de PARIS - 1 à 9, 11, 13 à 18 et 20

Mon attention a été attirée sur l'opportunité de rappeler ou préciser les règles à suivre pour l'occupation des terrains nécessaires à l'exécution de travaux, notamment de voies et installations de chemin de fer, à effectuer par l'Armée Britannique.

A la suite de conférences interalliées tenues sous les auspices du Conseil Supérieur de la Défense Nationale, il a été décidé que la procédure à suivre pour la satisfaction des besoins de l'Armée Britannique serait celle instituée par les lois et règlements applicables à l'Armée Française, et que toutes les réquisitions nécessaires à cet effet seraient effectuées par les autorités militaires françaises au bénéfice de l'Armée alliée.

En conséquence, lorsqu'il est nécessaire de procéder, pour les travaux susvisés, à l'occupation de terrains privés, il y a lieu de recourir, à défaut d'accord préalable, à la réquisition, seul mode compatible avec la rapidité et le caractère impérieux inhérents à l'exécution de travaux militaires en temps de guerre.

A cet effet, il devra être procédé comme suit :

Lorsque la Direction des Chemins de fer britanniques envisage l'occupation de terrains, elle en informe l'Officier de liaison de la Mission française auprès de l'Armée Britannique, lequel procède aussitôt à la recherche des désignations cadastrales et, en cas d'urgence, présente à l'autorité régionale compétente la demande de réquisition. En dehors de ce cas, l'établissement de la réquisition est poursuivi à la requête du chef de la Mission française de liaison lequel, à l'Intérieur, pourra donner délégation à cet effet au chef du Détachement de Liaison auprès des lignes de Communication.

Le titre de réquisition est toujours établi par l'autorité territoriale.

...

La remise de ce titre aux mains des intéressés sera de nature à prévenir toutes légitimes appréhensions de leur part.

La procédure à suivre pour la prise de possession des terrains est celle tracée par les articles 29 à 32 du règlement d'administration publique du 28 Novembre 1938 pris pour l'application de la Loi du 11 Juillet précédent, procédure rendue applicable aux réquisitions militaires par l'article 1er dudit règlement.

La prise de possession étant ainsi rendue possible dans les conditions et avec les garanties définies par les dispositions susvisées, il sera loisible aux autorités britanniques de s'aboucher ultérieurement, suivant leur coutume, avec les propriétaires intéressés afin de transformer la réquisition en location amiable toutes les fois qu'il sera possible. En cas de doute sur l'application des prix normaux, il y aura lieu de consulter la Commission départementale d'évaluation prévue par l'article 41 du règlement d'administration publique du 28 Novembre 1938.

A défaut d'accord amiable, la procédure d'évaluation, le calcul et le règlement de l'indemnité seront effectués conformément aux règles générales prévues pour le cas de réquisition d'immeubles par les articles 40 et suivants du règlement d'administration publique du 28 Novembre précité, dont les dispositions sur ce point sont applicables aux réquisitions militaires en vertu de l'article 27 de la loi du 11 Juillet 1938 et de l'article 1er dudit règlement.

Pour le Ministre et par son ordre,
Pour le Général Chef d'Etat-Major Général de
l'Armée à l'Intérieur
Le Général Sous-Chef d'Etat-Major Général

GRANBOULAN

Duplicata

NORD - TRAVAUX
Service

Dec. 1940

Rép. C.

Procès

N° 5523

438

~~7~~

Guerre
Sûreté

Requisitoires de locaux et de
territoires appartenant à la S.V.C.F.
ou à des tiers

Extrait du registre de Rappels
de M. Meunier

Année 1940

Lettre du ~~Gen~~ ^{Gen} Ant à M. Meunier du 5.3.40
Signal que l'Autorité Militaire fait installer sur le
côté gauche d'Aulnoye à Annot des réseaux de barbelés
qui empêchent dans les entreprises de la S.V.C.F. Les
confondre sur leurs propres terres y affilées.

Sur l'état de rappel, M. Meunier
signale que cette affaire a été ~~renvoyée~~
et égarée au cours de l'exode.

Pièce non parvenue aux archives.

La présente fiche est à classer en
remplacement de la pièce originale.

~~CLASSER~~

V.B.N.v.a 5

Saint Just à Cambrai.

2, rue de la Paix
Cambrai

I.P. 389.

(Cité de Naves)

Arras, le 7 mars 1940.

NORD TRAVAIL	
Service Central	
27 AVR 1940	
Rep: <i>g</i>	
N° 8828	224

Monsieur l'Ingénieur en chef. (M. Wagnon)

(D^r 417)

Bon No *Guerre*
Sub. No *Divers*
Réquisition de
locaux et de
terrains appartenant
à la S.N.C.F. ou
à des tiers

— Je vous informe qu'en vue de sa réquisition, M. le Colonel commandant le 13^e D.A.T. a demandé au gardien de la cité de Naves de faire vitrer les fenêtres de l'immeuble désigné en marge. Il a été prescrit à ce dernier de répondre ultérieurement que nous demandons des instructions à notre service central au sujet de cette réquisition qui, en tout état de cause, ne pourrait avoir lieu qu'après établissement d'un bon. Je vous serais obligé de bien vouloir bien me donner ces instructions.

— L'immeuble dont il s'agit, qui ne nous est plus utile, a fait l'objet de la lettre du 22 Décembre 1938 de M. le Directeur de l'Exploitation à M. le Secrétaire général de la C^e du Nord pour lui demander de rechercher une formule d'accord pour mettre fin à sa location par la S.N.C.F. Nous ne connaissons pas la suite donnée à cette affaire.

M. Mammarch

Amg 8/5

*Chambert
arg. me en donner*

— Je vous l'ai rappelée en vous signalant, par lettre du 6 Décembre 1939, la levée, le 14 Novembre 1939, d'une réquisition des locaux depuis le 2 Septembre précédent sur ordre de M. le Général commandant la Place de Cambrai. Le bon de réquisition correspondant vous a été adressé le 25 octobre 1939.

Le Chef du 5^e Arrond^t V.B.

[Signature]

Cambrai
Cité de Naves

Chantilly, le 12 Mars 1940

Monsieur Wagnon,

Requisition par
l'Autorité Militaire
de la maison
2. r. de la Paix
I.P. 389

A L'immeuble dont il s'agit appartient à la
Compagnie du Nord. N'étant pas occupé par un
service de la S.N.C.F. il peut faire l'objet d'une réquisition
régulière par l'Autorité Militaire. Mais celle-ci ne
peut exiger, avant d'y procéder, une remise en état
des fenêtres.

B Je vous rappelle à un autre point de vue, qui aussi
longtemps que le Secrétariat Général ne nous aura pas
fait connaître l'accord intervenu de la Compagnie du
Nord sur l'abandon de la location de cet immeuble
par la S.N.C.F., il appartiendra à la Région
de maintenir l'immeuble en bon état de réparations
locatives. Les vitres des fenêtres devront donc être
remplacées en temps utile, aux frais de la S.N.C.F.,
si leur disparition est imputable à celle-ci.

La dépense devra dans le cas contraire être
supportée par la Compagnie du Nord après accord
avec cette dernière.

B M. ^{Hayebange} Merck devrait donc décliner l'invitation du
Colonel ~~Commandant~~ le 13^e D.A.T. et vous
renseigner sur l'origine des dégâts à réparer

Le Chef de la Subdivision des Expropriations
et du Domaine

M. Mark Hayebange
pour un si que mnt

Mars 26 Mars 1940

Monsieur l'Ingénieur en chef (M. Wagnon)

- P. 102 et A. 42 B -

Comme il s'agit de casiers aux casés par les enfants (l'immeuble est isolé et inoccupé depuis 4 ans) la S.N.C.F. doit procéder à la remise en état mais seulement lors de la remise à la Compagnie du Nord. Pour la réquisition, nous n'avons rien à faire. Je donne aux services locaux les instructions conformes.

Le Chef du 5^e Arrond^t V.B.

V.B.N.V. a 5

IP 389

01417

SCE CENTRAL

27 MARS 1940

M. Bazin

Mars 27/3

Guerre
Divers

Requisition de bois et de
tenons appartenant à la S.N.C.F.

Duplicata

FORD - TRAVAUX
Service Central

Dec. 1940

Exp. G.

Pièces

N° 5.523

13

Extrait du registre de Rappels
de M. Messemarche
Année 1940

Lettre de M^r Guich à M^r Demaux du 9.3.40

Cette extrait de plan reprenant l'emplacement
d'un baraquement en bois que l'Autorité Militaire
Anglaise a fait installer le 5 Mars 1940

Sur l'état de rappel, M^r Messemarche
signale que cette affaire a été ~~révoquée~~
et n'a pas été retrouvée.

Pièce non parvenue aux archives.

La présente fiche est à classer en
remplacement de la pièce originale.

CLASSER

COMMISSION REGIONALE NORD
des CHEMINS de FER.

Le - 9 MARS 1940

---:---:---:---:---:---:---
N° 407 / CRN

COPIE TRANSMISE à :

Monsieur le Chef du Service de la VOIE et des BATIMENTS.

11 MAR 1940

M. Régier

M. Simon

14/3 1940

M. Wagner

M. Collinville

M. Colliere

M. Saint-Martin

M. Mesny

M. Pichet

de la part de
M. Le Commissaire Technique Ad^{re}
de la Commission Regionale Nord
des Chemins de Fer

NORD TRAVAUX Service Central	
14 MARS 1940	
RUE	PICCO
N°	5523 24

Guerre
Divers
Requisition de locaux
et de terrains
appartenant à la
S.N.C.F. ou à des tiers

TROUPES de SAPEURS
de CHEMINS de FER.

Aux Armées, le 7 Mars 1940

Groupe N° 506

ETAT-MAJOR.

Le Chef de Bataillon CROZET, Commandant
le Groupe 506 de S.C.F.

à COMMISSION REGIONALE NORD.

(Secteur Postal 6335)

Téléphone : FORMERIE N° 62

N° 703 - C.R.N. 40

L'exécution des travaux du Dépôt de Vivres d'ABANCOURT - BLARGIES, dont le Groupe 506 a été chargé, pour le compte de l'Armée " W ", nécessite l'occupation de divers terrains.

Les formalités préliminaires à ces occupations (avertissement aux propriétaires, état des lieux) ont été accomplies par la S.N.C.F. (agents du service des acquisitions de la Région Nord) en ce qui concerne la ligne principale et le faisceau d'HENNICOURT.

Ces formalités n'ont pas été remplies pour les diverses antennes de stockage.

Or, l'Armée Britannique nous a demandé d'établir de toute urgence, l'une de ces antennes pour desservir une boulangerie de campagne. Ces travaux qui sont à réaliser pour le 14 courant, seront exécutés pour la date demandée, mais ils ont nécessité l'occupation de bandes de terrains pour lesquelles les formalités précitées, n'ont pas été remplies.

D'autre part, au fur et à mesure que des engins mécaniques deviendront disponibles, je compte entreprendre les terrassements des autres antennes.

Dans ces conditions et pour assurer une unité de méthode dans ces formalités, je pense qu'il conviendrait que les agents d'acquisitions de la Région Nord reprennent leurs opérations sur les antennes d'ABANCOURT - BLARGIES et je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire donner les ordres nécessaires à cet effet.

Le Chef de Bataillon
Commandant le Groupe 506

s : CROZET

CLASSER

Exemplaire supplémentaire pour le Service V.B.

13 MAR 1940

N° N. Guerre
Sub. N. Divers
*Acquisition de locaux
et de terrains appartenant
à la S.N.C.F. ou à des tiers*

V.B/N. 8X

NORD - TRAVAUX	
Service Central	
22 Mars 1940	
G	
5523	25

Ligne d'AMIENS à BOULOGNE

Gare de SAINT-ROCH

Etablissement d'un nouveau
raccordement entre les
lignes d'AMIENS à BOULOGNE
et d'AMIENS à ROUEN

Commune d'AMIENS

Acquisition, échange et
occupation de terrains

Monsieur le Secrétaire Général,

L'établissement d'un nouveau raccordement
entre les lignes d'AMIENS à BOULOGNE et d'AMIENS à
ROUEN, aux abords de la gare de SAINT-ROCH, approuvé
par le D.C.F. le 25 Octobre 1939, nécessite l'occu-
pation de diverses parcelles de terrains privés situées
sur le territoire de la Commune d'AMIENS.

Les frais de remise en état de certaines de
ces parcelles dans le cas où, à la fin des hostilités
l'occupation ne serait pas maintenue, seraient supérieurs
à la valeur actuelle du sol; il est de bonne administra-
tion d'acquiescer celles-ci dès maintenant.

- 1 Plan
- 1 Bulletin
- 2 Conventions

*Orig. et
Amiens à Boulogne
2^e en exp. par
Boulogne de St
Roch.
L.L. 2702*

CLASSER

Un accord est intervenu à cet égard avec :-

- la Société Anonyme des Etablissements FREMAUX qui, suivant bulletin dont ci-joint copie, consent la cession moyennant le prix principal de 82.740 frs, des 50^{es} 35 de terrain repris sous teinte rose sur le plan ci-joint (n° 2^{ab} du plan parcellaire)
- avec M. GRONIER Gaston, négociant en métaux, propriétaire de la parcelle n° 3^{ab} reprise sous teinte rose hachurée rose, occupée par un important dépôt de ferraille, qui consent la cession de la surface de 14^m 27 et accepte en paiement et sans frais pour lui, la cession de la parcelle de 13^m 95, hachurée en jaune sur laquelle le dépôt doit être transféré pour permettre l'exécution du projet.

Les Etablissements FREMAUX consentent la cession de ces 13^m 95 à M. GRONIER Gaston, moyennant le prix de 12.500 frs et versement d'un loyer annuel de 300 frs pour ce terrain jusqu'à régularisation de cette cession.

L'exécution des travaux entraîne d'autre part la prise de possession de la parcelle n° 5^{ab} d'une surface de 11^m 11 (teinte bleue du plan) et la démolition des divers bâtiments qui y sont édifiés.

M. Laurent LEFEBVRE, propriétaire, a donné son accord sous réserve de paiement:

1^{re}- d'une somme de 1.000 frs, à titre d'indemnité de déménagement;

2^{de}- d'une somme de 35.000 frs à titre de dommages à la prise de possession. Cette somme est inférieure au coût de

reconstruction des bâtiments.

3°- d'une redevance annuelle de 300 frs, pour occupation du sol.

Les dépenses entraînées par ces divers accords ainsi que les frais de réalisation sont imputables sur le compte E, FI N° 10030.

Je vous prie de vouloir bien :

1°- approuver les accords intervenus avec M.M. FREMAUX et GROSIER et saisir, aux fins de régularisation, le Service du Contentieux auquel j'adresserai copie des promesses de vente.

2°- m'autoriser à faire payer à M. LEFEBVRE l'indemnité globale de 30.000 frs.

LE DIRECTEUR DE L'EXPLOITATION,

Signé : CAMBOURNAC

fait auto

Décalque pour M. MEESEMAECKER
Copie à M. JOASSART

MINUTE

*fait
Fahler*

le 2 avril 1940

- 5 AVR. 1940
fait auto

NORD TRAVAUX	
Service Central	
27 AVR 1940	
Rep. <i>cf</i>	Pièce
N° <i>8023</i>	<i>26</i>

Réquisition

Calcul des indemnités dues
aux prestataires

8 ^{me} N° <i>Guerre</i>
Sub. N° <i>Divers</i>

*Réquisition de
terres et de terrains
appartenant à la S.N.G.F.
ou à des tiers*

Monsieur le Secrétaire Général Adjoint
2ème Division (Domaine)

L'article 37^{ter} du décret du 10 mars 1940 sur les réquisitions stipule que l'indemnité complémentaire susceptible d'être accordée à l'exploitant d'un immeuble à usage commercial, en sus de l'indemnité de privation de jouissance des locaux, du mobilier et du matériel, ne peut pas porter la rémunération totale du prestataire à une somme excédant celles qui résultent de l'application du décret du 1^{er} septembre 1939.

L'application de ce décret conduisait au paiement :

- a) d'une indemnité annuelle égale à l'intérêt au taux des avances sur titre de la Banque de France majoré d'un point de la valeur des éléments corporels de l'actif et, au plus, égale à la moyenne des bénéfices nets retenus pour l'établissement de l'impôt sur les bénéfices commerciaux,
- b) en fin de réquisition, d'une indemnité correspondant à l'amortissement industriel normal des éléments de l'actif pendant la période d'occupation et augmentée, ou diminuée, d'une indemnité compensatrice correspondant à la différence existant en fin de réquisition entre :
 - 1°- la valeur des éléments d'actif réquisitionnés diminués du montant des amortissements industriels normaux depuis le jour de la prise de possession,
 - 2°- la valeur effective des éléments restitués au propriétaire au moment de la cessation de la réquisition.

Dans les cas où un accord est susceptible d'intervenir avec l'exploitant sur le montant d'une indemnité globale d'occupation annuelle, je vous prie de me confirmer que, pour le calcul du maximum prévu à l'article 37^{ter} susvisé, il y a bien lieu d'ajouter éventuellement au

30 MARS 1940

CLASSER

montant du "bénéfice fiscal", le montant des amortissements déduits du bénéfice brut au cours du dernier exercice ou, en d'autres termes, de prendre comme maximum le montant du bénéfice brut avant amortissement, étant entendu:

1°) qu'en fin d'occupation, les indemnités pour remise en état ou dégradations ne seront dues par la S.N.C.F. que dans la mesure où elles correspondraient à un usage anormal ou abusif des locaux et du mobilier,

2°) qu'à ce maximum il y a lieu d'ajouter les indemnités complémentaires prévues au 5ème alinéa de l'article 37^{bis} du décret du 10 mars 1940.

D'autre part, certains exploitants des hôtels occupés par les services de la Région Nord ne sont pas propriétaires de l'immeuble. Je suppose que, dans ce cas, l'indemnité de privation de jouissance prévue à l'article 37^{bis} ne doit comprendre que la valeur de location du mobilier et du matériel lui appartenant, et que le loyer, payé par lui au propriétaire, doit lui être remboursé (totalement ou partiellement suivant les modalités d'occupation) au titre des indemnités complémentaires prévues au 5ème alinéa dudit article, sans entrer, par conséquent, en ligne de compte dans le calcul du maximum visé ci-dessus. Il pourrait arriver en effet, s'il n'en était pas ainsi, que, ce loyer étant supérieur au bénéfice fiscal et l'occupation de l'immeuble par la S.N.C.F. étant par ailleurs totale, l'indemnité payée par cette dernière ne suffise pas à couvrir le loyer dû par l'exploitant.

Ces précisions me sont indispensables, d'une part, pour l'évaluation des dépenses d'occupation demandée par M. le Secrétaire Général dans sa lettre du 13 février 1940 et, d'autre part, pour les recherches des accords prévus au dernier alinéa de sa lettre en date du 6 janvier 1940.

LE CHEF DU SERVICE DE LA VOIE
ET DES BATIMENTS

[Signature]

[Signature]

- 5 AVR. 1940

V.B.W./gx.

RéquisitionCalcul des indemnités
dues aux prestataires.Monsieur le Secrétaire Général Adjoint,
2ème Division (Domaine).

L'article 37^{ter} du décret du 10 mars 1940 sur les réquisitions stipule que l'indemnité complémentaire susceptible d'être accordée à l'exploitant d'un immeuble à usage commercial, en sus de l'indemnité de privation de jouissance des locaux, du mobilier et du matériel, ne peut pas porter la rémunération totale du prestataire à une somme excédant celles qui résultent de l'application du décret du 1^{er} septembre 1939.

L'application de ce décret conduisait au paiement :

- a) d'une indemnité annuelle égale à l'intérêt au taux des avances sur titre de la Banque de France majoré d'un point de la valeur des éléments corporels de l'actif et, au plus, égale à la moyenne des bénéfices nets retenus pour l'établissement de l'impôt sur les bénéfices commerciaux;
- b) en fin de réquisition, d'une indemnité correspondant à l'amortissement industriel normal des éléments de l'actif pendant la période d'occupation et augmentée, ou diminuée, d'une indemnité compensatrice correspondant à la différence existant en fin de réquisition entre :
 - 1°- la valeur des éléments d'actif réquisitionnés diminuée du montant des amortissements industriels normaux depuis le jour de la prise de possession;
 - 2°- la valeur effective des éléments restitués au propriétaire au moment de la cessation de la réquisition.

Dans les cas où un accord est susceptible d'intervenir avec l'exploitant sur le montant d'une indemnité globale d'occupation annuelle, je vous prie de me confirmer que, pour le calcul du maximum prévu à l'article 37^{ter} sus-visé, il y a bien lieu d'ajouter éventuellement au montant du "bénéfice fiscal" le montant des amortissements déduits du bénéfice brut au cours du dernier exercice ou, en d'autres termes, de prendre comme maximum le montant du bénéfice brut avant amortissement, étant entendu :

1°) qu'en fin d'occupation, les indemnités pour remise en état ou dégradations ne seront dues par la S.N.C.F. que dans la mesure où elles correspondraient à un usage normal ou abusif des locaux et du mobilier;

2°) qu'à ce maximum il y a lieu d'ajouter les indemnités complémentaires prévues au 5ème alinéa de l'article 37^{bis} du décret du 10 mars 1940.

D'autre part, certains exploitants des hôtels occupés par les Services de la Région Nord ne sont pas propriétaires de l'immeuble. Je suppose que, dans ce cas, l'indemnité de privation de jouissance prévue à l'article 37^{bis} ne doit comprendre que la valeur de location du mobilier et du matériel lui appartenant, et que le loyer, payé par lui au propriétaire, doit lui être remboursé (totalement ou partiellement suivant les modalités d'occupation) au titre des indemnités complémentaires prévues au 5ème alinéa du dit article, sans entrer, par conséquent, en ligne de compte dans le calcul du maximum visé ci-dessus. Il pourrait arriver en effet, s'il n'en était pas ainsi, que, ce loyer étant supérieur au

bénéfice fiscal et l'occupation de l'immeuble par la U.N.C.F. étant par ailleurs totale, l'indemnité payée par cette dernière ne suffit pas à couvrir le loyer dû par l'exploitant.

Ces précisions ne sont indispensables, d'une part pour l'évaluation des dépenses d'occupation demandées par M. le Secrétaire Général dans sa lettre du 13 février 1940, et d'autre part pour les recherches des accords prévus au dernier alinéa de sa lettre en date du 6 janvier 1940.

Le Chef du Service de la Voie
et des Bâtiments,

Signé : GUILLAUME

20 AVR 1940

pour Monsieur le Chef de la Division du SERVICE GENERAL
1^{re} Subdivision - Section 3: Comptabilité et
Contrôle des Dépenses)

Monsieur le Chef du Service de la VOIE et des BÂTIMENTS
Monsieur le Chef du Service du MATERIEL et de la TRACTION

M. Le Commissaire Technique Adjt
de la Commission Régionale Nord
des Chemins de Fer

NORD TRAVAIL	
Service Central	
27 AVR 1940	
Rep. <i>G</i>	Pisc.
N° 8823	87

Ministère de la Défense
Nationale et de la Guerre

Direction du Contrôle

Service Financier

N° 1501 SF/9

Objet:

Application de l'art. 428
du Code du timbre aux
factures concernant des
accords amiables faisant
suite à réquisitions.

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Paris, le 6 avril 1940

NOTE pour l'ETAT-MAJOR de l'ARMÉE, les DIRECTIONS et
SERVICES de l'ADMINISTRATION CENTRALE.

La Direction du Contrôle a l'honneur de porter à la connais-
sance de l'Etat-Major de l'Armée et des Directions et Services de
l'Administration Centrale une réponse du Ministre des Finances
concernant le régime fiscal applicable en matière de timbre aux
factures produites par des fournisseurs ou prestataires dont les
fournitures ou prestations ont fait l'objet de réquisitions, trans-
formées ultérieurement en accords amiables.

Après avoir rappelé que les actes concernant les réquisitions
effectuées en exécution de la Loi du 11 juillet 1938 sur l'organi-
sation de la Nation en temps de guerre bénéficient de la dispense
du droit de timbre prévue par l'article 428 des textes codifiés,
le Ministre des Finances précise que :

" Les factures présentées en paiement par les fournisseurs ou
" prestataires dont les fournitures ou prestations ont fait l'objet
" d'ordres de réquisition transformés ultérieurement en accords
" amiables, sont exemptes du droit de timbre de dimension, dans
" tous les cas où cette transformation n'affecte pas le principe
" même de la réquisition et n'a d'autre but que de consacrer l'ac-
" cords de l'Administration et de l'intéressé sur le montant de
" l'indemnité revenant à ce dernier du fait de la réquisition.

" Pour l'application de l'exemption dont il s'agit, il est évi-
" demment désirable que les factures contiennent en elles-mêmes
" la preuve qu'elles se rapportent au règlement de fournitures ou
" de prestations ayant fait l'objet d'ordres de réquisitions trans-
" formés en accords amiables et qu'elles tombent, de ce chef, sous
" l'application de l'article 428 précité du Code du timbre."

CLASSE

18/11/87
En faisant part à l'Etat-Major de l'Armée, et aux Directions
et Services de l'Administration Centrale, de la position ainsi prise
par le Ministre des Finances, la Direction du Contrôle les prie de
vouloir bien en assurer la plus large diffusion auprès des Services
intéressés.

Le Directeur du Contrôle:

J. LACHENAUD.

Transmis à M. le Commissaire Militaire
de la Commission Régionale NORD
P. le Commissaire Militaire
de la Commission Centrale

signé: de BEAUVILLE

jp

COPIE

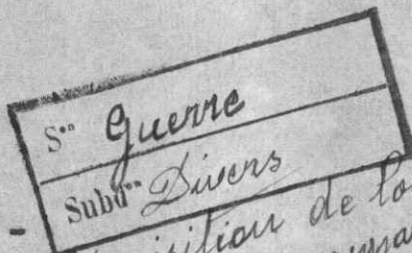
d'une lettre de M. le Chef du Service Technique
de la Direction Générale,

adressée à M.M. les Directeurs des Services Centraux
M - T - V - P - C - F - A

à M.M. les Directeurs de l'Exploitation des
Régions: EST - NORD - OUEST - SUD-OUEST
SUD-EST

O n° 1085

- 1 note -



*Réquisition de locaux
et de terrains appartenant
à la S.N.C.F. ou à des tiers*

le 18 avril 1940

Vo... l. Annexe

NORD TRAVAUX	
Service Central	
24 AVR 1940	
Rep. <i>G</i>	Pièce
<i>5523</i>	<i>28</i>

le 22 avril 1940

DRN. n°

COPIE pour Monsieur

GUILLAUME

De la part de

M. le Directeur de l'Exploitation

J'ai l'honneur de vous adresser, ci-joint, à
titre d'information, de la part de M. le Directeur
Général, une note sur l'application du décret du 8
mars 1940 relative aux réquisitions d'immeubles et aux
accords amiables.

Pour tenir compte de ces nouvelles règles, il y
a lieu de modifier les "directives pour les Chefs de
détachement" du 12 Octobre 1939, dans les conditions
indiquées aux trois derniers alinéas de la note ci-
jointe.

23 AVR 1940

L. Leseigneur

Le Chef du Service Technique
de la Direction Générale,

(s) DUGAS.

avisé : M.M. OUDOT - GUILLAUME
Dossier Direction.

*En retour au clatterment
pour ordre après avoir
pris note.*

30/4/40

Service Technique
de la Direction Générale

APPLICATION DU DECRET DU 8 MARS 1940
PORTANT MODIFICATIONS AU REGLEMENT D'ADMINISTRATION PUBLIQUE
DU 28 NOVEMBRE 1938 EDCITE POUR L'APPLICATION DE LA LOI DU 11 JUILLET 1938

20 AOUT 1940	
Par G	Pièce
N° 5533	28

Les dispositions nouvelles, les plus importantes pour la S.N.C.F. sont celles qui déterminent la procédure et le mode d'évaluation des réquisitions d'immeubles à usage commercial, tels que les hôtels réquisitionnés pour les besoins de nos Services repliés.

Antérieurement au décret du 8 mars 1940, on pouvait se demander s'il n'y avait pas lieu, pour les réquisitions susvisées, d'observer les règles d'évaluation, prévues pour le cas de prise de possession totale ou partielle d'établissements commerciaux, dont l'Etat assure l'exploitation par ses propres moyens (article 24 de la loi du 11 juillet 1938 modifié par le décret-loi du 1er septembre 1939; article 45 du décret du 28 novembre 1938).

Désormais, en présence des nouveaux textes, il ne peut plus y avoir de difficultés d'interprétation: l'article 37^{ter} prévoit, en effet, expressément le cas d'immeubles affectés à l'exercice d'une profession industrielle ou commerciale lors de la réquisition, et il alloue pour ces immeubles - outre une indemnité de privation de jouissance, calculée sur la valeur locative des lieux et du matériel - une indemnité dite complémentaire, destinée à réparer le préjudice d'ordre commercial que le prestataire justifiera résulter de la réquisition. Les règles de l'article 24 de la loi du 11 juillet 1938, maintenues pour le cas d'une exploitation proprement dite d'établissement industriel ou commercial réquisitionné - telle que celle d'une usine - n'interviendront, en ce qui concerne les hôtels, que pour la fixation du plafond, que ne doit pas dépasser l'indemnité complémentaire ajoutée à l'indemnité de privation de jouissance.

Il est à noter que l'article 37^{bis} précise, comme l'avait fait l'arrêté ministériel du 1^{er} mars 1939, que l'indemnité de privation de jouissance n'est due qu'à compter de l'occupation effective. Mais cet article contient une disposition nouvelle selon laquelle l'intéressé pourra toutefois être indemnisé du préjudice direct qu'il justifiera avoir subi du fait du délai qui s'est écoulé entre la notification de l'ordre de réquisition et l'occupation effective.

Une autre innovation du décret du 8 mars 1940 est contenue dans l'article 40^{bis}. Sous le régime antérieur, les dossiers constitués en vue de la fixation des indemnités de réquisition étaient transmis directement aux Préfets lorsqu'il s'agissait d'immeubles à usage d'habitation d'une valeur supérieure à 500.000 frs. ou d'exploitations ou d'entreprises qu'elle qu'en fût la valeur. Désormais, le dossier doit être constitué par le Maire, dès lors qu'il s'agit d'immeubles réquisitionnés "en vue du logement des personnes et des Services pour les besoins de la Nation et sans distinction

suivant que leur valeur apparait ou non inférieure à 500.000 frs.". C'est entre les mains du Maire qu'il convient donc de remettre les documents utiles: inventaires, procès-verbaux d'expertises, s'il y a lieu, et mémoires d'évaluation provisoire lorsque la valeur de l'immeuble apparait supérieure à 500.000 frs.

L'article 41^{bis} institue dans chaque département une nouvelle Commission d'évaluation, celle des réquisitions d'immeubles, Commission qui se substitue en la matière à la Commission départementale d'évaluation, prévue à l'article 41 du décret du 28 novembre 1938. L'organisation, le fonctionnement et la compétence de cette Commission ont, d'ailleurs, fait l'objet d'une Instruction de la Commission centrale des réquisitions en date du 13 mars 1940, parue au Journal Officiel du 17. Il est à observer que dans la Commission d'évaluation des réquisitions d'immeubles, l'hôtellerie aura un représentant désigné par le Préfet sur la proposition des groupements locaux qualifiés.

Enfin, l'article 54^{bis} énonce que les indemnités de logement et de cantonnement allouées à l'habitant pour l'hébergement des réfugiés, des fonctionnaires et de leurs familles sont fixées conformément aux tarifs établis par les règlements et suivant la procédure prévue par les articles 40 et 44, mais sans intervention de la Commission d'évaluation. L'Instruction susvisée fait connaître que les tarifs applicables à cette catégorie de prestations de logement seront arrêtés prochainement.

Reste la question des "accords amiables", qui font l'objet du chapitre II du décret du 8 mars 1940.

La réglementation nouvelle prévoit que ces accords sont passés par le Ministre ou ses délégués sous forme de baux à loyer, résiliables à toute époque sans indemnité, par les autorités qui les ont signés, sous réserve d'un préavis de huit jours. Les projets de baux doivent être communiqués à la Commission départementale d'évaluation des réquisitions d'immeubles et le loyer ne peut être fixé, sans l'approbation du Ministre, à une somme supérieure à celle proposée par la Commission.

Les accords ainsi prévus sont ceux qui interviennent en l'absence de réquisition (article 21 de la loi du 11 juillet 1938, modifié par le décret-loi du 1^{er} septembre 1939). L'article 11, paragraphe 3 du décret du 8 mars 1940 indique bien, d'ailleurs, qu'il en est ainsi puisqu'il dispose que l'indemnité complémentaire accordée lorsque l'immeuble était affecté à une industrie ou un commerce, est calculée en matière d'accords amiables sur les mêmes bases que l'indemnité qui serait allouée "en cas de réquisition de l'immeuble".

Quant aux ententes, conclues pour la fixation de l'indemnité après réquisition et sans abandon de celle-ci - ententes qui n'ont, d'ailleurs, nullement le caractère de baux à loyer -, elles ne sauraient rentrer dans les accords amiables visés au chapitre II du décret du 8 mars. En pareil cas, il serait du reste logique, puisque la réquisition est maintenue, que nous nous missions en rapport pour la passation de ces ententes avec la Commission départementale d'évaluation des réquisitions d'immeubles et avec le Préfet, autorité requérante.

Ceci exposé, il n'apparaît pas qu'il y ait lieu, en raison du décret du 8 mars 1940, d'apporter de modifications aux directives établies le 12 octobre 1939 pour les Chefs de détachement, sauf sur les points ci-après:

Dès lors que la S.N.C.F. ne doit pas être considérée comme continuant l'exploitation des hôtels ou établissements commerciaux, requis pour les Services repliés ou le logement des agents et de leurs familles, il conviendrait au chapitre "Inventaires" de ne plus distinguer entre les hôtels ou établissements et les maisons bourgeoises à usage d'habitation ou appartements. Les articles 29 à 32 du décret du 28 novembre 1938, modifié par le décret du 8 mars 1940 sont, en effet, applicables dans tous ces cas. Il est d'ailleurs à observer qu'il ne serait pas légalement obligatoire de dresser un inventaire estimatif, l'article 29 ne prévoyant qu'un inventaire "descriptif". Toutefois, comme l'inventaire doit contenir tous éléments d'information utiles pour la Commission d'évaluation, nous avons pratiquement intérêt à continuer d'établir des inventaires estimatifs.

Dans ces conditions, le paragraphe 4 de la page 4 des Directives aurait à être rédigé comme suit: "Un inventaire descriptif et estimatif doit précéder, accompagner ou suivre dans le moindre délai toute prise de possession". Et, page 5, le paragraphe 5 serait à supprimer.

Enfin, selon les dispositions de l'article 40^{bis} du décret, un des exemplaires de l'inventaire est adressé au Maire et non plus au Préfet; le texte des Directives, page 5, paragraphe 2 devrait être modifié en conséquence.

Travaux et Surveillance

ARCHIVES

RAPPEL DE DOSSIER

Jeune

Requisitoire de Locaux

pièce 28^{bis}

prêté à M. *Meusemacker*

(Service de M.

qui reconnaît l'avoir reçu le *19/7/* 193*4*.

Signature,

Transmis à M.

avec prière de vouloir bien faire remettre le dossier

M Demaux

J'ai pu noter, spécialement en ce qui concerne les occupations d'installations qui doivent donner lieu à paiement de redevances.

int-
... 5.42 { J'estime qu'il serait utile d'adresser
un exemplaire de cette note aux
chefs d'Arrondissements et c. M.
Warnez et Guilly, notamment en
vue d'attirer leur attention sur M.

~~Heere macular~~

70/5/40
du bagage

2 11/53 M Bagin

10/5

CLASSER

a' classer

COMMISSION REGIONALE NORD
DES CHEMINS DE FER

N° 725 /CRN

Le 27 Avril 1940.

~~SECRET~~

COPIE transmise à :

Monsieur le Chef du Service du MATERIEL et de la TRACTION
Monsieur le Chef du Service de la VOIE et des BATIMENTS
Monsieur l'Ingénieur en Chef, Chef des Services Administratifs
Monsieur le Chef de la Division du Service Général
Monsieur le Chef de la Division du Mouvement
Monsieur le Chef de la Division Commerciale
Monsieur le Chef de la Division des Etudes Ex.
Monsieur PIERSON, à ARRAS
Sous-Commissions de PARIS-Nord, LILLE, BOULOGNE, AMIENS,
DOUAI, SAINT-QUENTIN

0401 04462

29 AVR 1940

L. Vigier

L. Demancé

30/4

L. Wagner

L. Saint-Louis

L. Bureau

pour application chacun en ce qui le concerne

Le Commissaire Militaire,

Le Commissaire

DEGARDIN.

N° 5523 29

COMMISSION CENTRALE
DES CHEMINS DE FER

Le 25 Avril 1940

B.149.102/4

Conditions d'occupation
par les Services de
l'Armée ou les Adminis-
trations de l'Etat,
de terrains ou d'ins-
tallations de la S.N.C.F.

COMMISSION CENTRALE
à COMMISSION REGIONALE (toutes)

13.085
0-15
c/c 10760 E

La position de la S.N.C.F. vis-à-vis des organismes mili-
taires et des Ministères susceptibles de demander la mise à
disposition de terrains ou d'installations préexistantes du
Chemin de fer soulève certaines questions de principe au sujet
desquelles il y a lieu de tenir compte des directives ci-apres:

I - Les dépendances du Chemin de fer étant l'objet d'une
réquisition totale, en vertu des lois des 3 Juillet 1877 et 22
Décembre 1888, au profit du Service Militaire des Chemins de
Fer (S.M.C.F.), aucune autre réquisition ne peut être exercée
sur une partie quelconque de ces dépendances, au profit soit
d'un autre département ministériel, soit même d'un autre Ser-
vice de l'Administration de la Guerre, sans l'autorisation
préalable(1) de l'Etat-Major de l'Armée (4ème Bureau - 2ème

(1) Cette autorisation peut être donnée par les Commissaires
Militaires des Régions, lorsqu'il s'agit de terrains ou locaux
peu importants et pouvant être évacués rapidement sur demande
de l'E.M.A.4 ou de la Commission Centrale.

Section) ou, aux Armées, du Général Commandant en Chef (D.C.F.), lesquels apprécient non seulement si le local ou l'emplacement considéré peut être occupé sans gêne actuelle pour l'exploitation ou pour les besoins des transports militaires, mais s'il ne doit pas demeurer disponible en vue d'utilisation future, par exemple d'extension des installations existantes.

Les autorisations d'occupation par un autre département ou Service ne sont d'ailleurs accordées en principe qu'à titre précaire et révocable.

II - Aux termes de l'article 59 du décret du 2 Août 1877 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 3 Juillet 1877 sur les réquisitions militaires, la réquisition totale donne, soit au Ministre de la Guerre, soit au Commandant en Chef suivant les zones, "le droit d'utiliser pour les besoins de l'Armée les dépendances des gares et de la voie ... sans que cet emploi puisse donner lieu à aucune indemnité nouvelle" (autre que le prix des transports militaires, dont il est question à l'alinéa précédent dudit article).

Mais, malgré la généralité de ces termes, il y a lieu de considérer que la réquisition générale n'est ordonnée qu'en vue de l'exécution des transports militaires et au profit du S.M.C.F., et que, si cette utilisation ne donne droit à d'autre rémunération que le prix des transports militaires effectués, c'est parce qu'elle est considérée comme suffisamment rémunérée par la perception du prix desdits transports en vue desquels elle est opérée et auxquels elle contribue. On doit en déduire que l'occupation n'est gratuite que lorsqu'elle comporte une rémunération au profit du concessionnaire, soit sous forme de prix de transport, soit sous forme de péage (art. 59, 60 et 61 du décret précité), soit sous forme de redevance pour utilisation de matériel roulant.

Il en résulte notamment que les installations utilisées au titre de dépôt pour l'expédition ou la réception des transports militaires ne donnent pas lieu à redevance, sauf toutefois si les mises en dépôt, étant effectuées pour une longue durée, prennent le caractère d'opérations de stockage.

Compte tenu de ces diverses considérations, les occupations de terrains, voies ou locaux préexistants ne donnent pas lieu à redevance dans les cas ci-après :

a) usage d'installations nécessaires à l'exécution des transports stratégiques ou à la formation des trains militaires : voies principales et raccordements, voies de service, de triage ou de formation, voies de garage, voies de dépôts traction, gares régulatrices et de permissionnaires ;

b) usage d'installations pour le garage permanent de matériel ferroviaire de la S.N.C.F. en réserve stratégique : trains sanitaires, rames T.C.O., parcs sur roues, etc... ;

.....

c) usage d'installations ferroviaires accessoires : voies pour A.L.V.F., trains D.C.A., trains parcs, cantines et annexes et toutes installations pour le S.M.C.F. ;

d) usage d'installations pour la réception ou l'expédition des transports soumis à la tarification militaire.

Au contraire, et sauf instructions du Service Central L., doivent donner lieu à redevance les occupations d'installations S.N.C.F. indiquées ci-dessous :

e) usage d'installations pour dépôts ayant le caractère essentiel de stockage (hormis les E.R.G.), même lorsque les transports afférents sont soumis à la tarification militaire ;

f) usage d'installations pour le garage permanent de matériel ferroviaire de transport n'appartenant pas à la S.N.C.F. et constituant un véritable stockage de matériel ferroviaire : wagons-citernes, wagons isothermes, etc... ;

g) tous usages d'installations n'ayant pas de relation avec les transports militaires :

- soit par les services de l'Armée : cantonnements, parcs automobiles, dépôts d'Intendance pour le ravitaillement général, etc... ;

- soit par toutes autres Administrations : Armement, Agriculture, etc...

Les mêmes principes sont applicables à l'Armée Britannique qui, outre les cas visés ci-dessus, devra supporter des redevances pour l'usage :

- des installations de garage, d'entretien et de réparation de son matériel moteur ;

- des installations d'hébergement de ses agents de conduite ou d'accompagnement des trains ;

- des installations d'entretien, de réparation, ou de garage permanent de son matériel roulant.

Le Commissaire Militaire,

Signé : PAQUIN.

Le Commissaire Technique,

Signé : LE BESNERAIS.

COMMISSION REGIONALE NORD
DES CHEMINS DE FER

9 MAI 1940

N° 2048/CRN

COPIE transmise à :

10 MAI 1940

M. Vigier

M. Sémant

M. Wagnon

M. Leclercq

M. Darnet

M. Bresson

Monsieur le Chef du Service du MATERIEL et de la TRACTION
Monsieur le Chef du Service de la VOIE et des BATIMENTS
Monsieur le Chef de la Division du Service Général

NORD TRAVAUX
Service Central

11 MAI 1940

Rep. 4
N° 3323

Sec. N°
Sub. N°

Le Commissaire Technique Adji
de la Commission Régionale Nord
des Chemins de Fer

Régiment de Locaux
et de Services
à la S.N.C.F.

PARIS, le 11 Avril 1940.

Ministère de la Défense
Nationale et de la Guerre

Direction de l'Intendance

Pensions - Contentieux -
Réquisitions

3849 12/5 G

Objet : Transformation
des réquisitions en
achats amiables.

Le Ministre de la Défense Nationale
et de la Guerre

à Messieurs les Généraux Commandant les Régions :
PARIS - 1 à 9 - 11 - 13 à 18 - 20.

à Monsieur le Général Commandant le T.C.A.F.N.

Il a été porté à ma connaissance que des doubles paiements
auraient pu avoir lieu par suite de la transformation de réquisi-
tions en achats amiables.

Je vous prie de rappeler aux Corps et Services intéressés
qu'aucune réquisition ne doit être transformée en achat amiable
sans que les ordres de réquisitions ou les reçus de prestations
n'aient été retirés au préalable aux fins d'annulation.

L'inobservation de cette prescription entraînerait gravement
la responsabilité des organes fautifs.

Pour le Ministre et par son ordre,
Le Directeur de l'Intendance,
Signé : BERNARD.

REGION DE PARIS

BAT-MAJOR

1^{er} Bureau

8, 4/1-Sta-5

D.M. N° 3849 12/5 G du 11/4/1940 - Ministère
de la Guerre - Direction de l'Intendance

PARIS, le 2 Mai 1940.

CLASSER

COPIE CONFORME NOTIFIEE POUR EXECUTION :

Les prescriptions de la présente D.M. doivent également être
applicables lorsqu'il s'agit des transformations de réquisitions
...

d'immeubles en accords amiables constatés par baux à loyer.

Aucune remise de l'exemplaire du bail définitivement approuvé ne devra être faite à l'intéressé sans que l'autorité requérante ne se soit assurée que le bon de réquisition correspondant à la même prestation a bien été annulé.

Il est rappelé qu'un article du bail établi doit préciser que le prestataire s'engage à faire parvenir à l'Intendance Militaire l'ordre et le reçu de réquisition qui lui ont été remis et que, faute d'effectuer la remise des dits ordres et reçus de réquisition, la convention passée sera nulle et sans effet.

P.O. pour le Chef d'Etat-Major

Signé :

Original transmis à S (2^e D.)
Copie à V, M et X et aux
Commissions Régionales.

fauteuil

Décalqué pour M. Meesemaecker
Copie à M. Tuck pour avis.

M. L. Bernard
8/5/40

S^r Guerre
Subd^r Divers
Régiment de Lorraine
et de terrains appartenant
à la S.N.C.F. ou
V.B.N. g^{re} à des biers

MINUTE

11 MAI 1940

fait auto

Le Chef du Service de la Voirie et des Bâtimens
à Monsieur le Chef de Bataillon Crozet
Commandant le Groupe no 506 SCA
(fond couvert de la Commission Régionale

NORD TRAVAUX	
Service Central	
Tord	
20 AOUT 1940	
Rep. G.	Fiche
N° 5523	31

Ligne d'Amiens à Rouen
Gare régulatrice de Ronnescamp
et entrepôt de Blargies
Etablissement d'une station de pompage
dans la haute Vallée de la Bresle
Communes de Criqueux
et d'Abancourt
abords de Perqueux
alimentation en eau du Camp de l'Épinay.
Commune d'Haucourt.

Pour vous permettre de procéder à la
régularisation de l'occupation des terrains sis
Communes de Criqueux, Abancourt et Haucourt
nécessaires à la réalisation des projets rappelés ci. contre
je vous adresse ci. joint, pour chaque commune,
en 5 exemplaires dont un est destiné à l'Officier anglais
représentant l'Armée Britannique, le dossier préparé
en vue de la régularisation des terrains.

Chaque dossier a été établi conformément aux
prescriptions de l'instruction no 6028 DCF et contient :

- un procès-verbal des opérations.
- un plan parcellaire à l'échelle de 1/1000
- un état parcellaire.

J'annexe à chacune de ces 3 séries de dossiers
un 6^{ème} exemplaire portant la mention "Minute" que
je vous prierais de vouloir bien me retourner dès que les
formalités auront été remplies après avoir complété
chaque l'un par l'indication des différentes mentions

Annexes.

3 séries de 6 dossiers
(dont 1 "minute" à retourner).

7 MAI 1940

portées sur les pièces des autres dossiers, au cours de l'accomplissement de ces formalités.

Le point de départ de l'occupation doit être fixé conformément à l'accord intervenu avec les intéressés au jour de leur contentement à la prise de possession.

Cette date figure, pour chaque parcelle, à l'état parcellaire contenu dans le dossier "Minute".

M. /

CLASSED

Décalqué pour M^r Meesemaeker
Copie à M^r Tuech pour avis.

g. 5523

S ^r Guerre
Subd ^r Divers

8/5/40
L. Bernard

11 MAI 1940

fait auto

NORD TRAVAUX	
Service Cadastre	
25 JUIN 1940	
R. g.	Proc.
5523	32

Régistration de locaux
et de terrains appartenant
à la S.N.C.F. ou à des
VB N gr

MINUTE

Signes d'Amiens à Boulogne
et d'Abbeville au Crépont.

Commune d'Abbeville

Etablissement d'un nouveau
raccordement entre les lignes
d'Amiens à Boulogne
et d'Abbeville au Crépont
(2^e Etape)

Le Chef du Service de la Voie et des Bâtiments
à Monsieur le Chef de Bataillon Lambert
Commandant le Groupe no 505 de S.C.F. T.N.
(sous couvert de la Commission Régionale Nord.)

Comme suite à ma lettre du 26 janvier 1940
j'ai l'honneur de vous adresser ci-joint, en 4 exemplaires
le dossier préparé en vue de la réquisition d'une emprise
supplémentaire à Abbeville, nécessaire à la réalisation
du projet visé ci-contre.

Ce dossier a été établi conformément aux prescriptions
de l'instruction no 6028 D.C.F. et est composé comme
celui annexé à ma lettre sus rappelée, savoir :

Annexes :
1 dossier en 4 exemplaires
plus 1 dossier "minute"
à renvoyer.

- 1^o du procès-verbal des opérations,
- 2^o du plan parcellaire à l'échelle de 1/1000
- 3^o d'un état parcellaire.

J'annexe un dossier "Minute" que je vous prierais de
vouloir bien me retourner dès que les formalités auront été
remplies, après l'avoir complété par l'indication des différentes
mentions portées sur les pièces des autres dossiers, au cours
de l'accomplissement de ces formalités.

H M

LASSER

0761
11 MAI 1940

Duplicate

NORD - TRAVAUX	
Service F. 1	
Déc. 1940	
Rep. G	Pièces
N° 5523 / 43f	33

Guene
Divers
Requisition de locaux d'habitation appartenant à la S.N.C.F.
ou à des bris

Extrait du registre de Rappels
de M. Mesumacher

Année 1940

Lettre du 2^{ème} Aut à M^r Demours du 15.5.40
Adulte copie d'une note en date du 9.5.40 de la
S/C^{en} de Barlogem au C^o militaire S/C^{en} 33 relative à
l'occupation, par le porte de G.V.C. du Viaric de Wimeroux,
d'un terrain appartenant à la S.N.C.F. et loué au
Cantonnier Fetry.

Sur l'état de rappel, M^r Mesumacher
signale que cette affaire a été ~~remise~~
égarée au cours de l'exode.

Pièce non parvenue aux archives.

La présente fiche est à classer en
remplacement de la pièce originale.

~~CLASSER~~

M.D.

Amiens, le 26 Septembre 1940

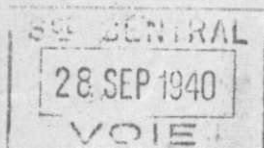
ORD TRAVAUX Service Central	
30 SEPT 1940	
Rep. 9	Pièce
N° 5523	34

V? B.N.va/2
WIMEREUX

5^e Guerre
Requisition de locaux et de terrains
appartenant à la S.N.C.F. ou à des tiers
152

Occupation de terrain
par l'Autorité Militaire

Monsieur le Chef de la Division
de l'Entretien à P A R I S



M. Messemacker
A

Par lettre V.B.N.va/2 du 15 Mai 1940, je vous
ai avisé de l'occupation par le poste de G.V.C
du viaduc de WIMEREUX d'un terrain appartenant
à la S.N.C.F. et loué au cantonnier FEUTRY.

Le terrain pour dépôt de poudre a été occu-
pé du 15 Décembre 1939 au 24 Mai 1940.

à M. Feutry

Le terrain loué a été occupé par les G.V.C.
du 20 Mars 1940 au 24 Mai 1940.

En raison de l'arrivée des Allemands, l'in-
tervention de M. MEUNIER auprès des G.V.C.
pour laisser à M. FEUTRY l'accès au jardin, n'a
pas eu de suite.

M. FEUTRY n'a pas subi de dommage dans ses
plantations, car il a récolté ce que les soldats
français avaient semé et planté.

Les terrains occupés n'ont pas subi de dom-
mage du fait des hostilités.

Le dépôt de poudre a été enlevé par les
Allemands et M. FEUTRY a **renouvelé** l'emplacement
de ce dépôt.

J'avise M. MESEMAECKER.

l'Ingénieur Principal de la Voie

Q

Full

1/2 AR

En retour au classement
pour ordre après avoir pris note

10 juillet 1941

Le Chef du Domaine

Hampel

CLASSER

Wimereux
Occupation de terrain
par l'Autorité
militaire

-1 OCT. 1940

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

S. N. C. F. SECRETARIAT DE LA DIRECTION

S. N. C. F. SERVICE CENTRAL DU PERSONNEL DE TERRE

Régist. de l'Etat de l'Industrie et du Commerce

2^e DIVISION

Paris, le 11 OCT 1941

88, Rue Saint-Lazare (9^e)

Le Chef Adjoint du Service Central du Personnel

à Monsieur le Directeur de TRAVAUX

l'Exploitation

de la Région du NORD

17 OCT 1941

N° 2535

13 OCT 1941

M. Guillaume

Comme suite à ma lettre du 28 mars dernier à M. GUILLAUME, Chef du Service de la Voie et des Bâtiments de votre Région, relative à la réquisition des Auberges de Montdidier par le Service de Santé, j'ai l'honneur de vous adresser, ci-joint, copie d'une nouvelle lettre de M. le Médecin Lieutenant-Colonel MEMBREY, Directeur de la 3^{ème} Région de ce Service, par laquelle il me demande de lui confirmer que la S.N.C.F. a manifesté son intention de ne rien réclamer à l'Etat pour la réquisition de ces locaux.

Je vous serais obligé de bien vouloir me faire connaître s'il a été effectivement envisagé ou décidé de ne pas réclamer d'indemnité pour la réquisition de ces locaux, car je n'ai quant à moi aucun souvenir qu'il en ait été ainsi. Il y a lieu de tenir compte en tous cas du fait que ceux-ci ont subi des déprédations et des dégâts tant de par leur occupation qu'en conséquence des bombardements.

Transmis à M. MEMBREY

M. Pelle à qui j'en ai parti

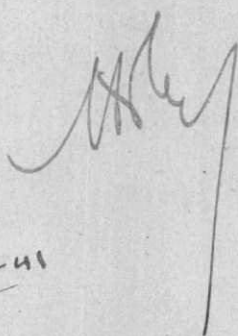
marqué qu'il n'a fait aucune

promesse de ce genre.

Lith. ACM

20 OCT 1941

Je vous prie de vouloir bien, soit
me fournir dès que possible les éléments
de réponse, soit inviter vos Services à
se rapprocher du signataire de la lettre
pour régler directement cette question avec
lui, et vous demande en tout cas de me te-
nir au courant.



Répondre le 16-11-41
à M. Flament



- C O P I E -

3^e Région

Direction du Service de Santé
88, rue Cauchoise - ROUEN
téléphone 396-80

Rouen, le 26 septembre 1941

NORD	
SECRÉTARIAT DE LA DIRECTION	
14 OCT 1941	
Dossier	Pièce N°
N° 7222 / 4	1

N° 2136/Cx.

Le Médecin Lieutenant-Colonel MEMBREY,
Directeur du Service de Santé de la 3^e Région
occupée,

à Monsieur le Directeur de la S.N.C.F.

20, rue de Rome

P A R I S (8°)

Monsieur le Directeur,

J'ai l'honneur de vous rappeler que des locaux
des Auberges de la Jeunesse à MONTDIDIER (Somme) ont été
réquisitionnés au mois de septembre 1939 pour les besoins
du Service de Santé Français.

Je crois savoir qu'au moment où la réquisition a
eu lieu la S.N.C.F avait manifesté son intention de ne
rien réclamer à l'Etat pour la réquisition de ces locaux.

Je vous serais reconnaissant, Monsieur le Direc-
teur, de vouloir bien me confirmer les renseignements qui
m'ont été donnés.

Avec mes remerciements, veuillez agréer, Monsieur
le Directeur, l'assurance de ma considération distinguée.

signature

Décalque pour M. MEESEMAECKER

Copie à M. Muck

Minute pour la Direction Régionale

Exemplaire supplémentaire pour le Service V.B.

N°	Guerre
Sub. N°	Pivers

Réquisition de locaux et de terrains appartenant à la S.N.C.F. ou à des tiers.

V.B/N ex 833

DRN 7222/4
MONTDIDIER

MINUTE

PARIS, le 16 NOV 1941

NORD - TRAVAUX	
Service Central	
16 NOV 1941	
Rép. G	Pièce
N° 2535	37

LE DIRECTEUR DE L'EXPLOITATION

à Monsieur le Chef-Adjoint du Service
CENTRAL du PERSONNEL,

Réquisition des Auberges de la Jeunesse
pour les besoins du Service de Santé
Français

*p. 36
100 1000*

Comme suite à votre lettre du 11 octobre 1941, n° 4559, je vous confirme qu'il n'a pas été envisagé à la Région Nord de ne réclamer au Service de Santé français aucune indemnité pour l'occupation, par ce Service, des Auberges de la Jeunesse à MONTDIDIER.

L'état contradictoire des lieux dressé le 16 septembre 1939 précise simplement que les appareils existant sur les terrains de sports, les plantations florales et les motifs décoratifs garnissant les parterres et les terrasses, ne feront l'objet d'aucune indemnité, leur usage pour le Service de santé étant nul.

C'est cette précision qui a dû amener une confusion dans l'esprit de M. le Directeur dudit Service.

Mes Services vont se mettre en rapport avec ce dernier en vue de la fixation de l'indemnité revenant à la S.N.C.F. tant pour l'occupation des bâtiments et terrains que pour l'utilisation des objets mobiliers repris à l'inventaire initial.

En ce qui concerne les dégradations et les dégâts consécutifs à l'occupation, il est impossible de les déterminer et de les chiffrer actuellement. Les locaux sont utilisés par l'Armée allemande et leur

.....

10 NOV 1941

CHASSER

accès a été refusé au Chef de District. La question sera donc réservée
auprès du Service de Santé pour être réexaminée quand les circonstances
le permettront.

A handwritten signature in dark ink, consisting of a stylized 'H' followed by a vertical line and a small hook.

Signé : CAMBOURNAG

V. pour mémoire G 2866. Jume - Divers - Création de garages pour wagons - citernes à essence -
16 S.N.C.F. D.S.

BORDEREAU DE TRANSMISSION - TRAVAUX

Secrétariat Général

Domaine

93 D/ 2320/59

M. Guillaume

Jume
Divers
Régistration de locaux et de terrains
Objet : des tiers-
appartenant à la S.N.C.F. par la Commune de la Courneuve

Régquisition d'un terrain au lieu dit
"Le bas Martineau"

15 DEC 1941

Rép. G

Pièce

N° 535

39

11 DEC 1941

Dossier

Pièce N°

N° 562

199

1

Nombre de pièces transmises : 1 dossier.

Transmis à Monsieur le Directeur de l'Exploitation de la Région Nord

pour examen et en lui demandant de vouloir bien adresser à M. le
Secrétaire Général les propositions de règlement utiles.

12 DEC 1941

M. Demant

M. Tassant

15/12 M. Mueschack

10 DEC 1941

LE CHEF DU DOMAINE

A. Bouche

#BN 94 R

94 R

Monsieur l'Ingénieur
en chef

Si joint projet de réponse à
M. le Secrétaire Général préparé
à la signature de M. le Directeur

11/12

[Signature]

Copie à Monsieur ROUSSEL.) *feh*

PARIS, le 15 DÉC 1941.

Requisition de locaux et de terrains appartenant à la S.N.C.F. ou à des tiers

S ⁿ N°	<i>Quelque</i>
Sub. N°	<i>Divers</i>

MINUTE

ORD TRAVAUX	
15 DEC 1941	
Rép ⁿ C.	Pièce
N° L535	39

V.B./N go B1
Installations Militaires

EPI 9999

6 Annexes

Monsieur le Chef du Service de l'Exploitation
(3ème Section de la Division du Mouvement)

Conformément aux instructions contenues dans la note N°213 B 4/II du 17 Juin 1931 du 4^e Bureau de l'E.M.A., veuillez trouver ci-annexé, en 6 exemplaires, un relevé s'élevant à la somme de 461 frs encaissés au titre de l'Exercice 1941 pour location, à des tiers, de terrains appartenant au Service Militaire des Chemins de fer.

Je vous serais obligé de vouloir bien faire le nécessaire pour qu'un ordre de reversement nous soit adressé aux fins de remboursement de la somme précitée.

Le Chef du Service
de la Voie et des Bâtiments

F. H. S.

MDH

V.B/N gx

944

PARIS, le

26 JANV 1942

MINUTE

Guerre
Divers

DRN 582/199

Régquisition de locaux et de terrains
appartenant à la S.N.C.F. ou à des tiers.

26 JANV 1942

NORD - TRAVAUX	
Service Central	
31 JANV 1942	
Rép. G	Pièce
N° 239	40

Régquisition d'un terrain
sur le lieu dit "Le Bas Martineau"

Sous bordereau 93 D/2320/59, vous m'avez transmis, pour examen et proposition de règlement, le dossier de réquisition d'un terrain au lieu-dit "Le bas Martineau" sur le territoire de la Commune de LA COURNEUVE.

C'est à tort que ce dossier est adressé à la S.N.C.F., pour approbation et règlement, par M. l'Intendant ROYER, Chef du Service des Réquisitions de la Seine.

Contrairement, en effet, à l'avis exprimé par M. l'Intendant ROYER dans sa lettre de transmission, ce n'est pas la S.N.C.F. qui est bénéficiaire de cette réquisition.

La création d'un garage pour wagons-citernes à essence, qui a motivé celle-ci, avait été ordonnée par l'E.M.A. 4^{ème} bureau au titre d'embranchement particulier du Service des essences rattaché au Ministère de l'Armement. La S.N.C.F. était seulement chargée de l'exécution des travaux et les dépenses correspondantes ont été prises en charge par le Ministère de l'Armement.

Le règlement des indemnités de réquisition des terrains occupés doit donc bien être poursuivi par le Service des Réquisitions de la Seine (Intendance) et la S.N.C.F. n'a à intervenir, ni dans la fixation de ses indemnités, ni dans leur paiement.

LE DIRECTEUR DE L'EXPLOITATION,

Signé: CAMBOURNAG

20 JANV 1942

Donné au
visa de
M. le Secrétaire
M. le Secrétaire
M. le Secrétaire

M. le Secrétaire
M. le Secrétaire
M. le Secrétaire

VB. N. g x
Munkdidier
Auberges de la Jeunesse

Monsieur le Directeur,

En-joint dossier de demande
Prindennité de réquisition, modifié
d'après vos directives

18/42

[Signature]

~~CRASSEH~~

V/fs

Décalque pour M. MEESEMAECKER

Copie à M. PILLE

MINUTE pour la Direction Régionale

Ex. supplémentaire pour le Sec VB

...3... Annexes

File
8/2/42
A. P. M. M. M.

VB.N. 8x
MONTDIDIER
jeune
jeune
requisition de locaux et de locaux...
MINUTE

PARIS

N° 239		44	
28 OCT 1942			

Occupation, par une
formation sanitaire,
des Auberges de
la Jeunesse

Monsieur le Secrétaire Général,
(2^e Division - DOMAINE)

- 2 lettres
- 1 projet de lettre
- 1 dossier (14 pièces)

Je vous adresse ci-joint un dossier de pièces à produire par la S.N.C.F. en vue du règlement de l'indemnité qui lui est due pour l'occupation des Auberges de la Jeunesse à MONTDIDIER par une formation sanitaire du 6 septembre 1939 au 20 mai 1940. Ces pièces ont été demandées par lettres des 12 mai et 18 juin 1942 ci-annexées de la Direction du Service de Santé de la 2^e Région occupée, chargée du règlement.

La notice contenue dans le dossier donne le détail des éléments ayant servi à la détermination de l'indemnité de 394.000 francs que je ~~vous~~ propose de demander.

Si vous n'avez pas d'objection aux conclusions de cette notice, je vous prierais de bien vouloir soumettre à la signature de M. le Directeur Général la lettre d'envoi dont projet ci-joint.

L'Indicateur

St. 4

Signé : CAMBOURNAC

CHASSE

28 JUIL 1942

ANNEXE

C.B

Paris, le

11 AOUT 1942

VB.N/ex

DB N 7222/4

MONTDIDIER

Occupation, par une
formation sanitaire,
des Auberges de la
Jeunesse

NORD TRAVAUX	
28 OCT 1942	
Rép. ()	Pièce
N° 279	44

Monsieur le Secrétaire Général,
(2° Division - Domaine)

lettres
projet de
lettre
dossier
(4 pièces)

Je vous adresse ci-joint un dossier de pièces à produire par la S.N.C.F en vue du règlement de l'indemnité qui lui est due pour l'occupation des Auberges de la Jeunesse à Montdidier par une formation sanitaire, du 6 septembre 1939 au 20 mai 1940. Ces pièces ont été demandées par lettres des 12 mai et 18 juin 1942 ci-annexées de la Direction du Service de Santé de la 2° Région occupée, chargée du règlement.

La notice contenue dans le dossier donne le détail des éléments ayant servi à la détermination de l'indemnité de 394.000 Frs que je propose de demander.

Si vous n'avez pas d'objection aux conclusions de cette notice, je vous prierais de bien vouloir soumettre à la signature de M.le Directeur Général la lettre d'envoi dont projet ci-joint.

Le Directeur,

Signé : CAMBOURNAC

2ème REGION

DIRECTION
du SERVICE DE SANTE

152 rue Laurendeau
AMIENS

COPIE

N° 92 Ex

AMIENS, le 18 juin 1942

ANNEXE

Le Médecin-Lieutenant-Colonel FRANCHI

Directeur du Service de Santé de la 2ème
Région occupée

NORD - TRAVAIL	
28 OCT 1942	
Rép. G	Pièce
N° 239	44

à Monsieur le Directeur de la S.N.C.F.

88, Rue St-Lazare, 88

P A R I S (WIII°)

Monsieur le Directeur,

J'ai eu l'honneur de vous adresser le 12 Mai dernier une lettre ainsi conçue ;

" La Direction du Service de Santé de la 2° Région à AMIENS
" étant chargée du règlement des indemnités dues à la S.N.C.F. pour
" l'occupation par une formation sanitaire, des Auberges de la Jeunesse
" à MONTDIDIER. La Direction de la 3° Région vient de me transmettre le
" dossier de cette affaire qui ne comprend que votre lettre du 21
" novembre 1941.

" Pour me permettre de compléter ce dossier en vue d'un règlement
" rapide de cette occupation, j'ai l'honneur de vous prier de vouloir
" bien m'adresser toutes pièces et renseignements en votre possession
" et notamment :

- l'état des lieux avec plans si possible; et l'inventaire estimatif du mobilier requis
- le reçu des prestations requises
- les dates exactes de l'occupation par la formation sanitaire, etc..

" A ces documents vous voudrez bien y joindre votre demande
" détaillée d'indemnité appuyée de toutes pièces justificatives.

" Votre lettre du 21 novembre 1941 précitée, faisant connaître
" que l'évaluation des dégâts causés sur meubles et immeubles feront
" l'objet d'un examen ultérieur en raison de l'impossibilité de procéder
" à cette opération, je vous serais obligé en outre de vouloir bien me
" préciser si cette situation est inchangée, et, dans ce cas m'indiquer
" les raisons qui s'opposent à cette constatation."

.....

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, l'assurance de mes sentiments distingués.

FRANCHI . . .

M. CAMBOURNAC

Q. M. LE BERNER

Monsieur le Directeur

CAIRO

N. LE BESNERAIS

CONFIDENTIAL

(a M. le Président du Conseil
(a M. le Ministre des R.P.
(a M. le Ministre de la Défense Nationale
(et de la Guerre

~~Je suis l'homme, Monsieur
vous remplacez l'assur
respectueux dévouement.~~

SETH WOOD

2ème Région

CHEFFERIE
du SERVICE de SANTE
152 rue Laurendeau
AMIENS

COPIE

ANNEXE

Amiens le 12 mai 1942

g 239/41 H.W.

NORD - TRAVAILX	
Service C.	
28 OCT 1942	
Rép. G	Pièce
N° 239	44

Le Médecin-Lieutenant-Colonel FRANCHI
Chef du Service de Santé de la 2° Région occupée

N° 5 ex.

à Monsieur le Directeur de la S.N.C.F.

20 Rue de Rome 20

à PARIS (8°)

Monsieur le Directeur,

La Direction du Service de Santé de la 2° Région à AMIENS, étant chargée du règlement des indemnités dues à la S.N.C.F. pour l'occupation par une formation sanitaire, des Auberges de la Jeunesse à MONTDIDIER. La Direction de la 3° Région vient de me transmettre le dossier de cette affaire qui ne comprend que votre lettre du 21 novembre 1941.

Pour me permettre de compléter ce dossier en vue d'un règlement rapide de cette occupation, j'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien m'adresser toutes pièces et renseignements en votre possession et notamment:

- l'état des lieux avec plans si possible, et l'inventaire estimatif du mobilier requis.
- le reçu des prestations requises.
- les dates exactes de l'occupation par la formation sanitaire, etc...

A ces documents vous voudrez bien y joindre votre demande détaillée d'indemnité appuyée de toutes pièces justificatives.

Votre lettre du 21 novembre 1941 précitée, faisant connaître que l'évaluation des dégâts causés aux meubles et immeubles feront l'objet d'un examen ultérieur en raison de l'impossibilité de procéder à cette opération, je vous serais obligé en outre, de vouloir bien me préciser si cette situation est inchangée, et, dans ce cas, m'indiquer les raisons qui s'opposent à cette constatation.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, l'assurance de mes sentiments distingués.

FRANCHI

V/f

Jub N°

Guerre
Divers

Réquisition de Locaux et de terrains...

MINUTE

PARIS,

N°	25 août 1942
28 OCT 1942	
Rép° G	
N°	239

Monsieur le Médecin Lieutenant-Colonel,
Chef du Service de Santé de la 2^e Région

1 dossier
(7 pièces)

152, rue Laurendeau

à AMIENS

.....3. Annexes

En réponse à votre lettre du 12 mai 1942 relative au règlement des indemnités dues à la S.N.C.F. pour l'occupation, pendant la période du 6 septembre 1939 au 20 mai 1940, par une formation sanitaire, des Auberges de la Jeunesse à MONTDIDIER, j'ai l'honneur de vous adresser sous ce pli:

- 1°- le reçu des fournitures requises du 6 septembre 1939, faisant suite à l'Ordre de réquisition n° 2045 série B du 5 septembre 1939;
- 2°- le plan des locaux réquisitionnés;
- 3°- l'état des lieux avec une annexe et un avenant;

4°- l'inventaire des objets mobiliers;

5°- la demande d'indemnité présentée par la S.N.C.F., s'élevant à 394.000 frs.

En ce qui concerne l'évaluation des dégâts causés aux meubles et immeubles, je vous confirme que l'accès des locaux est toujours impossible au personnel de la S.N.C.F., du fait de l'occupation des lieux par l'Armée allemande.

Veuillez agréer

Le DIRECTEUR GENERAL,

CLASSÉ

25 Aout 1942

0.2

ANNEXE

NORD - TRAVAUX	
Service Central	
28 OCT 1942	
Rép. G.	Pièce
N° 439	45

SRN 7222/4

Monsieur le Médecin Lieutenant-Colonel,

En réponse à votre lettre du 12 mai 1942 relative au règlement des indemnités dues à la S.E.C.F. pour l'occupation, pendant la période du 6 septembre 1939 au 20 mai 1940, par une formation sanitaire, des Auberges de la Jeunesse à Montdidier, j'ai l'honneur de vous adresser sous ce pli :

1 dossier
(7 pièces)

- 1°- le reçu des fournitures reçues du 6 septembre 1939, faisant suite à l'ordre de réquisition n°2045 série B du 5 septembre 1939;
- 2°- le plan des locaux réquisitionnés;
- 3°- l'état des lieux avec une annexe et un croquis;
- 4°- l'inventaire des objets mobiliers;
- 5°- la demande d'indemnité présentée par la S.E.C.F., s'élevant à 394.000 Frs.

En ce qui concerne l'évaluation des dégâts causés aux meubles et immeubles, je vous confirme que l'accès des locaux est toujours impossible au personnel de la S.E.C.F. du fait de l'occupation des lieux par l'armée allemande.

Veuillez agréer, Monsieur le Médecin Lieutenant-Colonel, l'assurance de ma considération distinguée.

Le Directeur Général,

Signé: Le Bernieris

Monsieur le Médecin Lieutenant-Colonel,
Chef du Service de Santé de la 1^{re} Région
152, rue Lavoisier
à ANVERS

ANNEXE

REQU de FOURNITURES REQUISES

2^e Région

SERVICE de SANTÉ

NORD - TRAVAUX

Service Santé 1

28 OCT 1942

Régⁿ G

N°

289

Pièce

45

Médecin-Chef POISSONNIER, Chef de l'H.C.
des Auberges de la Jeunesse

Journée du 6 septembre 1939 à 8 h.

Requ de la S.M.C.F. Région Nord, à Montdidier et
Le Monchel, département de la Somme, les prestations dont
le détail suit, savoir :

Jouissance et usage sans limitation de durée pour les
besoins du Service de Santé militaire, des locaux
connus sous le nom "Auberges de la Jeunesse" à
Montdidier et Le Monchel (Somme) comprenant dix bâti-
ments sur une surface d'environ vingt hectares enclos
de treillage métallique de deux mètres de hauteur,
sous les réserves qui seront stipulées à l'état des
lieux dressé contradictoirement lors de la prise de
possession. Ensemble les objets fixés à demeure ou
devenus inséparables par destination dont la désignation
sera faite plus explicitement à l'état des lieux susdit.

A Montdidier, le 6 septembre 1939

Le Médecin-Chef de l'H.C.,

"POISSONNIER"

28 OCT 1942

Rég. G

N° 239

P. 145

45

Commune d'AYENCOURT-le-BOUCHAL

Demande d'indemnité due à la suite de la réquisition par le Service de Santé militaire des locaux dits "Auberges de la Jeunesse" aux abords de la gare de Montdidier

Propriétaire exploitante: Société Nationale des Chemins de Fer Français, Région Nord, 18, rue de Dunkerque à Paris (X^e) représentée par M.

Durée de l'occupation.

Ces locaux ont été réquisitionnés à la date du 6 septembre 1939 suivant ordre de réquisition n° 2 045 série B du 5 septembre 1939 de M. le Médecin Commandant, Chef de l'Hôpital Complémentaire des Auberges de la Jeunesse; l'occupation effective a eu lieu le 6 septembre, elle a duré jusqu'au 30 mai 1940 date à laquelle, sous la pression des événements, les services occupants ont dû être évacués. La réquisition a donc eu une durée de 236 jours.

Consistance de l'ensemble.

Les locaux réquisitionnés sont figurés sur le plan d'ensemble annexé à l'état des lieux. Ils sont situés en bordure de la ligne d'Amiens à la Vallée de l'Oise, sur la commune d'Ayencourt-le-Bouchal, au sud de la gare de Montdidier.

Sur un terrain d'une superficie de 20 hectares environ, sont édifiés les divers bâtiments requis dont la désignation suit:

A - un bâtiment de 345 m² élevé, une partie (345 m²) à rez-de-chaussée seul sur sous-sol, l'autre partie (200 m²) à 2 étages sur terre-plein, comprenant:

au sous-sol : Chaufferie, buanderie, séchoir et salle de repassage.

au rez-de-chaussée : Bibliothèque, ancien bureau, vestibule, lavabos-douches, salle de jeux, salle de réunions, dortoir et vestibule.

au 1^{er} étage : 10 chambres.

au 2^e étage : 10 chambres.

B - un bâtiment de 218 m² (palestre) élevé sur sous-sol, dont 90 m² seulement à étage, comprenant:

au sous-sol : Lavabos et douches

au rez-de-chaussée : 2 dortoirs

à l'étage : 2 dortoirs.

et un bâtiment de 32 m² (ancienne sous-station électrique) comprenant :
un logement de moniteur.

K - un bâtiment de 41 m² (Lampisterie) comprenant :
un logement de moniteur.

L - un bâtiment de 61 m² (Visiteurs) comprenant :
un logement de moniteur.

M - un bâtiment de 105 m² (ancien bureau) avec bow-window.

Le gymnase est en béton armé avec remplissage en briques, couverture en béton armé. Le réfectoire est constitué par une charpente métallique sur poteaux, remplissage en briques, couverture en tuiles. Les autres bâtiments sont construits en dur, briques ou moellons, avec couverture en tuiles. La surface bâtie est au total de 6.491 m².

Tous ces bâtiments sont de construction récente : 1922 et 1937-1938, ils sont en bon état d'entretien. Un nombreux matériel fixe, devenu insécable par destination, est désigné et évalué à l'annexe n°1 à l'état des lieux du 16 septembre 1939. Les objets mobiliers ont été estimés et ont fait l'objet d'un inventaire du 16 septembre 1939.

La valeur des bâtiments a également été estimée à l'annexe n°1 de l'état des lieux du 16 septembre 1939.

Nature de l'occupation par le Service de Santé militaire.

Le Service de Santé a occupé ces locaux pour y installer un hôpital complémentaire.

Evaluation de l'indemnité due à la S.N.C.F.

Conformément à l'instruction n°10 du 3 septembre 1940 sur les réquisitions, l'indemnité de réquisition due par le Service de Santé doit comprendre :

- 1° en tout état de cause, une indemnité de privation de jouissance calculée sur la base d'un intérêt et d'un amortissement des éléments immobiliers requis;
- 2° en outre et éventuellement une indemnité d'arrêt d'exploitation calculée sur la base d'un intérêt et d'un amortissement des éléments mobiliers requis;
- 3° enfin, le remboursement des charges et impôts.

1° Calcul de l'indemnité de privation de jouissance

L'immeuble est cadastré section A n°s 32^a, 34^a, 131^{ter}, 390. Son revenu cadastral est de 17 250 f.

1 ^{re} Indemnité de privation de jouissance	=	425 304 f
2 ^e Indemnité d'arrêt d'exploitation	=	13 693 f
		<hr/>
		439 197 f

pour une année entière, elle s'élève pour les 258 jours de réquisition, à :

$$\frac{439\ 197\ f \times 258}{365} = 310\ 447\ f.$$

Cette somme doit être augmentée du montant des charges et impôts pendant la durée de la réquisition.

Le montant de l'impôt foncier pendant les années 1939 et 1940 a été de :

$$1939 : 0f,582 \times 17\ 250 = 10\ 039\ f,50$$

$$1940 : 0f,628 \times 17\ 250 = 10\ 833\ f$$

Le remboursement des impôts pendant la période d'occupation s'élève donc à :

1939 : du 6 septembre au 31 décembre, soit 117 jours :

$$\frac{10\ 039\ f,50 \times 117}{365} = 3\ 218\ f$$

1940 : du 1^{er} janvier au 20 mai, soit 141 jours :

$$\frac{10\ 833 \times 141}{365} = 4\ 175\ f$$

au total 7 391 f

En outre, à l'inventaire du 16 septembre 1939 figuraient :

$$150\ t\ coke\ à\ 280\ f = 42\ 000\ f$$

$$150\ t\ charbon\ tout\ venant\ à\ 230\ f = 34\ 500\ f$$

total 76 500 f

Le Service de Santé a utilisé ce combustible pendant l'hiver 1939-40, la S.N.C.F. demande donc le remboursement de la somme de 76 500 f.

Par suite du départ précipité du Service de Santé en mai 1940, il n'a pas été fait d'état des lieux contradictoire à la fin de la réquisition. Depuis cette époque, les locaux sont occupés par l'armée allemande et nous n'avons jamais été autorisés à visiter les bâtiments. En conséquence, l'importance des dégâts, autres que ceux résultant d'une usure normale, n'a pu être déterminée, la S.N.C.F. fait donc toutes réserves à ce sujet.

10 D.S S.N.C.F.

2113
SAM 26 DEC 42

BORDEREAU DE TRANSMISSION

Secrétariat Général
Domaine

Objet : Réquisition des locaux dits "Auberges
de la Jeunesse" à Montdidier.

93 D/3593

V.R. : D.R.N. 7222

28 DEC 1942
M. Demare

30/12/42 Musimacher
M. Neuels

Guerre
Sub A
Réquisition de locaux et de
terrains appartenant à des
la S.N.C.F. ou à des
un

SECRÉTARIAT DE L. D. S. N. C. F.

S.N.C.F. 28 DEC 1942

Dossier

N° 670

NORD TRAVAUX

Service Central

Nombre de pièces transmises : une (lettre en date du 14
décembre 1942 du Directeur du Service de Santé).

Dep. G.

N° 230

Pièce

46

Transmis à Monsieur le Directeur de l'Exploitation de la Région NORD -
en lui demandant de vouloir bien me faire connaître son avis sur
les propositions du service de Santé.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT

M. Guillaume

26 DEC. 1942

DEC 1942

Monsieur L. Fournier en Chef
E. joint pour le rapport préparé à l'origine
Monsieur Directeur de la
25/1/43 Expédié le
11/2/43 Veiller

46
CLERK

Décalque pour M. VEILLET, avec un copie de la lettre du Service de Santé
Minute pour la Direction régionale.
Ex. supp. pour le Service V.B.

Annexe

Paris, le

1943.

Guerre
Sovers
Réquisition de locaux et
de terrains appartenant
à la SNCF ou à des tiers

REQUISITION

11 FEV 1943

NORD - OUEST	
S. 1	
13 FEV 1943	
Rég. G	Place
N° 303	17

Monsieur le Secrétaire général
(Domaine)

MONTDIDIER

Occupation par
une formation sanitaire
des "Auberges de la
Jeunesse"

Le 26 décembre 1942, sous référence 93 D/3593, vous avez bien voulu me communiquer la lettre ci-jointe de M. le Directeur du Service de santé de la 2e Région à Amiens, concernant la réquisition des "Auberges de la Jeunesse" à Montdidier, et me demander mon avis sur les propositions qu'elle contient.

L'argument du Service de santé visant le caractère non commercial de notre propriété n'est pas discutable et je suis d'avis d'accepter le mode de calcul retenu par l'Administration qui, dans l'ensemble, donne des résultats satisfaisants au point de vue du montant de l'indemnité.

Toutefois, j'estime que les taux d'abattement appliqués sur les valeurs vénales devraient être discutés.

En ce qui concerne les bâtiments, l'abattement de 60 % pour "spécialisation" est excessif.

L'expérience montre que les immeubles spécialement aménagés pour colonie de vacances, préventorium, etc, sont particulièrement recherchés par les grandes administrations publiques et les grandes sociétés industrielles et commerciales et que c'est seulement à défaut d'immeubles de cette nature que d'autres constructions, châteaux, propriétés importantes, sont affectés à cet usage après des modifications onéreuses.

Quant à l'abattement de 20 % appliqué sur les valeurs vénales du matériel immobilier et du mobilier pour "vétusté et spécialisation", s'il paraît acceptable uniquement au

26 JANV 1943

CLASSE

titre vétusté pour le mobilier datant de 1937/38, il semble trop élevé pour le matériel immobilier dont la spécialisation est discutable et dont la durée normale d'amortissement est certainement plus longue que celle du mobilier.

Si vous partagez mon sentiment, je ne puis que vous laisser le soin de tenter d'obtenir du Service de santé une réduction des taux d'abattement appliqués sur les valeurs vénale des bâtiments et du matériel immobilier.

Le Directeur,

g *sk*

L *g*

le Directeur

mez mes d'autres arguments. 1/2 g

Signé: CAMBOURNAC

le Directeur
Pour mes parler 3/2 1/23
Blum

6/2/43

Mr. J. Clauze

Je suis d'accord

g

PARIS, le 11 FEV 1942

NORD - YVUX	
13 FEV 1942	
Reçu	Place
N° 1303	17

DRN 6401

VB. N. ex

MONTDIDIER

Monsieur le Secrétaire Général
(Domaine)

Occupation par
une formation sanitaire
des "Auberges de la Jeunesse"

Le 26 décembre 1942, sous référence 93 D/3593, vous avez bien voulu me communiquer la lettre ci-jointe de M. le Directeur du Service de santé de la 2^{ème} Région à Amiens, concernant la réquisition des "Auberges de la Jeunesse" à Montdidier, et me demander mon avis sur les propositions qu'elle contient.

L'argument du Service de santé visant le caractère non commercial de notre propriété n'est pas discutable et je suis d'avis d'accepter le mode de calcul retenu par l'Administration qui, dans l'ensemble, donne des résultats satisfaisants au point de vue du montant de l'indemnité.

Toutefois, j'estime que les taux d'abattement appliqués sur les valeurs vénales devraient être discutés.

En ce qui concerne les bâtiments, l'abattement de 60% pour "spécialisation" est excessif.

L'expérience montre que les immeubles spécialement aménagés pour colonie de vacances, préventorium, etc..., sont particulièrement recherchés par les grandes administrations publiques et les grandes sociétés industrielles et commerciales et que c'est seulement à défaut d'immeubles de cette nature que d'autres constructions, châteaux, propriétés importantes, sont affectés à cet usage après des modifications onéreuses.

Quant à l'abattement de 20% appliqué sur les valeurs vénales du matériel immobilier et du mobilier pour "vétusté et spécialisation", s'il paraît acceptable uniquement au titre vétusté pour le mobilier datant de 1937/38, il semble trop élevé pour le matériel immobilier dont la spécialisation est discutable et dont la durée normale d'amortissement est certainement plus longue que celle du mobilier.

Si vous partagez mon sentiment, je ne puis que vous laisser le soin de tenter d'obtenir du Service de santé une réduction des taux d'abattement appliqués sur les valeurs vénales des bâtiments et du matériel immobilier.

Le Directeur

Signé: CAMBOURNAC

3
Guerre
S.N.C.F.
Secrétaire Général
Région de la 2^e Région
Objet : Réquisition des locaux dits
"Auberges de la Jeunesse" à Montdidier.
S.N.C.F. 17 MAI 1943
Dossier N° 670/1
Pièce N° 10
Nombre de pièces transmises : Trois (copies des lettres en
dates des 2 mars 1943 et 6 mai 1943 échangées avec le Directeur du
Service de Santé de la 2^e Région - copie de la demande d'indemnité).

Transmis à Monsieur le Directeur de l'Exploitation de la Région du NORD
comme suite à sa lettre D.R.N. 670/1 en date du 11 février 1943 en le
priant de vouloir bien me donner les éléments d'une réponse en ce qui
concerne le paragraphe A de la lettre de M. le Directeur du Service de
Santé.

26 M^{re} *santé.*
Individuelle *VB Ng x 533^R*
Assurance de la femme *M. l'Ingénieur en Chef* *W. P. H. 9/2/43*
17 MAI 1943 *LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT,*
LE CHEF DU DOMAINE
M. Pille évalué à 150 tonnes la
quantité de combustible consommée. S. joint
projet de réponse à la signature de M. le Directeur *Q. Bouh...*
17/5/43

COPIE

2 mars 1943 - VB - Nord

Service Régional

15 JUIN 1943

Rep^e Cr

P1030

N° 4303

49

Monsieur le Directeur,

Par une lettre n° 850 CX en date du 14 décembre 1942, vous m'avez fait connaître que l'indemnité susceptible d'être allouée à la S.N.C.F. pour la réquisition des Auberges de la Jeunesse de Montdidier s'élèverait à 275.530 fr.

J'ai l'honneur de vous informer que la S.N.C.F. n'a pas d'objection à ce que l'indemnité soit fixée conformément aux règles édictées par l'Instruction Ministérielle n° 9 en date du 5 septembre 1940. Par contre, elle ne saurait admettre certains taux d'abattement trop élevés retenus par l'Administration des Domaines pour évaluer la valeur vénale des bâtiments réquisitionnés.

Cette administration ne s'opposera vraisemblablement pas à un nouvel examen de la question, aussi je vous serais très obligé de vouloir bien lui soumettre les nouvelles propositions ci-jointes, établies en vue de la fixation amiable de l'indemnité de réquisition, à la somme de 368.000 fr.

Il reste toutefois entendu que l'évaluation des dégâts est réservée en raison de l'impossibilité d'accès aux locaux pour le personnel de la S.N.C.F.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur,

...

Monsieur le Médecin en Chef FRANCHI
 Directeur du Service de Santé de la 2ème Région
 152 rue Laurendeau - AMIENS -

l'assurance de ma considération distinguée.

P/Le Directeur Général,
Le Secrétaire Général Adjt,

ANTONINI

COPIE

ANNEXE

S.M.C.P. - VB - H01
Service Régional

15 JUIL 1945

R. ^o Cr
N° 4303
Pièce
49COMMUNE D'AGENCOURT-le-MONCHEL -

Demande d'indemnité due à la suite de la réquisition par le Service de Santé Militaire des locaux dits "Auberges de la Jeunesse" aux abords de la gare de Montdidier.

Indemnité de privation de jouissance -a/ Immeuble

Prix de revient des bâtiments construits en 1922
mais d'un entretien soigné 1.270.000 f.

Majoration de 300 % pour obtenir le prix de revient
présumé en 1937/1938 soit 3.810.000 f.

Abattement pour vétusté; pendant les premières années de son âge un immeuble se déprécie moins rapidement que pendant les dernières années. On admet généralement 1 % par année d'âge soit 15 %; mais ce pourcentage doit être corrigé suivant l'état d'entretien des bâtiments. Le coefficient de correction adopté par les principaux experts immobiliers pour les bâtiments bien entretenus varie de 0,55 à 0,75; soit $15 \times 0,75 = 11,25$ soit 12 %

12 % sur 3.810.000 f. 457.200 f.

Reste 3.352.800 f.

A ajouter prix de revient en 1937/1938 des bâtiments
neufs 3.360.000 f.

Valeur intrinsèque des bâtiments 6.712.800 f.

Abattement pour spécialisation :

Cet abattement, appelé parfois dépréciation due à l'immobilisation, est très variable. Il est fonction du genre et de l'utilisation des immeubles ainsi que de la tendance du marché immobilier. L'expérience montre que les immeubles spécialement aménagés pour colonies de vacances, préventorium, etc ... sont particulièrement recherchés par les grandes administrations publiques et les grandes sociétés industrielles et commerciales. C'est seulement à défaut d'immeubles spécialisés que d'autres constructions, châteaux ou propriétés importantes, sont affectés à cet usage après des modifications onéreuses.

Report 6.712.800 f.

L'abattement à prévoir est donc assez faible.
Il ne peut être en définitive que légèrement
supérieur au pourcentage des frais d'actes et
d'enregistrement que doit supporter l'acquéreur.

Nous adopterons 35 % soit $\frac{35 \text{ f.} \times 6.712.800}{100} =$ 2.349.480 f.

Valeur vénale des bâtiments au jour de la
réquisition 4.363.320 f.

soit en chiffres ronds 4.360.000 f.

b/ Matériel immobilier -

Prix de revient du matériel immobilier installé
en 1937/1938 889.675 f.

Abattement pour vétusté : Il est d'usage de
compter un abattement de 10 % par année, soit
10 % s/ 889.675 f. 88.967 f,50

Valeur au jour de la réquisition 800.708 f,50

soit en chiffres ronds 800.000 f.

c/ Mobilier -

Mobilier acquis en 1937/1938 136.800 f.

Abattement (comme ci-dessus) 10 % s/136.800 f.. 13.680 f.

Valeur au jour de la réquisition 123.120 f.

soit en chiffres ronds 123.000 f.

Valeur totale du matériel et du mobilier au
jour de la réquisition :

800.000 f. + 123.000 f. 923.000 f.

Indemnité -

Bâtiments	{ Intérêts à 4 % Amortissement 2,5 % }	} soit 6 ^f 50 % s/ 4.360.000 f.	283.400 f.
-----------	---	---	------------

Matériel immobilier et mobilier

Intérêts 4 % Amortissement 10 %	} soit 14 % s/923.000 f.	129.220 f.
Total		412.620 f.

Pour les 258 jours d'occupation, l'indemnité est de :

$\frac{412.620 \text{ f.} \times 258}{365} =$	291.660 f.
---	-------	------------

Remboursement des impôts néant

Remboursement de la valeur du combustible :

150 T. coke à 280 f.	42.000 f. }	76.500 f.
150 T. charbon tout venant à 230 f.	34.500 f. }	

demandée

En résumé, l'indemnité/par la S.N.C.F. est la suivante :

Indemnité de privation de jouissance 291.660 f.

Remboursement de combustible 76.500 f.

368.160 f.

soit en chiffres ronds 368.000 f.

Le règlement des dégâts étant réservé. -

(Février 1943)

COPIE

ANNEXE

2ème Région

Amiens, le 6 Mai 1943

Direction
du Service de Santé

N° 410/cx.

OBJET :
Auberges de la Jeunesse
de MONTDIDIER

Accord amiable

S.N.C.F. - V.S. - 101	
Service Régional	
15 MAI 1943	
Rap ^{no} G	Pièce
N° 4303	49

Le Médecin en Chef de 2ème classe FRANCHI
Directeur du Service de Santé de la 2ème Région

à Monsieur le Directeur Général
de la Société Nationale des Chemins de fer
88, rue St-Lazare - PARIS - (9e)

Monsieur le Directeur,

J'ai l'honneur de vous faire connaître que dès réception de votre lettre du 2 Mars 1943, j'ai transmis à l'Administration des Domaines le dossier de réquisition des Auberges de la Jeunesse à MONTDIDIER, en demandant qu'une nouvelle étude en soit faite en tenant compte des propositions jointes à votre lettre du 2 Mars précitée.

Par décision en date du 20 Avril 1943, la Commission Spéciale d'Evaluation des Réquisitions du Département de la Somme a consenti à ramener de 60 % à 40 % le taux d'abattement à effectuer pour spécialisation des bâtiments, mais n'a pas cru devoir accueillir la demande de la S.N.C.F. en ce qui concerne l'abattement pour vétusté des immeubles (0,75 % par an), la Société obtenant par ailleurs l'allocation d'une indemnité pour amortissement fixée à 2,5 %.

La Commission a, de plus, maintenu l'abattement de 20 % pour vétusté et spécialisation effectué sur le prix de revient du matériel immobilier et du mobilier installé en 1937-1938.

Cette décision de la Commission Départementale d'Evaluation a pour effet de modifier les propositions que je vous ai faites le 14 Décembre 1942, sous le N° 850 Cx.

Du fait de la réduction à 40 % de l'abattement pour spécialisation, la valeur vénale au jour de la réquisition se trouve fixée à 3.844.800 frs. au lieu de 2.563.200 frs; par suite, l'indemnité annuelle de privation de jouissance peut être déterminée comme suit :

...

<u>Bâtiments</u>	{ Intérêt 4 % sur 3.844.800 frs.	153.792
	{ Amortissement 2,5 % sur 3.844,800 ...	96.120

<u>Matériel immobilier et mobilier</u>	{ Intérêt 4 % sur 821.180 ...	32.847,20
	{ Amortissement 10 % sur 821.180	82.118

Soit au total : 364.877,20

Pour les 258 jours d'occupation, l'indemnité due s'élève
à $\frac{364.877 \times 258}{365} = 257.913$ frs.

J'ai l'honneur de vous proposer cette somme qui représente
les offres définitives du Service de Santé.

En ce qui concerne le combustible requis sur place par
la formation, il résulte des renseignements reçus depuis l'envoi
de mes premières propositions qu'une quantité importante de
charbon existait encore à l'hôpital lors de l'évacuation.

A { Je vous serais obligé, en conséquence, de vouloir bien,
{ après enquête, me faire connaître les quantités récupérées
{ dont la valeur doit venir en déduction de la somme de 76.500 frs
{ précédemment allouée.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, l'assurance de
mes sentiments distingués.

Service de Santé
2ème Région

Le Directeur,

Signé: FRANCHI.

Décalque à M. Villet

6/6

Attesté

9 JUL 1943
Service National
1943
N° 4303
50

Montdidier
Indemnité de réquisition
des Auberges de la ferme

MINUTE

Monsieur le Secrétaire Général
(Domaine) G

Guerre
Divers
Requisitions de locaux
et de terrains
à la SNCF et à des tiers
appartenant

Comme suite à votre transmission par bordereau
sous référence 93 D/3593, je vous informe
qu'en raison de la présence des cantons d'occupation,
la SNCF n'a pas récupéré de combustible après
l'évacuation par le service de Santé Militaire des
"Auberges de la ferme" à Montdidier.

La contommation de charbon ^{par le service} pendant la durée de
la réquisition pouvant être évaluée à 150 tonnes
sur les 300 tonnes portées à l'inventaire, je n'aurai
pas d'objection ~~au remboursement de la SNCF~~
~~à l'Union~~ la moitié de la valeur duee Hock, étant
la somme due à la SNCF
étant entendu qu'elle se réservera de réclamer la
valeur de surplus ~~lors du règlement de ses dommages de guerre~~
à titre de indemnités à verser par le service de l'Armée
d'occupation.

Le Directeur,

[Signature]

Signé: Dégardin

2611095
15 JUL 1943

[Signature]

DECAIQUÉ À M. VEILLET

Minute pour la Direction Régionale
Exemplaire supplémentaire pour le Service V.B.

ANNEXE

MV

fr
6/7

DUPLICATA
DE LA
MINUTE

MONTDIDIER

Indemnité de
réquisition
des Auberges de
la Jeunesse.

Monsieur le Secrétaire Général
(Domaine)

6 Juillet 1942

9 JUIL 1943	
Service Régional	
N° 4503	
Rap ^{te} <i>Cr</i>	Pièce 50

Comme suite à votre transmission par bordereau sous référence 93 D/3593, je vous informe qu'en raison de la présence des Autorités d'occupation, la S.N.C.F. n'a pas récupéré de combustible après l'évacuation par le Service de santé militaire des "Auberges de la Jeunesse" à Montdidier.

La consommation de charbon par ce Service pendant la durée de la réquisition pouvant être évaluée à 150 tonnes sur les 300 tonnes portées à l'inventaire, je n'aurai pas d'objection à limiter à la moitié de la valeur du stock, la somme due à la S.N.C.F., étant entendu que celle-ci se réserve de réclamer la valeur du surplus au titre des indemnités de réquisition pour les besoins de l'Armée d'occupation.

Le Directeur,

P. Degardin

7 SEPT 1943 Copie transmise à l'exploitant
 à Monsieur le Directeur de l'Exploitation
 de la Région du Nord

NORD - TRAVAUX	
13 SEPT 1943	
Rég. G 4303	Pièce 52

9
 N° 998
 Divers
 Lettre d'information et comme suite à 52
 sa lettre DRN 670/1 en date du 9 Juillet 1943.

Requiescent
 M. Guillaume
 8/9

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT,

8 SEPT 1943
 M. Mussemacher
 19.9 juillet

8 SEPT 1943	
Classier	Pièce N°
N° 670 / 1	-

14 SEPT 1943

Requiescent
 ambages de la
 justice
 montedichien

Retour au clatement, p.o.
 après avoir pris note.

16/9/43.

Guillef

clamy
 J

CLASSER

ANNEXE COPIE

NORD - TRAVAUX	
Service Central	
23 SEPT 1943	
N°	Pièce
4303	52

- 7 SEPT. 1943

Domaine

93 D/3593

SECRÉTAIRE	LA DIRECTION
S.N.C.F.	- 8 SEPT 1943
Dossier	
N°	670 / 1 12

Monsieur le Directeur,

Comme suite à votre lettre 578/CX, en date du 21 Août 1943, j'ai l'honneur de vous renvoyer, après signature, les deux exemplaires de l'accord destiné au règlement amiable des indemnités de réquisition des Auberges de la Jeunesse à Montdidier.

Je vous serais obligé de vouloir bien me tenir informé de l'approbation ministérielle de cet accord.

Le mandat de paiement prévu à l'art. 5e devra être émis à l'ordre du Caissier Général de la S.N.C.F. - compte 2728 - à la Caisse Centrale du Trésor Public à Paris. Il devra exprimer l'objet du règlement et être adressé au Bureau des mandats de recettes - Comptabilité Générale - Services Financiers de la S.N.C.F. - 17 rue de Londres à Paris.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'assurance de ma considération distinguée.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT

Monsieur le Médecin en Chef FRANCHI Signé: VAGOCNE
 Directeur du Service de Santé de
 la 2ème Région
 7, rue Laurendeau

AMIENS

NORD TRAVAUX	
Service Central	
23 SEPT 1943	
Rép. G	Pièce
N° 4303	52

Direction
Régionale du Service
de Santé

ACCORD AMIABLE

en date du vingt août mil neuf cent quarante trois, portant règlement définitif de toutes indemnités dues par le Secrétariat d'Etat à la Défense, à la Société Nationale des Chemins de fer français, pour l'occupation d'une propriété sise sur le territoire de AYENCOURT-le-MONCHEL (Somme), près de MONTDIDIER, dénommée "AUBERGES de la JEUNESSE".

Entre les soussignés :

Monsieur le Médecin en Chef de 2ème classe, FRANCHI, Directeur régional du Service de santé d'Amiens, demeurant à Amiens, 152 rue Laurendeau, agissant au nom et pour le compte de l'Etat, en exécution des dispositions réglementaires relatives aux accords amiables constatés par des baux à loyer, et notamment du décret du 8 mars 1940, modifiant et complétant le décret du 28 novembre 1938.

et Monsieur FILIPPI, Jean, Secrétaire Général de la Société Nationale des Chemins de fer français, agissant en cette qualité

Il a été convenu ce qui suit :

article premier - Sur la base d'un loyer annuel de TROIS CENT SOIXANTE QUATRE MILLE HUIT CENT SOIXANTE DIX SEPT FRANCS pour les immeubles occupés et le matériel immobilier et mobilier utilisé, auquel s'ajoute le remboursement du combustible consommé, toutes indemnités dues à la S.N.C.F. pour l'occupation des locaux ci-dessous désignés sont fixées à la somme de DEUX CENT QUATRE VINGT SEIZE MILLE CENT SOIXANTE TROIS FRANCS (296.163 frs) pour la période comprise entre le 6 septembre 1939, date du début de l'occupation, et le 20 mai 1940, date de fin d'occupation.

Cette indemnité se décompose comme suit :

<u>indemnité de privation de jouissance :</u>		
<u>364.877 x 258</u>	=	257.913,00
365		
<u>Remboursement du combustible consommé :</u>		
<u>150 T x 255</u>	=	38.250,00
soit		296.163,00

article deuxième - Désignation des locaux -

La propriété réquisitionnée sise sur le territoire de AYENCOURT-le-MONCHEL, près de Montdidier, dénommée "Auberges de la Jeunesse" comprend un ensemble de bâtiments isolés, édifiés sur un terrain d'une superficie d'environ 20 hectares enclos de treillage métallique de 2 mètres de hauteur, dont ci-après le détail :

Bâtiment "A" -

bibliothèque - ancien bureau - vestibule - lavabos et douches - buanderie et séchoir et chaufferie - salle de repassage - salle de jeux - salle de réunion - dortoir (rez-de-chaussée, 1er étage, 2ème étage).

bâtiment "B" -

rez-de-chaussée et étage : dortoir Nord - dortoir Sud
sous-sol

bâtiment "C" - (Resserres)

côté Nord, côté Sud - Office - salle d'épluchage - cuisines - plonge
7 chambres - réfectoire - lavabos -

NID -

lavabos, côté Nord - 1er logement - dortoir - 2ème logement - lavabos.

bâtiment "D" -(villa) -

logement - infirmerie - salle de pansement - 2 chambres d'infirmières - chaufferie -

bâtiment "E" (belvédère)

sous-sol : 1er logement, douches, 2ème logement -
rez-de-chaussée - étage - chaufferie -

bâtiment "F" -

sous-sol - douches - lavabos - salle d'attente - salle de jeux
couloir

bâtiment "G" -

rez-de-chaussée : 7 chambres - W.C.
1er étage : 7 chambres,
2ème étage : 7 chambres
chaufferie

bâtiment "H" (Gymnase)

dortoir
rez-de-chaussée : dortoir Ouest
chaufferie
dortoir Est
chaufferie,
étage : côté sud, côté Nord -

bâtiment "I" - (Ancienne sablerie)

bâtiment "J" (sous-station)

bâtiment "K"

bâtiment "L" (bâtiment des visiteurs)

bâtiment "M" (bureaux)

- Le tout plus amplement désigné dans un état des lieux établi à la date du 16 septembre 1939 complété par l'avenant en date du 28 novembre 1939. Dans tous les bâtiments, il existe une installation électrique en bon état. Le matériel fixe et le mobilier garnissant les locaux ci-dessus détaillés ont été réquisitionnés en même temps que l'immeuble. Le Service de Santé a utilisé cette propriété pour l'installation d'un hôpital complémentaire du territoire.

article troisième - Les ordre et reçu de réquisition ainsi que tous les documents se rapportant à cette réquisition et qui seraient encore en la possession de la S.N.C.F. seront remis à M. le Médecin en Chef de 2ème classe FRANCHI, Directeur Régional du Service de Santé.

article quatrième - Dégâts - Les "Auberges de la Jeunesse" étant encore occupées par les troupes d'occupation, il n'a pas été possible de procéder à la constatation des lieux et de relever les dégradations imputables au Service de Santé. Cette question fera l'objet d'un règlement ultérieur.

article cinquième - Le mandat pour paiement des indemnités fixées à l'article 1er ci-dessus sera émis par le Directeur Régional du Service de Santé d'Amiens.

article sixième - M. en sa qualité sus exprimée renonce à tout recours contre l'Etat à raison de l'occupation visée par la présente convention, sauf en ce qui concerne la question de remise en état faisant l'objet de la réserve formulée à l'article 4ème ci-dessus.

article septième - La présente convention ne sera valable qu'après approbation du Ministre, Secrétaire d'Etat à la Guerre ou de son délégué.

article huitième - La présente convention sera enregistrée sans frais à la diligence de l'Administration militaire. La présente

convention est dispensée du droit de timbre par application des dispositions de l'article 428 du Code du Timbre.

Fait en double à Amiens, le vingt Août mil neuf cent quarante trois

Lu et approuvé
Le Bailleur

Lui Filippi

Lu et approuvé provisoirement
Le Médecin en Chef de 2ème cl. FRANCHI
Directeur Régional du Service de Santé
d'AMIENS

PRÉFECTURE DE LA SOMME

G.D./R.D.

... J. Annemée S

SERVICE DES RÉQUISITIONS

AMIENS, le 25 Octobre 1943.

guerre
Divers
Réquisition de locaux et
de tenues appartenant à la
SNCT des tr.
533

NORD	
11 NOV 1943	
G.	53
4303	

Monsieur le Directeur,

J'ai l'honneur de vous adresser, sous ce pli, un billet de logement relatif à l'occupation, par une entreprise civile, de votre propriété dite "Auberges de la Jeunesse", si se à AYENCOURT-LE-MONCHEL (Somme).

Il vous appartiendra de demander à la firme allemande qui a utilisé votre immeuble, d'en payer la location; l'Etat Français n'étant tenu que d'assurer le logement des membres de l'armée allemande.

4 NOV 1943
Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, l'assurance de ma considération distinguée.

P. LE PREFET
Le Secrétaire Général,

Monsieur le Directeur
de la S.N.C.F.,
(Région Nord),
18, rue de Dunkerque,
PARIS (10ème).

VB.N.vg

28 OCT 1943

M. Semard

M. de Vallée

M. Boncher

M. Veilleux

11 NOV 1943

copie à M. Pille
pour renseignements et
transmission de l'avis des sommes dues
à cet organisme allemand
de la ville
P/Le Chef de la Division

TSVP

(Voir réponse de m. Fille, sur
feuille annexe.)

VB/N. 5x

R

533

agencement-l.
manchut.

Retour au classement p. o.

3 L'occupation par l'armée allemande
des "Anbergel et la Jeunette" fait l'objet
de bordereaux mensuels de réquisitions
établis régulièrement par la Section
du Domaine.

classe

13/3/44

Le Chef du Domaine

Wüller

12/4/47
CLASSEUR

ANNEXE

NOM	
1. 1. 1943	
Ref	G
N°	1303
53	

Quartierabrechnung !

FUER PRIVATQUARTIERE

Der Träumer fuhrt reklamen nam une
entreprise allemande avec Chaberges de
la semaine du 1 juillet 1943 au 30
septembre 1943
L'organisation payeur diffère pour les
travailleurs fait pendant cette période
normale de

In der Zeit vom 1. Juni 1943 bis 30. September 43 wurden im Gebäude
Ayendo urt 1. Monchel Jugendherberge Franz. Eisenbahn Montaidier
(Ort) (Strasse) (Eigentümer)

Räume, möbliert
» , unmöbliert

(jeweils dann)

von einer Wehrmachteinheit in Anspruch genommen. Dem Quartiergeber steht für die
vorgenannte Zeit ein Quartiergehalt in Höhe von frs. zu.

Luftgaupostamt Brüssel

Beglaubigt :

Dienst-
stempel

(Unterschrift und Dienstgrad
des Quartiernehmers)

Stabszahlmeister

Hauptmann
Quartieramt

Amiens, den 4. Oktober 1943





Traductio

Récompte de l'indemnité de logement pour logements privés

ANNEXE

9

1308

4303 53
Du 1^{er} juin 1943 au 30 septembre 1943
tous les locaux "des Auberges de la Jeunesse de
Mantelidien" situés à Ayencourt-la-Montel
ont été occupés par une unité de l'armée
allemande.

Il est dû au propriétaire (S.N.C.F.)
pour la période ci-dessus une indemnité
de logement de fr.

signé.

Cadet: Service de l'armée de l'air le trésorier payeur
Section Postal N° L36596
à Bruxelles

ANNEXE
PREFECTURE DE LA SOMME
SERVICE DES REQUISITIONS

NORD
11308 53

Amiens, le 25 octobre 1943.

Monsieur le Directeur,

J'ai l'honneur de vous adresser, sous ce pli, un billet de logement relatif à l'occupation, par une entreprise civile, de votre propriété dite "Auberge de la Jeunesse", sise à AYENCOURT-LE-MONCHEL (Somme).

Il vous appartiendra de demander à la firme allemande qui a utilisé votre immeuble, d'en payer la location; l'Etat Français n'étant tenu que d'assurer le logement des membres de l'armée allemande.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, l'assurance de ma considération distinguée.

P. Le PREFET,
Le Secrétaire Général,
.....

Monsieur le Directeur de la S.N.C.F.
(Région du Nord) 18, rue de Dunkerque
PARIS (10°)

VB.N. VG.

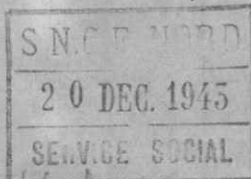
Paris, le 9 NOV. 1943.

R.

COPIE à Monsieur PILLE

pour renseignement et me soumettre le mémoire des sommes dues à réclamer à cette entreprise allemande.

VB.N. va 2



Montdidier

P/ Le Chef de la Division de l'Entretien,

Auberges de la
Jeunesse

[Signature]
Monsieur de Pille

transmis à Monsieur Rouchez

Ingénieur adjoint à la Division de l'Entretien
Paris

qui détient le billet de

logement, en le priant de me
faire connaître les sommes dues à l'entreprise civile
Renseignements
complémentaires qu'il a pu donner dans les auberges de la Jeunesse à Ayencourt le Monchel.
pourrait fournir.

18/12/43 *[Signature]* Pour obtenir des renseignements précis et exacts, il a été répondu
que les auberges étaient réservées à la troupe, et qu'aucune firme
allemande civile n'y avait logé.

Amiens le 15 Décembre 1943

L'Ingénieur de la Voie,
Chef du 2^e Arrondissement

Paris, le 23 Décembre 1943

F.

N.A.S.3

Auberge de Montdidier

Occupation par une
entreprise civile

-1-

Transmis à Monsieur VEILLET
Chef de la Subdivision du
Domaine

que l'affaire paraît concerner.
Le billet de logement dont il est
question n'est pas en la possession
de M. BOUCHEZ, chef de la 2ème sec-
tion du Sce social, ni en la mienne.

L'Inspecteur
Chef de la 3^e Section
du Service Social

Thelblow

27 DEC 1943

(1) Indiquer dans le carton
la 2^e ligne est réservée à
la lettre D, si le grade envisagé

GRADES ET SPECIALITES
(Pour les agents comm.)
Préciser s'il y a lieu

B. - SUR LES

Total	12
145	3
045	3
CT	3
VP	6
0440	
Notes	
chiffres	

A remplir par le Service Régional

A remplir par le Service Régional	
Dates	
(2) Mesures	
Moyens et éventuellement	
taux de la gratification	
francs (1)	
(1) Rémunérations notifiées du 1-10 au 30-9	

Si, depuis le 1 ^{er} Octobre de l'année précédente, l'agent a rempli des fonctions ne correspondant pas à son titre statutaire, le mentionner ci-dessous.	
fonctions effectivement remplies	
au	
du	
(en chiffres)	
au	
du	
18 / 1894	
5 / 1921	
18 / 1894	
8.940	

SOCIÉTÉ NATIONALE
des
CHEMINS DE FER FRANÇAIS

Service Central
INSTALLATIONS FIXES

m. de Villèle
m. Bonche
m. Vial
BORDEREAU DE COMMUNICATION

Objet du dossier : *L. Annexes*

Carbure des Dunes.

montage et prélevement de matériaux et de mobiliers

NORD-TRAVAUX
Service Central

21/12/43

6

4303

54

Référence : Vtm. 64000-20 Nombre de pièces transmises : *1*

Vtm. 64000-20 Paris, le 15 Décembre 1943

Communiqué à Monsieur le Chef du
Service V.B. de la Région du Nord, comme
suite à Copie du 4 Mai 1943 de la Lettre
Vtm. A 64000-20/19 à la H.V.D. Bruxelles, en le
priant de me donner rapidement les
éléments de réponse.

Retourné à Monsieur le Directeur du
Service Central des Installations Fixes
après avoir satisfait.

188 VB.N.Vg
21/12/43
Copie à la Cantinette

pour renseignements - Cf. 1er
inclusure en communication

Copie à la Rouelle pour

Rapport du 5/1/44

à M. Bonche

à M. de Villèle

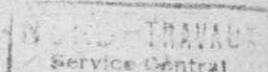
M. Schuy
M. de Villèle
M. Bonche
M. Vial
Le Directeur du Service Central
des Installations Fixes

22 DEC 1943

Oberfeldkommandantur 670

Chef der Militärverwaltung

B/Preisbildung IIIeN-9590/Ln



ANNEXE

O.U., le 6. décembre

Lieu de cantonnement 1943

A la S.N.C.F.

42; rue de Châteaudun

P A R I S

Objet: Démontage du bâtiment de "l'Auberge des Dunes" à Dannes-Camiers.

Réf. : Votre demande d'indemnité du 4/5/43 (V^{em} A
64 000 -20) adressée à la H.V.D. Bruxelles.
19

Sur l'état joint à votre demande vous indiquez entre autre:

5 baraques	141 600 frs
bois pour échafaudage (sapin)	41 258 frs

Je vous prie de m'indiquer le rapport qui existe entre ces objets et votre établissement de convalescence.

En décembre 1942, une voie de raccordement a été posée par vous vers le terrain de l'"Auberge des Dunes", d'accord avec l'E.B.D. Lille, et dans ce but la démolition du bâtiment fut continuée.

Je vous prie de m'indiquer de quelle façon il a été tenu compte, dans votre demande d'indemnité, du matériel de démolition récupéré par vous.

Pour le Oberfeldkommandante

Der Verwaltungschef

p.o.

Dr. SCHOLL

Militärverwaltungsoberrat

Oberfeldkommandantur 670
Chef der Militärverwaltung
B/Preisbildung III^e N-9590/Ln

TRADUCTION

CD

TSVP

ANNEXE
Ann. le 4 Jan 1944
NORD-TRAVAUX
31/12/43
G. Pièce
1303 54

O.U., le 6 décembre 1943

Lieu de cantonnement

A la S.N.C.F.
42, rue de Châteaudun
PARIS

Auberge des
Dunes

Objet : Démontage du bâtiment de " l'Auberge des Dunes à Darnes-Camiers.

Référ : Votre demande d'indemnité du 4/5/43 (Vtm^A 64 000 - 20) adressée à la
H.V.D. Bruxelles.
19

Sur l'état joint à votre demande vous indiquez entre autre :

5 baraques	141 600 fr.
bois pour échafaudage (sapin)	41 258 fr.

Je vous prie de m'indiquer le rapport qui existe entre ces objets et
votre établissement de convalescence.

En décembre 1942, une voie de raccordement a été posée par vous vers
le terrain de "l'Auberge des Dunes", d'accord avec l'E.B.D.Lille, et dans ce
but la démolition du bâtiment fut continuée.

Je vous prie de m'indiquer de quelle façon il a été tenu compte, dans
votre demande d'indemnité, du matériel de démolition récupéré par vous.

Pour le Oberfeldkommandantur
Der Verwaltungschef
P.O.
DR SCHOLL
Militärverwaltungsoberrat

Vtm 64 000-20
23

PARIS, le 17 décembre 1943.

Communiqué à Monsieur le Chef du Service V.B. de la Région du Nord,
comme suite à copie du 4 mai 1943 de la lettre Vtm^A 64 000-20/19 à la H.V.D.
Bruxelles, en le priant de me donner rapidement les éléments de réponse.

P/le Directeur du Service Central
des Installations Fixes

VB.N.vg

PARIS, le 23 décembre 1943

COPIE à Monsieur CANTRAINNE,
pour renseignements - Ci-joint 1 ex. du mémoire en communication

p/Le Chef de la Division de l'Entretien

Sur la correspondance ci-contre.
Les 5 baraques et les bois de charpente (et ceux
d'échafaudage) avaient été approvisionnés en vue de
la construction de 5 nouveaux dortoirs dont les fon-
dateurs étaient en cours en mai 1940. Une grande
partie du matériel après son arrivée était d'ail-
leurs destinée à l'entretien des installations de
l'Auberge.

Il n'y a aucune déduction à faire au
mémoire pour récupération de matériel démolit; la
somme allouée aux autorités allemandes représente
uniquement le montant des préjudices effec-
tués avant l'achèvement de la démolition du bâ-
timent.

En retour mémoire communiqué.

Répondre à M. Porchez
le 5/1/44

Le Chef d'Arrondissement V. B.

Copie à M. le chef du Service V.B.

Duplicata à M. de Villele

Paris, -5 JAN. 1944 1944.

gphaw

Vtm A - 64000 - 2
23

guerre
Divers

Réquisition de locaux
et de terrains appartenant
à la SNCF. ou à d'autres

VBN/vz

NOUVEAU TRAVAIL	
Chef du Service de la Voie des Bât.	
Cal des I.F.	
G1	Pièce
6092	55

Dames-Camiers

Auberge des Dunes

Démontage et prêtèvement
de matériel et mobiliers.

Suite à votre transmission référence
ci-contre du 17 décembre écarté d'une note en
date du 6 déc^{bre} de l'Oberfeldkommandant 670,
je vous informe que les 5 baraques
et les bois de charpente (et non d'échafaudage)
auraient été approvisionnés en vue de
la construction de 5 nouveaux dortoirs
dont les fondations étaient en cours
en mai 1940.

Une grande partie du matériel repris
au méusine était d'ailleurs destinée
à l'extension des installations de l'Auberge.
Il n'y a aucune déduction à faire au
méusine pour récupération de matériel
démoli; la somme réclamée aux autorités
allemandes représente uniquement le
montant des prélèvements effectués par
l'armée allemande avant l'achèvement
de la démolition du bâtiment par vos
soins.

fr

h

15 JANV 1944

12/11/47

Guene
Divers
Requisition de locaux et
de terrains appartenant à la
S.N.C.F. ou à des tiers

g. 4303

OG

NORD	TRAVAUX
17 JAN 1944	
G. Goge	Pièce 56

Dannes - Camiers

Auberge des Dunes

Démontage et prélèvement
de matériel et mobilier

V.R. B/Preis III e N -9590/Ln
des 6 et 24 Décembre 1943

Monsieur le Chef der Militärverwaltung

Oberfeldkommandantur 670

Vtm^A 64 000 - 20

26

A la suite de l'envoi en mai 1943 du mémoire de règlement des matériaux démontés et prélevés à l'Auberge des Dunes de Camiers, l'Oberfeldkommandantur 670 demande, par ses lettres rappelées en marge, à connaître la raison d'être dans l'Etablissement en cause des 5 baraques et des bois facturés pour une valeur respective de 141 600 f et 41 258 f; l'Oberfeldkommandantur 670 fait, en outre, remarquer que la construction, en décembre 1942, d'une voie de raccordement sur le terrain intéressé a nécessité la démolition d'un bâtiment et désire savoir si le mémoire présenté tient compte de la valeur des matériaux conservés.

La S.N.C.F. fait connaître que les 5 baraques et les bois de charpente (et non d'échafaudage) avaient été approvisionnés en vue de la construction de 5 nouveaux dortoirs dont les fondations étaient en cours en mai 1940; une grande partie du matériel repris au mémoire était d'ailleurs destinée à l'extension des installations de l'Etablissement; quant au montant du mémoire, il correspond uniquement à la valeur du matériel prélevé avant la démolition du bâtiment dont il est fait état, et il n'y a aucune déduction à y apporter.

LE DIRECTEUR

Signé : PORCHEZ

Copie à Monsieur le Chef du Service de la Voie et des Bâtiments de la Région du NORD

comme suite à sa lettre V.B.N/vg du 5-1-44, pour le tenir au courant.

SBX VB.N.vg

Copie à M. de Villele

17/1/44

Paris

AMB

décalque : S.N.C.F.

LE DIRECTEUR

L'Ingénieur en Chef

Chef de la Division Contrats et Entretien

11 JAN 1944

15 JAN 1944

S.N.C.F. - Nord
Service régional
22 SEPT 1944
N° 6092 57

S. N. C. F.
SERVICES FINANCIERS

F2 CG1 N° 852-1147

PARIS, le 22 Juillet 1944.

*Requêtes de locaux
et de terrains appartenant
à la S.N.C.F. ou occupés par elle*

Monsieur le Directeur de la Région
(toutes Régions)

Dossier
N° 6092 57

Objet : Comptabilisation et recouvrement des dépenses relatives à la mise à disposition des autorités d'occupation des locaux ou terrains appartenant à la S.N.C.F. ou pris par elle en location.

Un accord est intervenu entre le Ministère des Finances (Service des Réquisitions allemandes) et la S.N.C.F., aux termes duquel l'Etat français s'engage à payer, au moyen d'indemnités forfaitaires, la valeur locative des terrains, locaux et mobiliers et les frais de gestion et d'entretien courant.

8 AOUT 1944

Les Services régionaux doivent, dès maintenant, appliquer les dispositions ci-après :

Les dépenses relatives aux occupations de locaux et terrains sont classées en sept catégories :

1° - Dépenses normales de gestion des locaux occupés (catégorie s), comprenant les frais de réparation, d'entretien, de nettoyage, de chauffage, d'éclairage, de téléphone, de service, d'eau et, éventuellement, le loyer, s'il s'agit d'un local loué par la S.N.C.F. Doivent également être classées dans cette catégorie, les dépenses de mise en état préalable à l'occupation et qui n'excèdent pas l'entretien normal, les dépenses de fourniture de mobilier de complément, à condition que ce dernier reste la propriété de la S.N.C.F., et les dépenses de déménagement et d'emménagement faites pour libérer les locaux occupés et réinstaller les services évincés dans les nouveaux locaux qui leur sont attribués, ainsi que pour l'installation des autorités d'occupation.

Ces dépenses sont couvertes par les indemnités forfaitaires d'occupation à verser par l'Etat français. Elles sont imputées à l'article 47 (Prestations aux autorités d'occupation) du Chapitre IV des dépenses d'exploitation. Les dépenses faites par des Services autres que le Service V.B. doivent être facturées à ce dernier.

Les indemnités forfaitaires dues par l'Etat font l'objet de mémoires établis par le Secrétariat Général (Domaine) d'après les renseignements fournis par les Régions, dans des conditions qui sont indiquées à l'Annexe I ci-jointe.

Copie à M. Luchery (M. Pétine)
Veillet
Roussel

M. Vigier (M. Pétine)
M. Castelnau
M. de Chamville
M. Focke

CLASSER

11/8/44
2/9/44
SBS

M. Guillaume

M. Semard

M. Luchery

M. Veillet

M. Roussel

M. Pétine

10/8/44

2°- Dépenses d'entretien en excédent de l'entretien normal (catégorie t). Sont à classer dans cette catégorie les dépenses d'entretien (nettoyage, peinture, tapisserie, etc ...) faites à la demande expresse des autorités d'occupation en dehors de la périodicité normale suivant laquelle ces opérations sont habituellement faites dans les dits locaux.

Sont également à classer dans cette catégorie les dépenses de mise en état préalable à l'occupation, faites à la demande des autorités d'occupation en plus de l'entretien normal.

3°- Travaux et fournitures concernant le logement faits à l'extérieur de la S.N.C.F. (catégorie u), c'est-à-dire faits aux autorités d'occupation logées dans des locaux pour lesquels la S.N.C.F. n'a pas droit à l'indemnité forfaitaire de réquisition. Ces fournitures comprennent notamment les livraisons de charbon.

4°- Valeur du mobilier manquant et dépenses de remise en état en fin d'occupation (catégorie v).

Les dépenses énumérées aux § 2°, 3° et 4° ci-dessus sont imputées au Chapitre IV, article 47. Les Services doivent facturer celles qu'ils font au Service V.B.

Ces dépenses seront éventuellement remboursées en plus de l'indemnité d'occupation précitée, par l'Etat français. Elles doivent faire l'objet de mémoires de constatation adressés par les Services régionaux V.B. à la Comptabilité Générale, suivant la procédure en vigueur pour les dépenses de prestations indiquée par la lettre F2 CGI N° 852-1180 du 22 juillet 1944 en faisant jouer les deux comptes de constatation suivants qui sont ouverts à la balance des comptes :

N° 5561 - "Décomptes établis au titre des occupations de locaux", tenu par la Comptabilité Générale.

et N° 4529 - "Contre-valeur des décomptes établis au titre des occupations de locaux", tenu par les Services régionaux V.B.

Sur un même mémoire ne doivent figurer que des dépenses de la même catégorie. La lettre de la catégorie (s, t, u, v) est inscrite de façon apparente dans l'angle supérieur droit du mémoire.

Des instructions seront données ultérieurement pour la présentation de mémoires de recouvrement aux autorités compétentes. Cependant les Régions peuvent déférer aux demandes des Préfectures ou, éventuellement, des autorités d'occupation qui proposeraient le règlement en leur adressant des mémoires de recouvrement, les mémoires de constatation correspondants étant alors établis par les Services V.B. et adressés à la Comptabilité Générale ainsi qu'il est précisé ci-dessus.

5° - Travaux neufs concernant les locaux occupés et les locaux de remplacement non à la charge de la S.N.C.F. (catégorie n° 5), soit en raison de l'acceptation des autorités allemandes, soit par décision de la Commission Favière.

Sont à classer dans cette catégorie les travaux de construction, de modification et de transformation des locaux, ainsi que les acquisitions de mobilier et d'outillage, lorsque la charge de ces dépenses a été acceptée directement par les autorités allemandes ou lorsque la S.N.C.F. en a été déchargée par décision de la Commission Favière.

Ces dépenses sont imputées au Chapitre IV, article 47.

Les dépenses de cette catégorie qui sont faites par des Services autres que les Services V.B. sont facturées à ces derniers.

Elles sont, en principe, remboursables par les autorités d'occupation.

Elles font l'objet de mémoires adressés à la Comptabilité Générale suivant la procédure en vigueur pour les dépenses de prestations et donnant lieu à constatation, au débit du compte N° 5552 "Décomptes établis au titre des prestations fournies et des travaux exécutés à la demande des autorités d'occupation" par la Comptabilité Générale, et au crédit du compte N° 4520 "Contre-valeur des décomptes établis, etc ..." par les Subdivisions régionales de comptabilité V.B.

6° - Travaux neufs, concernant les locaux occupés et les locaux de remplacement, mis à la charge de la S.N.C.F. par décision de la Commission Favière (mêmes éléments de dépenses qu'au § 5 ci-dessus), y compris fournitures de mobilier, à condition que ce dernier reste la propriété de la S.N.C.F. (1).

7° - Dépenses normales de gestion des locaux de remplacement, comprenant les frais d'entretien et de gestion et les loyers de ces locaux, si la S.N.C.F. en est locataire.

Les dépenses prévues aux § 6 et 7 ci-dessus sont considérées comme des dépenses ordinaires de la S.N.C.F. Elles sont évaluées et imputées comme telles, soit au compte d'exploitation, soit au compte d'établissement suivant leur nature ou leur importance.

.../

-
- (1) Ne sont pas considérés comme restant la propriété de la S.N.C.F., d'une part, le mobilier qui a un caractère personnel (T.S.F., cadres de tableaux ou de photographies, etc ...) à facturer directement aux demandeurs, d'autre part, le mobilier fourni pour les locaux n'appartenant pas à la S.N.C.F., à traiter comme au 4°.

Régularisation du passé -

Il ne sera fait aucune régularisation des imputations faites au compte d'Exploitation.

Seules seront régularisées les écritures passées aux comptes de constatation :

a) les mémoires qui auraient été adressés à la Comptabilité Générale comprenant des dépenses de la catégorie 1° doivent être rectifiés ou annulés.

b) les mémoires qui auraient été adressés à la Comptabilité Générale comprenant des dépenses des catégories 2°, 3°, 4° et 5° doivent être virés aux comptes de constatation nouveaux N° 5561 et 4529.

A cet effet, les Services émetteurs reprendront ces mémoires à la Comptabilité Générale, en annulant les écritures passées aux anciens comptes de constatation et en vérifieront les éléments, conformément aux prescriptions ci-dessus. Puis les Services Ex et MT adresseront, sans facturation, les mémoires ainsi vérifiés aux Services VB. Ceux-ci les transmettront, avec les leurs et sous leur propre référence à la Comptabilité Générale en faisant jouer les comptes nouveaux Nos 4529 et 5561.

c) les mémoires qui auraient été adressés à la Comptabilité Générale comprenant des dépenses des catégories 6° et 7° doivent être annulés.

NOTA - Il est rappelé que toutes les dépenses imputées à l'article 47 du Chapitre IV doivent être évaluées suivant les règles applicables aux dépenses à la charge de tiers.

Le Directeur des Services Financiers,



Copie transmise à :

- III. les Directeurs des Services M, T, V, A, P et C.
- III. les Chefs des Services X, C.M. et C.
- M. le Chef du Service du Domaine, pour le tenir informé.
- III. les Chefs des Services Ex, MT et VB (toutes Régions).

N O T E

sur les règles à suivre pour le calcul des indemnités locatives afférentes à la mise à disposition des autorités d'occupation de locaux et de terrains

Article I

ANNEXE

NORD - TRAMON	
Service Central	
14 SEPT 1944	
Rég G	PI 600
N° 6092	57

Attribution des Services : Le Service V.B. Régional (section domaniale, en principe), centralise tous les renseignements concernant les locaux et terrains occupés sur l'ensemble de la Région. Il doit, notamment, connaître pour chaque occupation :

- a) - la nature du local occupé en vue de sa classification dans les catégories prévues au barème forfaitaire ci-joint ;
- b) - sa surface ;
- c) - s'il est meublé ou non ;
- d) - s'il est éclairé et pourvu d'appareils de chauffage ;
- e) - l'autorité ou les autorités qui ont occupé successivement et qui occupent, actuellement, le local en cause (Armée allemande - H.V.D. - Organisation Todt - Organisation W.F.O. - Croix-Rouge allemande, etc....) ;
- f) - les dates d'occupation et de libération ;
- g) - les périodes pendant lesquelles les locaux meublés n'ont pas été effectivement occupés, tout en demeurant réquisitionnés ou réservés par les autorités d'occupation.

Le Secrétariat Général (Domaine) est chargé de centraliser, de vérifier, de classer et de tenir attachement de tous les renseignements qui lui ont été et lui seront transmis par les Régions. A toutes fins utiles, il tient à jour un fichier des terrains et locaux réquisitionnés. En outre, il établit les états de demandes de règlement et les adresse aux Préfectures en y joignant toutes pièces justificatives utiles. Il est seul qualifié pour répondre à toute demande de renseignements ou de justifications complémentaires présentée par les Préfectures ou toutes autres autorités administratives.

Les Services Financiers reçoivent du Secrétariat Général deux copies de tous les mémoires adressés aux Préfectures et sont chargés d'en poursuivre le recouvrement et de tenir la comptabilité des règlements intervenus.

.....

Article 2

Détermination de l'indemnité locative -

Les indemnités locatives sont déterminées forfaitairement par mètre carré et par mois, en se référant à la situation des locaux et terrains (Seine, villes de plus de 50.000 habitants, autres localités) suivant tableau ci-annexé.

Article 3

Régularisation du passé -

1^{re}) Les Services V.B. Régionaux donnant au Secrétariat Général (Domaine), sur sa demande, tous renseignements utiles sur les occupations en cours ou expirées au 31 décembre 1943.

2^e) Les relevés établis par les Régions pour la période antérieure au 31 décembre 1943 sont redressés directement par les soins du Secrétariat Général pour tenir compte du nouveau tarif forfaitaire déterminé par le tableau ci-annexé.

3^e) Redressement des imputations erronées et des erreurs matérielles: les Régions sont tenues d'en aviser, dans le plus court délai et sous forme de relevés rectificatifs, le Secrétariat Général qui en prend attachement.

4^e) Le Secrétariat Général est tenu avisé, au moyen d'un état récapitulatif, de toutes les sommes perçues directement par les Régions, soit des Préfectures, soit des Mairies, soit les autorités d'occupation, au titre des réquisitions de locaux ou de terrains.

Article 4

Modifications postérieures au 1^{er} janvier 1944 -

Toutes modifications survenues postérieurement au 1^{er} janvier 1944 (nouvelles occupations, augmentations ou diminutions des surfaces occupées, changement d'autorité occupante, apport ou enlèvement de mobilier, installation ou suppression de l'éclairage ou du chauffage, fin de l'occupation, etc...) doivent, à la diligence du Service V.B. Régional, et, dans le mois qui suivra, être signalées au Secrétariat Général (Domaine) par état conforme au modèle ci-joint.

Ces états devront également faire mention des périodes pendant lesquelles des locaux meublés seraient temporairement inutilisés par les autorités d'occupation.

La numérotation sur les états se fera dans l'ordre chronologique, sans interruption dans l'ordre des numéros, à raison d'un N° par modification signalée, plusieurs modifications pouvant figurer sur le même état.

Article 5

Periodicité d'envoi des mémoires en vue du règlement des indemnités locatives -

En vue de leur présentation aux Préfectures, le Secrétariat Général établira, par département et par organisme occupant, un mémoire pour chacune des années 1940 à 1943, et ensuite un mémoire par trimestre.

Article 6

Bons de réquisition -

En principe, aucune indemnité ne sera réglée si, à la demande, ne sont pas joints les bons de réquisition délivrés par les autorités occupantes.

Dès réception des présentes instructions, les Régions doivent donc adresser au Secrétariat Général (Domaine) tous les originaux des bons de réquisition qui se trouvent en leur possession. Quand il n'a pas été délivré de bon de réquisition, les Services locaux doivent faire, sans tarder, les démarches nécessaires auprès des autorités occupantes pour obtenir la délivrance de bons de régularisation ou de duplicata des bons antérieurement délivrés et perdus. En cas de refus, le Secrétariat Général devra être avisé immédiatement à toutes fins utiles.

Article 7

Cas spéciaux -

1^o) En matière de concessions de buffets, hôtels, buvettes, le concessionnaire maintenu dans les lieux est tenu, en principe, à faire son affaire personnelle des réquisitions, la redevance due à la S.N.C.F. continuant, sauf pour mention contraire, à lui être versée.

2^o) Le même principe est applicable aux réquisitions de locaux concédés à des tiers dans le Domaine du Chemin de fer.

.....

3°) Pour les locations consenties, soit à titre gratuit, soit à titre onéreux, à des agents de Chemin de fer logés statutairement ou astreints à la résidence, la S.N.C.F. fait son affaire personnelle du droit à indemnité pour le local, les dépenses de gestion et, le cas échéant, pour le mobilier, à la double condition que l'occupation ait été signalée au Secrétariat Général et qu'il ait été délivré un bon de réquisition.

Les agents ayant subi, par suite d'une réquisition, une privation partielle ou totale des locaux auxquels leur fonction leur donne droit, peuvent percevoir, en principe, s'ils n'ont pas été pourvus de locaux de remplacement, une indemnité calculée d'après le barème établi au tableau ci-annexé. La date de paiement de cette indemnité sera fixée ultérieurement.

Les agents logés de gré à gré, en conformité de l'I.G. N° 18, sont tenus, s'ils ont subi une réquisition totale ou partielle, de présenter leurs demandes d'indemnités à la Mairie de leur résidence, ainsi que de simples particuliers. Toutefois, ils n'ont à régler le loyer afférent à la période de réquisition qu'autant qu'ils ont touché leur indemnité de réquisition, et dans la limite des sommes perçues.

4°) Les canalisations de toute nature traversant ou empruntant longitudinalement les emprises du Chemin de fer et établies par les autorités d'occupation, font l'objet de décomptes spéciaux calculés d'après la tarification actuellement en vigueur. Elles font l'objet de bons de constatation à transmettre au Secrétariat Général.

5°) Les Régions doivent, à partir de la parution de la présente note, refuser le règlement, par les autorités administratives françaises ou allemandes, de toute somme correspondant à des indemnités d'occupation de locaux ou de terrains.

6°) Les mobiliers et matériels dont l'absence sera constatée à la fin des occupations seront portés sur les états demandés d'autre part par lettre du 22 novembre 1943, relative à l'inventaire des objets réquisitionnés par les Allemands.

7°) En cas de destruction totale ou partielle par faits de guerre de locaux réquisitionnés, l'indemnité d'occupation cesse d'être due ou est réduite proportionnellement du jour de la destruction, et le fait doit être signalé dans le mois qui suit, ainsi qu'il est dit à l'article 2 ci-dessus.

Article 9

Les présentes instructions prennent effet à la date de leur parution. Toutes les instructions données antérieurement en matière d'occupation de locaux et de terrains sont annulées et remplacées par la présente note.

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

NO	
14 SEPT 1944	
6092	Pièce 57

Modifications survenues dans les occupations
de locaux et de terrains par les autorités
d'occupation

VOIE et BATIMENTS
Région

ANNEXE

MOIS

Autorité à l'origine de la demande de prestations :

N°	Commune et désignation du local ou du terrain en cause	Modifications survenues	Observations

....., le

Le Chef du Service V.E.

S. N. C. F.

Secrétariat Général

Domaine

REQUISITIONS ALLEMANDES DE LOCAUX ET TERRAINS
INDEMNITE FORFAITAIRE PAR METRE CARRE ET PAR LOIS

Désignation	Seine	Villes de plus de 50 000 habitants	Autres localités	Eclairage	Chauffage (1)	Eau (2)	Observations
Locaux clos et couverts (Bureaux, salles d'attente, logements, maisons de garde, caisses à wagons, etc...)							
Meublé (3)	9	8	6	1	5	2	
Non Meublé	6	5	4	1	5	2	
Halles et quais couverts	5	4	3	1			
Quais découverts, terrains empierrés, terrasses	1,5	0,8	0,6			2	
Terrains nus	1	0,6	0,4				

(1) A facturer du 1er octobre au 31 mars.

(2) A facturer seulement pour les locaux à usage de cantines, bains-douches, buanderies et pour les bassins des piscines, ainsi que pour tous les locaux dans lesquels se fait habituellement une consommation d'eau importante.

(3) En cas d'occupation des locaux meublés, les indemnités seront réduites de 30 %.

/TD

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

88 RUE SAINT-LAZARE . PARIS IX . TEL. TRINITÉ 73-00

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

DOMAINE

Guerre

Divers

 Réquisition de locaux et de
terrains appartenant à la SNCF
à des tiers

 898^A le

29 Septembre 1944

N° G

N° 6092

59

 Monsieur le Chef du Service
de la Voie et des Bâtiments,
Région NORD

Par une circulaire FE - CGL N° 852 -
IISI du 22 Juillet 1944, les Services Finan-
ciers vous ont fait connaître les dispositions
à appliquer en vue de la comptabilisation et
du recouvrement des dépenses relatives à la
mise à disposition des autorités allemandes
des locaux ou terrains appartenant à la S.N.C.F.
ou pris par elle en location.

Je vous adresse ci-joint une liste de
locaux réquisitionnés que je vous serais obli-
gé de vouloir bien me faire retourner d'urgen-
ce, dûment complétée de certains renseignements
(meublé, éclairé, chauffé), nécessaires à
l'établissement des mémoires destinés aux
Préfectures intéressées.

2 - OCT 1944

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT,

M. Bernand

M. Musenacker

M. Villet

- 6 OCT 1944

 D. 898^R En retour au classement
après réunion fait

5/3/45

à classer

 Le Chef du Domaine
Veiller

VEN - 6 OCT 44

TD *M. Messumacker*
M. Seelberg

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

88 RUE SAINT-LAZARE . PARIS IX . TEL. TRINITÉ 73-00

12 OCT 1944

3 OCTOBRE

1944

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL
DOMAINE

M. Guillaume

Guerre
Divers
Région de locaux
terreins appartenant
à la S.N.C.F. ou à
des tiers

Monsieur le Directeur
de la Région
NORD
N° 678 / 4 19

La circulaire FE - CGI N° 85 - 852 - 1181

du 22 Juillet 1944 des Services Financiers vous a fait connaître les dispositions à appliquer en vue de la comptabilisation et du recouvrement des dépenses relatives à la mise à disposition des autorités allemandes de locaux et terrains appartenant à la S.N.C.F. ou pris par elle en location.

Conformément aux instructions du Ministère des Finances, nous devons joindre à nos demandes d'indemnité des ordres de réquisition délivrés par les autorités allemandes. La réalisation de cette procédure s'étant avérée très difficile en égard au nombre infime de bons de réquisition établis régulièrement, nous avons été amenés à demander au Ministère un nouvel examen de la question.

Par lettre N° 5823 du 20 Septembre 1944 - dont ci-joint copie - le Ministère des Finances nous fait connaître les nouvelles dispositions à appliquer pour l'établissement de certificats en remplacement des bons de réquisition.

Je vous serais obligé de vouloir bien donner les instructions nécessaires pour que ces certificats soient établis par les Mairies le plus rapidement possible.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT.

10 OCT 1944

M. Messumacker
M. Seelberg
M. Villet

19 OCT 1944

En retour au classement après traitement fait

-:-:-

Paris, le 20 SEPTEMBRE 1944

Direction
de la
Comptabilité Générale

Service Central des
Réquisitions Allemandes

-:-:-:-:-

- 1ère Section

N° 5823

Objet : Réquisitions par les
autorités allemandes de
locaux et terrains appar-
tenant à la S.N.C.F.

Référence : Votre lettre ML du
21 Juillet 1944

Monsieur le Directeur,

Comme suite à votre lettre citée en référence, relative aux difficultés soulevées par l'application des dispositions de la circulaire N° 282 RA, du 19 Juin 1944, concernant le calcul des indemnités à allouer à la S.N.C.F. pour la réquisition de ses immeubles par les autorités allemandes, j'ai l'honneur de vous faire connaître que, pour la période antérieure au 19 Juin 1944, la liquidation des indemnités dues à la S.N.C.F. pourra, dans le cas où les autorités allemandes se seront refusées à délivrer des bons de réquisition réguliers, être effectuée sur le vu de certificats établis par les maires des communes intéressées et attestant que les locaux et terrains dont il s'agit ont été réquisitionnés pour les besoins du logement et du cantonnement des troupes allemandes.

J'ajoute qu'à l'appui de toute demande d'indemnité, il conviendra, dans le cas où vos services ne pourraient produire un bon de réquisition émanant des autorités allemandes, de joindre à l'attestation du maire une copie de la présente lettre.

Il reste entendu que pour la période postérieure au 19 Juin 1944, les demandes d'indemnité devront être accompagnées de bons réguliers de réquisition délivrés par les services allemands requérants.

Agréez, Monsieur le Directeur, l'assurance de ma parfaite considération.

Pour le Ministre Secrétaire d'Etat et
par autorisation
Le Directeur de la Comptabilité Générale

Monsieur le Directeur de la S.N.C.F.
Secrétariat Général - Domaine
5 rue de Florence

Signé :
Illisible

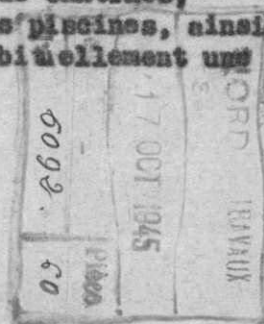
P A R I S

NORD	
17 OCT 1945	
Rép	Pièces
N° 6092	60

S.N.C.F.
SECRETARIAT GENERAL
DOMAINE

Désignation	Seine	Villes de plus de 50.000 habitants	Autres localités	Eclairage	Chauffage	Eau (1)	Observations
Locaux clos et couverts (Bureaux - salles d'attente - logements Maisons de garde - Caisses à Wagons, etc...)							
Meublé	9	8	6	1	5	2	
Non meublé	6	5	4	1	5	2	
Halles et quais couverts	5	4	3	1			
Quais découverts - terrains empierrés- Terrasses	1,5	0,8				2	
Terrains nus	1	0,6					

(1) A facturer seulement pour les locaux à usage de cantines, bains-douches, buanderies, et pour les bassins des piscines, ainsi que pour tous les locaux dans lesquels se fait habituellement une consommation d'eau importante.



AMIENS, le 6 NOVEMBRE 1944



VB.N. va2

Auberges de la Jeunesse
à MONTDIDIERMonsieur le Chef de la Division de
l'Entretien,

NORD - FRANCE	
Service Général	
9 NOV 1944	
Objet	Place
N° 6092.	61.

3. Annexe 3

- I -

Le Maire de MONTDIDIER vient de faire une démarche auprès du Chef de District de MONTDIDIER, en vue de la réquisition des Auberges de la Jeunesse, pour y loger 800 soldats américains qui doivent arriver dans la Région.

Nos agents locaux sont parvenus à dissuader le Maire de cette réquisition en faisant ressortir l'intérêt des Auberges qui doivent reprendre leur activité au début de 1945 et où nous procédons aux remises en état nécessaires.

Etant donné que les Auberges ont déjà été réquisitionnées par les Allemands en 1940, je pense qu'il serait prudent que nous ayons une levée de réquisition signée par les Autorités militaires et civiles compétentes afin d'éviter des difficultés dans l'avenir.

J'interviens auprès du Colonel NICOL dans ce sens (lettre dont copie ci-jointe), mais étant donné qu'il s'agit d'une demande de l'armée américaine, je vous serais très obligé de vouloir bien insister auprès des Autorités compétentes afin que les Auberges soient au même titre que les autres installations du chemin de fer, exemptées de toute réquisition.

L'Ingénieur de la Voie,
Chef du 2^e Arrondt,

*Copie à la Flamant
pour le tenir au courant*

Copie à la Mairie

Interviens pour le levé de cette réquisition d'urgence

*fait 8/11/44
B.*

L

Dille
BOSSER

COPIE

AMIENS

6 NOVEMBRE

44

L'Ingénieur de la Voie et des Bâtiments
Chef du 2ème arrondissement,

à Monsieur le Colonel NICOL

ANNEXE

AMIENS	
NORD	
Service	
18 NOV 1944	
R. G.	P. M.
N° 6012	61

VB.N. va2 /W

MONTDIDIER

Auberge de la Jeunesse

La S.N.C.F. possède, ^{sur les emprises} sur les emprises de la gare de MONTDIDIER - LE MONCHEL, d'intéressantes installations dénommées "Auberges de la Jeunesse" où les jeunes agents, les apprentis et les enfants viennent faire des séjours en vue de l'amélioration de leur condition physique.

Les "Auberges", dont l'équipement est spécialement adapté à la jeunesse ont été occupées en 1940 par l'armée allemande qui y a causé de nombreuses déprédations. Nous procédons en ce moment aux réparations qui s'imposent avec le désir de donner à très brève échéance au centre de MONTDIDIER une activité qui se révèle plus que jamais nécessaire après la période qui vient de s'écouler.

Or, le Maire de MONTDIDIER vient de faire une démarche en vue de réquisitionner les "Auberges" pour l'armée américaine qui doit recevoir un renfort de 800 hommes dans la région. Nous avons pu, pour cette fois, éviter la réquisition mais il est possible qu'une nouvelle demande nous soit faite par l'Armée ce qui nous créerait de nouvelles difficultés.

Je vous serais très obligé de vouloir bien intervenir pour que les Auberges de MONTDIDIER soient, au même titre que les autres installations du chemin de fer, exemptées de toute réquisition et je vous remercie à l'avance de ce que vous voudrez bien faire dans ce sens, dans l'intérêt général de la S.N.C.F.

L'Ingénieur de la Voie,
Chef du 2° Arrondt,

Minute

Amiens, le 6 Novembre 1944.

N° RD 124144	
16 NOV 1944	
K. G	P. 61
6011	

VB.N.va2

Auberges de la Jeunesse
à MONTDIDIER

Monsieur le Chef de la Division de
l'Entretien

Le Maire de MONTDIDIER vient de faire une démarche auprès du Chef de District de MONTDIDIER, en vue de la réquisition des Auberges de la Jeunesse, pour y loger 800 soldats américains qui doivent arriver dans la Région.

Nos agents locaux sont parvenus à dissuader le Maire de cette réquisition en faisant ressortir l'intérêt des Auberges qui doivent reprendre leur activité au début de 1945 et où nous procédons aux remises en état nécessaires.

Etant donné que les Auberges ont déjà été réquisitionnées par les Allemands en 1940, je pense qu'il serait prudent que nous ayons une levée de réquisition signée par les Autorités militaires et civiles compétentes afin d'éviter des difficultés dans l'avenir.

J'interviens auprès du Colonel NICOL dans ce sens (lettre dont copie ci-jointe), mais étant donné qu'il s'agit d'une demande de l'armée américaine, je vous serais très obligé de vouloir bien insister auprès des Autorités compétentes afin que les Auberges soient au même titre que les autres installations du chemin de fer, exemptées de toute réquisition.

L'Ingénieur de la Voie,
Chef du 2^e Arrondissement,
"PILLE"

Copie à Monsieur FLAMENT,
pour le tenir au courant.

8 Novembre 1944

Copie à Monsieur MEESEMAECKER
Intervenir pour la levée de cette réquisition d'urgence

L

Amiens, le 6 Novembre 1944.

L'Ingénieur de la Voie et des Bâtiments
Chef du 2ème Arrondissement

à Monsieur le Colonel NICOL

AMIENS

16 NOV 1944	
N° 6012	Pièce 61

VB/N va2/W

Montdidier

Auberge de la Jeunesse

ANNEXE

La S.N.C.F. possède dans les emprises de la gare de MONTDIDIER - LE MONCHEL, d'intéressantes installations dénommées "Auberges de la Jeunesse" où les jeunes agents, les apprentis et les enfants viennent faire des séjours en vue de l'amélioration de leur condition physique.

Les "Auberges", dont l'équipement est spécialement adapté à la jeunesse, ont été occupées en 1940 par l'armée allemande qui y a causé de nombreuses déprédations. Nous procédons en ce moment aux réparations qui s'imposent avec le désir de donner à très brève échéance au centre de MONTDIDIER une activité qui se révèle plus que jamais nécessaire après la période qui vient de s'écouler.

Or, le Maire de MONTDIDIER vient de faire une démarche en vue de réquisitionner les "Auberges" pour l'armée américaine qui doit recevoir un renfort de 800 hommes dans la région. Nous avons pu, pour cette fois, éviter la réquisition mais il est possible qu'une nouvelle demande nous soit faite par l'Armée ce qui nous créerait de nouvelles difficultés.

Je vous serais très obligé de vouloir bien intervenir pour que les Auberges de MONTDIDIER soient, au même titre que les autres installations du chemin de fer, exemptées de toute réquisition et je vous remercie à l'avance de ce que vous voudrez bien faire dans ce sens, dans l'intérêt général de la S.N.C.F.

L'Ingénieur de la Voie,
Chef du 2° Arrond^t,
"PILLE"

S.N.C.F.

SERVICES FINANCIERS

Division Centrale
de la
Comptabilité Générale

F2 CG1 n° 859-1285

COPIE

Requisition de locaux, de terrain et
de matériel appartenant à la S.N.C.F.
ou à des tiers

N° Guerre	
N° Invent	

PARIS, le 15 Novembre 1944

Monsieur le Chef du Service
(tous Services)
de la Région (toutes Régions)

Objet - Prélèvements de fonds par des membres de la
Résistance.

Durant l'occupation allemande, des prélèvements de numéraire ont été pratiqués dans certaines caisses de la S.N.C.F. par des personnes armées. La plupart de ces prélèvements semblent le fait de formations des Forces Françaises de l'Intérieur ou des mouvements de résistance. Dans certains cas, ils ont été couverts par des bons de réquisition ou des reçus; certaines prises de fonds, en nombre limité, peuvent, par contre, être des vols ordinaires.

La Direction Centrale des Forces Françaises de l'Intérieur est disposée à nous rembourser les prélèvements effectués par des organisations qui seront reconnues comme appartenant effectivement à des unités constitutives des F.F.I., sous la condition, toutefois, que nos demandes soient accompagnées de justifications suffisantes.

I - Justifications -

Il est nécessaire de faire valider les reçus restés en notre possession ou de nous faire délivrer les pièces justificatives utiles. Ces opérations seront poursuivies dans les conditions suivantes, par les soins des Chefs d'Etablissement intéressés.

a) Prélèvements constatés par bons de réquisition ou reçus -

Il y aura lieu de se rapprocher immédiatement des formations F.F.I. ou des organismes de liquidation de ces formations à l'effet de faire compléter les bons ou reçus par toutes les indications permettant d'identifier les responsables qui ont procédé ou fait procéder aux prises de fonds : nom du Chef de la formation, dénomination de l'unité, emplacement de l'unité au moment de la réquisition. Les bons qui ont été remis aux Brigades de gendarmerie pour l'enquête administrative devront être récupérés.

b) Prélèvements opérés sans remise de bons ou reçus -

On s'efforcera de retrouver la trace des formations F.F.I. présumées ou de leurs organismes de liquidation à l'effet d'obtenir à posteriori, les certifications qui font défaut. Les renseignements utiles pourront également être recueillis auprès des Directions départementales des F.F.I. qui ont été invitées par l'Administration Centrale à dresser une liste des prélèvements effectués par les formations placées sous leurs ordres.

A défaut de ces pièces, le Chef d'établissement dressera un rapport circonstancié du prélèvement revêtu de la signature certifiée des témoins qui y ont assisté. Ce rapport devra donner les indications susceptibles de prouver que les auteurs du prélèvement étaient membres des F.F.I.

II - Demandes de remboursement -

Les Chefs d'établissement devront adresser à leur Chef d'Arrondissement la liste des prélèvements exercés dans leur caisse, accompagnée des bons de réquisition ou reçus validés ou, à défaut, des rapports de témoins. L'Arrondissement établira, à l'aide de ces listes, 2 catégories de relevés; la première catégorie comprendra les prélèvements justifiés par des bons de réquisition ou reçus validés; la deuxième comprendra les autres prélèvements. Ces relevés indiqueront la date, la désignation de l'établissement, le lieu du prélèvement, le montant des prises de fonds et porteront, dans une colonne supplémentaire, la désignation des pièces justificatives.

L'Arrondissement présentera à M. l'Intendant militaire départemental qui siège habituellement au Chef-Lieu, des demandes de remboursement auxquelles seront jointes les relevés et les pièces justificatives; il sera précisé dans ces demandes que le règlement est à faire par Mandat administratif à adresser à la Comptabilité Générale et payable au compte ouvert au Trésor public au nom de la S.N.C.F., sous le n° 27-28.

Pour permettre à la Comptabilité Générale de créditer les Services intéressés, des recettes attendues, je vous serai obligé de vouloir bien lui faire parvenir une copie des demandes de remboursement qui seront présentées, ainsi qu'une copie des relevés annexés; le montant des sommes remboursées sera imputé par les Services régionaux intéressés au crédit de l'article du Compte d'Exploitation qui aura supporté le montant du prélèvement correspondant.

Je vous retourne les documents qui avaient été communiqués, sur votre demande, par votre :

Subdivision de Comptabilité

en vous priant d'attirer l'attention de vos représentants locaux sur l'urgence que présente la poursuite de cette affaire.

Le Chef de la Division Centrale
de la Comptabilité Générale,

"J. METTAS"

P.S. - Les mêmes mesures seront à prendre en ce qui concerne les réquisitions ou prélèvements d'approvisionnements ou de matériel par des membres de la Résistance. Dans ce cas, les reçus validés ou les rapports de témoins devront être accompagnés de factures détaillées sur lesquelles dans la mesure du possible, on fera apposer par les organismes F.F.I. responsables ou par leurs organismes de liquidation, une mention de certification. Les factures de plus de 500 frs seront établies sur papier timbré.

Copie à Monsieur (tous les I.V. sauf le 2^e Arrt)
+ M. de CHAUMONT, M. WARNIEZ, M. SIGRIST.

pour application en ce qui concerne les prélèvements ou réquisitions de matériel ou objets divers qui auraient pu être effectués dans vos Etablissements, pendant l'occupation allemande, par des membres de la Résistance.

A ma connaissance, aucun prélèvement de fonds n'a eu lieu durant cette période en ce qui vous concerne.

Contrairement au § II de la note ci-dessus des Services Financiers, la Subdivision de la Comptabilité présentera elle-même les demandes de remboursement à l'Intendance militaire. En conséquence vous voudrez bien m'adresser, le cas échéant, les pièces et renseignements justificatifs à fournir à l'appui de ces demandes et dont il est question dans cette note, étant entendu que le montant du matériel faisant l'objet d'une demande de remboursement par la S.N.C.F. serait à déterminer en considérant la valeur de ces objets à l'époque de leur prélèvement ou réquisition.

Les Services Financiers attirent notre attention sur l'urgence que présente la poursuite de cette affaire; je vous prie donc de vouloir bien faire le nécessaire sans délai.

Le Chef de la Subdivision

de la Comptabilité

"ROUSSEL"

Copie à M.M. GUILLAUME
DEMAUX
MESEMAECKER

Le Chef de la Subdivision

de la Comptabilité

GLASSER

Les Services Financiers attirent notre attention sur l'urgence que présente la poursuite de cette affaire; je vous prie donc de vouloir bien faire le nécessaire sans délai.

Le Chef de la Subdivision
de la Comptabilité
"ROUSSEL"

Copie à M.M. GUILLAUME
DEMAUX
MEESEMAECKER

Le Chef de la Subdivision
de la Comptabilité

S.N.C.F.

SERVICES FINANCIERS

Division Centrale
de la
Comptabilité Générale

F2 CG1 n° 859-1285

C O P I E

PARIS, le 15 Novembre 1944

Monsieur le Chef du Service
(tous Services)
de la Région (toutes Régions)

Objet - Prélèvements de fonds par des membres de la
Résistance.

Durant l'occupation allemande, des prélèvements de numéraire ont été pratiqués dans certaines caisses de la S.N.C.F. par des personnes armées. La plupart de ces prélèvements semblent le fait de formations des Forces Françaises de l'Intérieur ou des mouvements de résistance. Dans certains cas, ils ont été couverts par des bons de réquisition ou des reçus; certaines prises de fonds, en nombre limité, peuvent, par contre, être des vols ordinaires.

La Direction Centrale des Forces Françaises de l'Intérieur est disposée à nous rembourser les prélèvements effectués par des organisations qui seront reconnues comme appartenant effectivement à des unités constitutives des F.F.I., sous la condition, toutefois, que nos demandes soient accompagnées de justifications suffisantes.

I - Justifications -

Il est nécessaire de faire valider les reçus restés en notre possession ou de nous faire délivrer les pièces justificatives utiles. Ces opérations seront poursuivies dans les conditions suivantes, par les soins des Chefs d'Etablissement intéressés.

a) Prélèvements constatés par bons de réquisition ou reçus -

Il y aura lieu de se rapprocher immédiatement des formations F.F.I. ou des organismes de liquidation de ces formations à l'effet de faire compléter les bons ou reçus par toutes les indications permettant d'identifier les responsables qui ont procédé ou fait procéder aux prises de fonds : nom du Chef de la formation, dénomination de l'unité, emplacement de l'unité au moment de la réquisition. Les bons qui ont été remis aux Brigades de gendarmerie pour l'enquête administrative devront être récupérés.

b) Prélèvements opérés sans remise de bons ou reçus -

On s'efforcera de retrouver la trace des formations F.F.I. présumées ou de leurs organismes de liquidation à l'effet d'obtenir à posteriori, les certifications qui font défaut. Les renseignements utiles pourront également être recueillis auprès des Directions départementales des F.F.I. qui ont été invitées par l'Administration Centrale à dresser une liste des prélèvements effectués par les formations placées sous leurs ordres.

A défaut de ces pièces, le Chef d'établissement dressera un rapport circonstancié du prélèvement revêtu de la signature certifiée des témoins qui y ont assisté. Ce rapport devra donner les indications susceptibles de prouver que les auteurs du prélèvement étaient membres des F.F.I.

II - Demandes de remboursement -

Les Chefs d'établissement devront adresser à leur Chef d'Arrondissement la liste des prélèvements exercés dans leur caisse, accompagnée des bons de réquisition ou reçus validés ou, à défaut, des rapports de témoins. L'Arrondissement établira, à l'aide de ces listes, 2 catégories de relevés; la première catégorie comprendra les prélèvements justifiés par des bons de réquisition ou reçus validés; la deuxième comprendra les autres prélèvements. Ces relevés indiqueront la date, la désignation de l'établissement, le lieu du prélèvement, le montant des prises de fonds et porteront, dans une colonne supplémentaire, la désignation des pièces justificatives.

L'Arrondissement présentera à M. l'Intendant militaire départemental qui siège habituellement au Chef-Lieu, des demandes de remboursement auxquelles seront joints les relevés et les pièces justificatives; il sera précisé dans ces demandes que le règlement est à faire par Mandat administratif à adresser à la Comptabilité Générale et payable au compte ouvert au Trésor public au nom de la S.N.C.F., sous le n° 27-28.

Pour permettre à la Comptabilité Générale de créditer les Services intéressés, des recettes attendues, je vous serai obligé de vouloir bien lui faire parvenir une copie des demandes de remboursement qui seront présentées, ainsi qu'une copie des relevés annexés; le montant des sommes remboursées sera imputé par les Services régionaux intéressés au crédit de l'article du Compte d'Exploitation qui aura supporté le montant du prélèvement correspondant.

Je vous retourne les documents qui avaient été communiqués, sur votre demande, par votre :

Subdivision de Comptabilité

en vous priant d'attirer l'attention de vos représentants locaux sur l'urgence que présente la poursuite de cette affaire.

Le Chef de la Division Centrale
de la Comptabilité Générale,

.....

P.S. - Les mêmes mesures seront à prendre en ce qui concerne les réquisitions ou prélèvements d'approvisionnement ou de matériel par des membres de la Résistance. Dans ce cas, les reçus validés ou les rapports de témoins devront être accompagnés de factures détaillées sur lesquelles dans la mesure du possible, on fera apposer par les organismes F.F.I. responsables ou par leurs organismes de liquidation, une mention de certification. Les factures de plus de 500 frs seront établies sur papier timbré.

VRN/gc.(E)

Copie à Monsieur PILLE, Chef du 2ème Arrt V.B. à AMIENS.

Pour l'application des mesures prescrites par la note ci-dessus. Deux cas sont à considérer pour ce qui vous concerne :

1°/ Prélèvements de fonds

2°/ Prélèvements en réquisition) par les membres de la
de matériel ou objets divers) Résistance

Prélèvements de fonds -

Ainsi que vous le savez, le 27 Septembre 1943, au cours de sa tournée de paie, notre payeur, M. GALLET, accompagné de M. FAUVEL, expéditionnaire de votre Arrondissement, a été attaqué aux environs de la gare de NESLE-NORMANDEUSE par des hommes armés et dépouillé de la somme de 1.558.933 frs 8.

Des renseignements contenus dans le rapport ci-joint de M. GALLET, on ne peut évidemment en tirer une conclusion absolument certaine quant aux auteurs de l'attentat, mais les conditions dans lesquelles celui-ci s'est produit permettent de penser que l'opération a bien été exécutée par des membres de la Résistance.

Cette opinion se trouve d'ailleurs renforcée par le fait que le Chef qui dirigeait l'opération a déclaré à M. GALLET que lui et ses hommes appartenaient à un groupe de la "France Combattante"; ce renseignement n'a pas été mentionné volontairement dans le rapport de M. GALLET afin de ne pas fournir aux Autorités allemandes des indications susceptibles d'aiguiller leurs recherches.

Dans ces conditions, je vous prie de vouloir bien faire le nécessaire d'urgence auprès des organismes F.F.I. visés en b) du § 1 de la note du 15/11/44 ci-dessus des Services Financiers en vue d'obtenir, le cas échéant, une reconnaissance écrite de notre créance, laquelle devra m'être adressée sans délai pour me permettre d'en poursuivre le remboursement auprès de l'Intendance militaire.

Prélèvements en réquisition de matériel ou objets divers -

En ce qui concerne les prélèvements en réquisition de cette espèce qui auraient pu se produire dans votre Arrondissement, vous aurez à vous conformer aux prescriptions de la note ci-dessus des Services Financiers. Toutefois, contrairement aux indications du § 11 de cette note, la Subdivision de la Comptabilité étant chargée de provoquer elle-même le remboursement des sommes qui pourraient nous être dues par l'Intendance militaire je vous prie de vouloir bien m'adresser, le cas échéant, les pièces et renseignements justificatifs à fournir à l'appui des demandes de remboursement et dont il est question dans la note précitée, étant entendu que la valeur à attribuer par vos soins au matériel prélevé, serait celle de l'époque du prélèvement ou de la réquisition.

.....

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS
88, rue Saint-Lazare - PARIS IX

le 15 NOVEMBRE 1944

DIRECTEUR GENERAL
D. L4910 2/0

Monsieur le Directeur du Service Central
des Installations Fixes et de la Construction

*Classer
4/2 a6*

- Suite à votre lettre Vtm^A 60 000 - 4^A/901 du 9 Novembre 1944 relative à la réquisition en gare de Lavalduc de 4 rails 34^K PLM-A par la Mairie de Fos-sur-Mer.

Je vous demande de bien vouloir rappeler à vos Services que personne n'a le droit de réquisition sur le matériel ferroviaire qui est déjà requis au titre du Ministère de la Guerre.

L'ordonnance d'Alger du 20 Juin 1944, relative à l'exploitation des voies ferrées comprises dans les territoires métropolitains libérés ayant abrogé l'arrêté interministériel qui faisait cesser la situation de réquisition du chemin de fer, la S.N.C.F. a en effet été remise, au moins à partir du 20 Juin 1944, dans cette situation.

Pour ce qui concerne les rails prélevés en gare de Lavalduc, il y a donc lieu d'en réclamer la restitution à la Mairie de Fos-sur-Mer. Dans le cas où le matériel serait déjà utilisé et non récupérable, il conviendrait d'exiger le paiement de la valeur des rails calculée suivant les règles de facturation aux tiers.

*1^{er} N° Guerre
2^e N° Divers
Requisition de locaux déterminés et de
Matériel appartenant à la SNCF
ou à des tiers*

LE DIRECTEUR GENERAL

signé : GOURSAT

NORD - TRAVAIL	
Service Central	
23 NOV 1944	
N° G	62
N° 8098	62

Service Central des
Installations Fixes
et de la Construction

Copie à Monsieur le Chef du Service de la Voie
et des Bâtiments de la Région EST, NORD,
OUEST, SUD-OUEST, SUD-EST

Vtm^A 60 000 - 4^A 21 NOV 1944

903

M. Demaux

en le priant de donner toutes instructions utiles aux Services intéressés qui devront éventuellement faire état de ces prescriptions aussi bien auprès des autorités civiles que des autorités militaires.

P. Le Directeur

Le Chef Adjoint du Service

20 NOV 1944

CLASSER

27 NOV 1944

Copie à M. le CA (1^{er} S)

M. Dechaumont

avec instructions conformes

23/11 a6

*Copie au Service
Copie à M. Delacour*

Paris, le 14 décembre 1944

VB/N gx

879 R

HIRSON

Création d'un centre
d'accueil pour P.G.
déportés ou réfugiés

D^r G. 6092 - pièce 63

Monsieur HARDY,

Suite à votre transmission ci-jointe.

Je n'ai pas non plus d'objection à l'occupation par le
Ministère des Prisonniers de Guerre, Déportés et Réfugiés des locaux dont
il s'agit.

Il y aura lieu :

- 1°) d'obtenir un bon de réquisition régulier précisant bien les locaux
et le matériel mis à disposition;
- 2°) d'établir un état contradictoire des lieux à la prise de possession,
ainsi qu'un inventaire du matériel indiquant l'état de ce matériel.

Ces pièces seront à faire parvenir à la Section du Domaine.

Le Chef de la Division
de l'Entretien,

[Signature]

Hirson 879 R
Cité de Buire

*En retour au classement ; ces locaux ont été réquisitionnés
mais n'ont jamais été occupés*

Le Chef du Domaine

[Signature]

14/11/45

à classer

CLASSER

Hérson le 24.11.44
28

Hérson.
Centre pol de rapatriement
des prisonniers français
déportés etc.

Monsieur l'Ingénieur,

Je vous informe que le Directeur
du Centre pol d'accueil frontalier à Hérson est
venu me voir pour qu'il désire installer un
centre d'édouement pour l'accueil des Prisonniers
déportés et dans le Refectoire des Auberges de la
jeune à Buire.

Actuellement ces Auberges sont occupées par
les bureaux tactiques du Dépt d'Hérson, le Refectoire,
le Dotor de mécaniciens et la Cantine.

Seul demeure inoccupé le Refectoire dans lequel
nous avons assemblé ce qui restait de lits,
matelas, couvertures après le départ des troupes
soviétiques.

C'est donc ce Refectoire que le Directeur du
Centre d'accueil réquisitionne afin d'y ins-
taller une cinquantaine de nos lits. Les douches
et les arros voisins de ce refectoire font partie
également de cette réquisition, ils ne sont
pas utilisés par la tactique.

Cet organisme installé actuellement dans
l'ancienne usine électrique désaffectée d'Hérson
le Centre pol d'accueil des Prisonniers, comprenant
Centre médical, bains douches, dotor, refectoire,
magasins lingerie et d'habillement, destinés à
recevoir quelques milliers de prisonniers par
jour. Notre refectoire des Auberges, comme

1 lettre

comme plusieurs locaux de la ville, ^{serviront} à coucher des prisonniers déjà ^{disinfectés} et ^{épouillés} lorsque par suite d'affluence le Centre ^{ne} pourra les recevoir tous.

Je vous adresse ci-joint la lettre de Réquisition, n'ayant pu justifier l'emploi immédiat de ces locaux (indiqués par la Ville d'Orion probablement). D'autre part étant donné la rareté des immeubles libres en ville et la réquisition déjà opérée par cet organisme sur les baraquements prisonniers établis en ville pour le ~~Ministère~~ Ministère, il serait à mon avis inhumain et peu patriotique d'empêcher cette réquisition.

D'accord avec le Directeur notre Jante cite surveillera l'installation en liaison avec les militaires chargés de guider les prisonniers rapatriés.

Je fais signer la prise en charge de notre matériel par cet organisme et je vous prie de bien vouloir me faire connaître vos instructions.

Min. Guerre
Min. Intérieur
Réquisition de locaux de terrain de matériel

4 DEC 1944
6092 63

V.B. N. 18.3
appartenant à la SNCF ou à des Gars

Transmis à Monsieur l'Ingénieur en Chef

Hirson

779

pour la suite à donner, en le priant de vouloir bien me faire donner ses instructions. Je n'ai pas d'objection en ce qui me concerne.

Je salue, le 1^{er} Dec 1944.

L'Ingénieur de la Voie

Création d'un centre d'accueil pour L.G., déportés et réfugiés.

2 DEC 1944
B
D
SECRETARIAT

5 DEC 1944

du train-marche

Veillet 4.12

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

88 RUE SAINT-LAZARE . PARIS IX . TEL. TRINITÉ 73-00

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL
Domaine

Paris le 19 DECE 1944 1944

COPIE

3 Annexes

S.N.C.F.	21 DEC 1944
Dossier	
N°	678 / 4 24

Monsieur le Directeur
de la Région Sud-Est.

Comme suite à votre lettre n° AGV 12/508 du 4 Décembre 1944 relative à l'établissement par les Mairies de certificats de remplacement pour les réquisitions par les autorités allemandes des locaux et terrains appartenant à la S.N.C.F., vous m'avez fait connaître les difficultés que vous rencontrez dans certains cas, notamment pour les locaux de la gare de Paris-Lyon, en vue d'obtenir les certificats sus-visés.

Des démarches effectuées par le Secrétariat Général (Domaine) auprès du Service des Réquisitions Immobilières à la Préfecture de la Seine, il résulte que la S.N.C.F. est tenue de s'adresser, en ce qui concerne les réquisitions effectuées à Paris et dans la Seine, aux Commissariats de Police et le cas échéant aux Commissariats de gare correspondants.

Vous aurez à tenir compte pour ces différentes demandes de l'emplacement des réquisitions effectuées, d'une part pour Paris, d'autre part pour les communes de la Seine.

Je vous adresse à toutes fins utiles :

- 1°.- Copie de la lettre n° 282 RA du 19 Juin 1944 du Ministère des Finances donnant aux Préfectures toutes instructions utiles en ce qui concerne la S.N.C.F. pour le paiement des indemnités de réquisitions.
- 2°.- Copie de la lettre n° 5823 du 20 Septembre du Ministère des Finances relative à l'établissement des certificats de remplacement.

Guerre
Divers

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Signé: VAGOGNE 27 DEC 1944

3 Annexes

N°	6098
PARTE	64

Requisition de locaux, de terrains et de matériel appartenant à la S.N.C.F. ou à des tiers.

Copie transmise à Monsieur le Directeur de la Région NORD pour le tenir informé.

Paris le 20 DECE 1944

LE CHEF DU DOMAINE

En vertu du classement après réexamen fait.
Le Chef du Domaine
Veillard 15/10/45

H. Guillaume
H

26 DEC 1944

M. Muesmader
M. Villet

27 DEC 1944

M. Michel



Lith. A.C.M. 1

MINISTÈRE
DE L'ECONOMIE NATIONALE
ET DES FINANCES

Service Central
des Réquisitions Allemandes

1ère Section
282 R.A.

PARIS, le 19 Juin 1944

ANNEXE

LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT, AMBASSADEUR DE FRANCE
Délégué Général du Gouvernement Français
dans les Territoires occupés
à Messieurs les Préfets de la zone occupée

OBJET.- Réquisition par les autorités allemandes de locaux
et terrains de la H.N.C.F.

N° 5092

Pièce

64

Dossier

N° 678 / 4 22

J'ai l'honneur de vous faire connaître que les indemnités à allouer à la Société Nationale des Chemins de Fer Français pour la réquisition par les autorités allemandes d'immeubles lui appartenant, en vue d'assurer le logement et le cantonnement des troupes et Services ayant droit au logement et au cantonnement gratuits et définis par les circulaires n° 98 RA du 25 Mars 1942 et 226 RA du 23 Octobre 1943, seront calculées sur les bases forfaitaires ci-après applicables à compter du 25 Juin 1940. :

Taux mensuel par mètre carré :

Désignation	Seine	Villes de plus de 50.000 habitants	autres localités	Eclairage.	Chauffage. (1)	Eau (2)
Locaux clos et couverts (bureaux, salles d'attente, logements, maisons de garde, caisses à wagons, etc...)						
meublés.....	9 Fr	8 Fr	6 Fr	1 Fr	5 Fr	2 Fr
non meublés.....	6	5	4	1	5	2
Halles et quais couverts.....	5	4	3	1		
Quais découverts, terrains empierrés						
terrasses.....	1.50	0.80	0.60			
terrains nus.	1.	0.60	0.40			

- (1) A facturer du 1er Octobre au 31 Mars.
- (2) A facturer seulement pour les locaux à usage de cantines, bains-douches, buanderies, bassins des piscines, ainsi que pour tous les locaux dans lesquels se fait habituellement une consommation d'eau importante.

En cas d'inoceupation des locaux meublés, les indemnités forfaitaires fixées respectivement à 9 frs. pour la Seine, 8 frs; pour les villes de plus de 50.000 habitants et 6 frs pour les autres localités, seront réduites de trente pour cent.

...../.

Les demandes d'indemnité afférentes à toutes les réquisitions exercées depuis le 25 Juin 1940, ou qui interviendront dans l'avenir, vous seront présentées dans tous les cas par la Société Nationale des Chemins de Fer Français, Secrétariat Général (Domaine) 88 Rue St. Lazare à Paris. Ces demandes devront comporter toutes les précisions nécessaires à la liquidation des indemnités et, en particulier, être accompagnées dans tous les cas d'un ordre de réquisition délivré par les autorités allemandes et revêtu du cachet de l'unité ou du service réquérant.

Il vous appartiendra, après enquête, en vue de vérifier l'exactitude des prestations fournies, de régler par imputation au compte 15-190 ligne 1 chapitre 8, les indemnités correspondantes par versement au compte 27-28 ouvert au nom de la S.N.C.F. à l'agence Comptable Centrale du Trésor à Paris.

Sous l'éventualité où des indemnités auraient déjà été allouées par vos soins aux services de la S.N.C.F. pour la réquisition d'immeubles appartenant à cette Société, vous voudrez bien précompter sur les indemnités calculées suivant les tarifs prévus ci-dessus le montant des sommes versées antérieurement et préciser à la S.N.C.F. - Secrétariat Général (Domaine) le détail des sommes ainsi précomptées.

Signé : F. de BRINON

MINISTERE DES FINANCES

-:-:-:-:-

Direction
de la
Comptabilité Générale
-:-:-

Service Central des
Réquisitions Allemandes
-:-:-:-:-

1ère Section

n° 5823

Objet : Réquisitions par les
autorités allemandes de
locaux et terrains appar-
tenant à la S.N.C.F.

Référence : Votre lettre ML du
21 Juillet 1944

Monsieur le Directeur,

Comme suite à votre lettre citée en référence, relative aux difficultés soulevées par l'application des dispositions de la circulaire n° 282 RA, du 19 Juin 1944, concernant le calcul des indemnités à allouer à la S.N.C.F. pour la réquisition de ses immeubles par les autorités allemandes, j'ai l'honneur de vous faire connaître que, pour la période antérieure au 19 Juin 1944, la liquidation des indemnités dues à la S.N.C.F. pourra, dans le cas où les autorités allemandes se seront refusées à délivrer des bons de réquisition réguliers, être effectuée sur le vu de certificats établis par les maires des communes intéressées et attestant que les locaux et terrains dont il s'agit ont été réquisitionnés pour les besoins du logement et du cantonnement des troupes allemandes.

J'ajoute qu'à l'appui de toute demande d'indemnité, il conviendra, dans le cas où vos services ne pourraient produire un bon de réquisition émanant des autorités allemandes, de joindre, à l'attestation du maire une copie de la présente lettre.

Il reste entendu que pour la période postérieure au 19 Juin 1944 les demandes d'indemnité devront être accompagnées de bons réguliers de réquisition délivrés par les services allemands requérants.

Agréez, Monsieur le Directeur, l'assurance de ma parfaite considération.

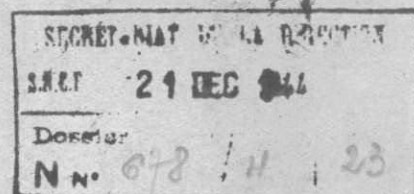
Pour le Ministre Secrétaire d'Etat et
par autorisation

Monsieur le Directeur de la S.N.C.F.
Secrétariat Général - Domaine
5 Rue de Florence
P A R I S

Le Directeur de la Comptabilité Générale

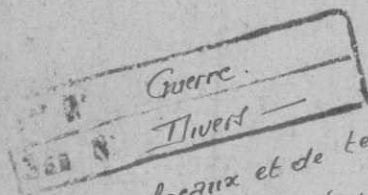
Signé : Illisible

Paris, le 20 Septembre 1944

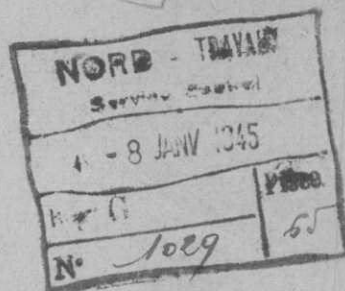


R.M./R.

AMIENS, le 5 JANVIER 1945.



Réquisition de locaux et de terrains
appartenant à la SNCF ou à des Gies.



Monsieur le Chef de la Division
de l'Entretien,
à PARIS

VB.N. va2

Réquisitions opérées
par l'armée
Britannique
AUMALE

Je vous adresse ci-joint un bon de réquisition
établi le 16 décembre 1944 par le Town Major n° 112 de
Neufchâtel, en vue de régulariser l'occupation, par les
troupes britanniques, depuis le 14 novembre 1944, d'un
emplacement d'une superficie de 50 m2 situé à l'extrémité
d'une voie de garage à droite de l'entrée de la cour aux
marchandises de la gare d'Aumale.

Les autorités britanniques y ont installé un abri
ouvert de 20 m2 environ et occupent le reste du terrain
avec grenaille, goudron et mélangeur pour fabrication de
tarmacadam.

Cette occupation qui ne gêne en rien le service
de la gare va être portée sur les états d'occupation de
terrains et locaux par les autorités militaires, adressés
mensuellement à M. Veillet.

L'Ingénieur de la Voie,
Chef du 2ème Arrondissement.

10 JANV 1945

Réquisitions par
l'armée Britannique
emplacement de 50 m2

En retour au classement après avoir pris
note. Je conserve le bon de réquisition à toutes fins utiles.

Le Chef du Domaine

Veillet

15/1/45

à classer

Commission Régionale Nord

Paris

le 11 JANV 1945

EX.N. m/r.3 N°

Régquisition
des chemins de FerRégquisition de locaux au de
transportant à la SNCF
COPIE TRANSMISE à
au d' des lieux
Annexe

Service Central	
2 Février 1945	
G	Pièce
1029	66

- Monsieur le Chef du Service Matériel et Traction,
- Monsieur le Chef du Service Voie et Bâtiments,
- Sous-Commissions de Chemins de Fer de PARIS-NORD,
LILLE, St-OMER, AMIENS, DOUAI, St-QUENTIN
(2ex. chacune)
- Monsieur l'Inspecteur Principal chargé des Services
Extérieurs de la Région Parisienne :

Conformément aux indications données par la note
ci-jointe, il y a lieu de répondre par la négative à
toute demande de mise à disposition de locaux qui
serait présentée pour des organismes militaires autres
que ceux des Services Militaires des Chemins de Fer
français ou alliés.

Dans le cas où des locaux seraient actuellement
occupés par des organes ne relevant pas du S.M.C.F.
la Commission Régionale devrait être saisie pour in-
tervention afin d'obtenir leur libération.

- MM. le Chef des Services Administratifs de la Direction
 - le Chef de la Division du Service Général,
 - le Chef de la Division du Mouvement,
 - le Chef de la Division des Etudes de l'Exploitation
 - le Chef de la Division Commerciale,
- A titre d'information.

La Commission Régionale,
Le Commissaire Militaire, / Le Commissaire Technique,

V.B.N. gx

en retour au CLASSEMENT,

après avoir pris note.

Copie a été adressée aux Chefs
d'Arrondissement V.B. et à M.M. de
Chaumont et Warniez.

27/1/45

Le Chef du Domaine

à classer.

19 Décembre 1944

NORD — TRAVAUX Service Central	
2 Février 1945	
Reg. 18	Pièce
N° 1029	66

La Commission Centrale des Chemins de Fer
au Commandant Régional de la Garde Civique Républicaine
Région EST S.N.C.F.

D 1-9102/33

En réponse à votre ordre de réquisition, la Commission Centrale des Chemins de fer vous fait connaître que l'ordonnance du 20 Juin 1944 relative à l'exploitation des voies ferrées comprises dans les territoires métropolitains libérés, a abrogé l'Arrêté du 5 Aout 1940 qui avait rapporté les dispositions du 24 Aout 1939 portant réquisition des chemins de fer.

En vertu de cette Ordonnance, le réseau ferré se trouve à nouveau sous le régime de la réquisition totale.

Il s'ensuit que les dépendances du Chemin de fer (immeubles, terrains, matériel moteur ou roulant, etc...) étant l'objet d'une réquisition totale, par application des lois des 3 juillet 1877 et 22 Décembre 1888, au profit du Service Militaire des chemins de fer, aucune autre réquisition ne peut être exercée sur une partie quelconque de ces dépendances sans l'autorisation préalable de l'Etat-Major Général ou de la Commission Centrale.

Dès lors, toutes les demandes d'occupation de locaux, de terrains, etc..., doivent être soumises, par l'intermédiaire des Commissaires Militaires régionaux, à la Commission Centrale qui apprécie et transmet, le cas échéant, à l'E.M.G.G.

Dans le cas particulier la Commission Centrale estime que l'occupation des locaux par la Garde Civique Républicaine n'est pas utile au Service Militaire des Chemins de fer; elle n'envisage donc pas d'y donner suite.

Le Commissaire Militaire,
(s) BERGES

Le Commissaire Technique,
(s) GOURSAT

COPIE à la Direction Régionale Est
aux Services M.T.V.
au Service de l'Exploitation de la Région de l'Est

S.N.C.F.

28 Décembre 1944

Service Central des
Installations Fixes
et de la Construction

COPIE pour Monsieur le Directeur de l'Exploitation
des Régions NORD, Ouest, Sud-Ouest et Sud-Est
à titre d'information.

Vst 11200.1/16

Pr. le Directeur,
l'Ingénieur en Chef,
Chef de la Division Centrale du Service Général,
(s)

RÉGION DE PARIS

Melun, le 25 JANVIER 1945

INTENDANCE DÉPARTEMENTALE
de Seine-et-Marne

Contentieux et Réquisitions

Quai H. Rousignol

X30 RUE DE BELLE-OMBRE

MELUN

TÉLÉPHONE 11-67



N° 191 / R.I.

Objet

Réquisition immobilière

CNE de CROUY-sur-OURCQ

Affaire : Enfants des
Cheminots du NordPièces jointes : 8L'Intendant de 1^{re} classe,
chef de l'Intendance départementaleMonsieur le Président de la Maison des
Enfants des Cheminots du Nord18, Rue de Dunkerque à
PARIS (XI^e)

NOTES - TRAVAIL	
Service Central	
23 Fév. 1945	
PAR. 1 ^{re} G	PIECES
1029	67

.....3...Annexe A

En qualité de Président de cette oeuvre, vous avez formé une demande en paiement de l'indemnité de privation de jouissance à laquelle vous pouvez prétendre, à raison de l'occupation de l'immeuble, par voie de réquisition, du 21 Mai 1940 au 8 Juin 1940.

Lié par des textes et considérant que les éléments propres à l'immeuble requis exposés par l'administration des Domaines, doivent seuls être retenus, je me propose, dans le but de la passation d'un accord amiable de fixer l'indemnité ainsi qu'il suit :

Indemnité pour privation de jouissance	(1 ^o /- <u>Immobilière</u> : Calculée sur valeur vénale	
	(soit : $700.000 \times 2,50\% \times 19 \text{ j}$: 910,95	
	(100×365	
	(2 ^o /- <u>Mobilière</u> : calculée sur 86.768 Frs somme	
	(Fixée par vos soins moins 12.114 Frs valeur	
	(du mobilier remboursé avec dégâts soit :	
	($74.654 \times 6\% \times 19 \text{ j}$: 233,16	
	(100×365	
	(3 ^o /- <u>Charges et impôts</u> - (sur contributions	
	(payées année 1940, au prorata de la durée	
	(de l'occupation soit : $7.343 \times 19 \text{ j}$: 382,23	
	(365	
Dégâts	(- Mobiliers - : 12.114 Frs (
	(..... : 17.314,-	
	(- Immobiliers - : 5.200,- (
	(..... : 18.840,-	

TOTAL arrondi à:18.840,-

H. Vallée
Fayard
m. a. p. a. m.

-1 FEV 1945

Reçu
du 20-2-45

Si vous acceptez cette somme, je vous serais
très obligé de me le faire connaître, les formules d'accord
, établies sur ses bases, vous seront soumises pour approbation.

En retour : 8 plans de l'immeuble.



Ducos

ANNEXE

Paris, le 9 février 1945

23 Fév. 1945

Rég. I G

Pièce

N° 1029

67

Monsieur GUILLAUME,

V.B/N g

La lettre ci-jointe fait suite à la demande d'indemnité de privation de jouissance et de dommages consécutifs à l'occupation, que nous avons présentée pour la Maison de Crouy, à la suite de sa réquisition par l'Armée française du 21 mai 1940 au 8 juin 1940.

L'indemnité qui nous est proposée pour réparation des dommages mobiliers, soit 17.314 frs, correspond très sensiblement à notre demande qui s'élevait à 18.003 frs.

L'indemnité pour privation de jouissance, calculée d'après les règlements en vigueur, correspond à un loyer de 22.000 frs avec, en sus, remboursement proportionnel des impôts au prorata de la durée de l'occupation.

Je suis d'avis d'accepter ces propositions.

Si vous êtes également de cet avis, je vous prie de bien vouloir signer la lettre ci-jointe pour M. l'Intendant départemental de Seine-&-Marne.

2 annexes.

Mme Mammouth
Je ne compte rien à cet effet
Note - pour un an par
d/r g

demande
Dommages
Mof 12.114
Int 5889
occup 3.102

Copie à M^{elle} GRANGE
à M. VEILLET (M. BAYARD)

Paris, le 9 février 1945

V.B/N g

ANNEXE
MINUTE

NOTES — TRAVAUX	
Service Central	
23 Fév. 1945	
Monsieur GUILLAUD, G	Pièce 67
N° 1029	

La lettre ci-jointe fait suite à la demande d'indemnité de privation de jouissance et de dommages consécutifs à l'occupation, que nous avons présentée pour la Maison de Crouy, à la suite de sa réquisition par l'Armée française du 21 mai 1940 au 8 juin 1940.

L'indemnité qui nous est proposée pour réparation des dommages mobiliers, soit 17.514 frs, correspond très sensiblement à notre demande qui s'élevait à 18.000 frs.

L'indemnité pour privation de jouissance, calculée d'après les règlements en vigueur, correspond à un loyer de 22.000 frs avec, en sus, remboursement proportionnel des impôts au prorata de la durée de l'occupation.

Je suis d'avis d'accepter ces propositions.

Si vous êtes également de cet avis, je vous prie de bien vouloir signer la lettre ci-jointe pour M. l'Intendant départemental de Seine-et-Marne.

2 annexes.

Guillemin

ANNEXE

Crony et Durey

NORD - TRAVAUX
Service Central

23 Fév. 1945

Occupation par l'Ambulance G

Pièce

N° 1029

67

	Demande	Allocation
Déjà immobilisés	5889	5200
— mobiliers (matelas)	12114	12114
Total	18003 ⁺	17314 ⁺

Fourniture d'occupation =

accordé $110.95 + 233.16 = 1144,01$ - correspond
à un loyer annuel de 22000⁺.

Les impôts remboursés 382⁺.23 correspondent
à l'extrait que nous avons fourni.

Intermittents alloués pour

soins à la guérison

1708⁺

occupations pour l'équilibre

18840⁺

Total.

20548⁺

pour une semaine à 24398⁺

En dehors de ces indemnités, il y a
une perte à 52050⁺ résultant du pillage
pour laquelle rien n'est encore fait.

Copie à M^{elle} GRANGE
- à M. VEILLET (M. FAYARD)

67

51029

G

MINUTE	
S ^e	Guerre
Sabot	Divers

Requisition de locaux et de
terrains appartenant à la SNCF
ou de l'ère

V.B/N ex 137 R

PARIS

20 Janvier 1948	
Service Central	
23 Fév. 1948	
G	1029
1029	69

Le Président de la Maison des Enfants
des Cheminots du Nord - à PARIS

à Monsieur l'Intendant de 1^{ère} Classe, Chef de
1^{ère} Intendance Départementale
à MELUN (Seine-et-Marne)

En réponse à votre lettre n° 191/R I du 25 janvier dernier,
j'ai l'honneur de vous informer que j'accepte la somme de 18.840 francs
que vous proposez :

1^{re} - pour l'indemnité d'occupation de la Maison de Crouy par une
ambulance en 1940,

2^{re} - le remboursement des dégâts occasionnés par cette unité.

Je vous accuse réception des plans de l'immeuble que vous
m'avez retournés.

Veillez agréer, Monsieur l'Intendant, l'assurance de ma
considération distinguée.

M. Guillaume a signé l'expédition

47

TRADUCTIONCOPIEGRAND QUARTIER GENERAL DES FORCES
EXPEDITIONNAIRES ALLIEES

AG 601-1 GDS-AGM

ANNEXE

22 MARS 1945

A 504

NO 757 (Forward)	
14 mars 45	
22 MARS 1945	1
A 504	1029
	48

OBJET : Réquisition de locaux et d'ateliers travaillant pour le compte de la S.N.C.F.

A : La Direction du 21^{ème} Groupe d'Armées.
Commanding Général, Communications Zone,
European Theater of Operations, APO 887.

1. Je me réfère à ma précédente lettre, référence comme ci-dessus, objets "Réquisition d'Ateliers de réparation pour matériel ferroviaire" en date du 11 février 1945.

2. La demande toujours croissante des besoins civils s'ajoutant à la sérieuse pénurie de pièces de rechange pour matériel ferroviaire exige qu'on prenne d'autres dispositions pour alléger les réquisitions faites dans les locaux dans les gares S.N.C.F. et dans les Usines travaillant pour le compte de la S.N.C.F.

Par ordre du Commandant en Chef:

(S) T.J. DAVIS
Brigadier Général, USA
Adjudant Général.

TD

Copie transmise à Monsieur le Chef du Service
de la Voie & des Bâtiments de la Région NORD
pour le tenir informé.

Paris, le 28 MARS 1945

Guerre -

Des Divers -

Domaines

Requisition de locaux et terrains
appartenant à la S.N.C.F. ou à des tiers

RÉFÉRENCE À RAPPELER :

93 N° 5701

333

N° 1089

70

Monsieur le Chef du Service
de la Voie & des Bâtiments
de la Région Sud-Ouest,

Par une lettre du 17 Octobre 1944, je vous
ai fait connaître les premières mesures à appli-
quer pour la réquisition par les Autorités
Françaises et Alliées des locaux et terrains ap-
partenant à la S.N.C.F. ou pris par elle en loca-
tion.

Pour éviter que ne se reproduisent les
difficultés que nous avons rencontrées avec
l'Administration des Finances pour le règlement
des réquisitions allemandes, vous deviez notamment
demander à l'organisme occupant une pièce offi-
cielle permettant de constater la régularité de
l'occupation requise. Or, certains Services se
refusent à délivrer une telle pièce, il vous
appartient de faire effectuer les démarches néces-
saires pour obtenir des Mairies intéressées des
certificats de remplacement correspondants.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Signé: VAGOGNE

27 MARS 1945

M. Demang

M. Musmacher

M. Villet

333 R
Requisitions
Françaises et alliées

En retour au classement après

avoir fait note

Le Chef du Domaine

29 MARS 1945

9/4/45

à classer

Villet

9
S.N.C.F.

Région du Nord
Exploitation

EX.N.m.r3 n° 1674

PARIS, le

COPIE transmise à:

M. le Chef du Service M.T.
M. le Chef du Service V.B.
M. le Chef de la Division du Mouvement
(1ère, 2ème, 3ème Subdivisions)
M. le Chef de la Division des Etudes E.R.
M. le Chef de la Division du Service Général
M. le Chef de la Division Commerciale
M. le Chef de l'Arrondissement de l'Exploitation de
PARIS-Nord, LILLE, ST-OMER, AMIENS, DOUAI,
ST-QUENTIN.

NORD - TRAVAUX	
Service Central	
7 Avril 1945	
REP L SG	PIECES
N° 1029	41

5 AVR 1945

M. Demans

M. Gonon

M. Declercq

M. Pétine

M. Pétine

M. Pétine

M. Pétine

M. Pétine

M. Pétine

M. Pétine

M. Pétine

M. Pétine

M. Pétine

M. Pétine

M. Pétine

M. Pétine

M. Pétine

M. Pétine

M. Pétine

M. Pétine

M. Pétine

M. Pétine

M. Pétine

M. Pétine

M. Pétine

M. Pétine

M. Pétine

M. Pétine

M. Pétine

M. Pétine

M. Pétine

M. Pétine

M. Pétine

M. Pétine

M. Pétine

M. Pétine

M. Pétine

M. Pétine

M. Pétine

M. Pétine

pour prendre note.

Le Chef du Service de l'Exploitation,

Service Central
du Mouvement

4ème Division
7293 M.14.511.9

Monsieur le Chef du Service de l'Exploitation
de la Région du Nord.

Je vous adresse ci-joint copie d'une correspondance émanant
du G.Q.G. des Forces Expéditionnaires Alliées relative à la réqu
sition de locaux et d'ateliers travaillant pour le compte de la
S.N.C.F. (texte anglais et traduction).

Je vous serais très obligé de vouloir bien répercuter ces
documents aux Chefs d'arrondissement qui, le cas échéant, devront
opposer le texte en cause à toute demande de réquisition présen
tée par les Services Militaires alliés.

Le Directeur
du Service Central du Mouvement,
S. DARGEOU

Traduction

Objet: Réquisition de locaux et d'ateliers travaillant pour le
compte de la S.N.C.F.
à M. GOURSAT, Directeur Général de la S.N.C.F.

Pour votre gouverne, veuillez trouver ci-joint copie de la note
adressée par le G.Q.G. du Corps Expéditionnaire Allié concernant l'affa
re ci-dessus.

P. le Président de la Commission Intéalliée
des chemins de fer - S. J.H. GILDEA

Traduction

Objet: Réquisition de locaux et d'ateliers travaillant pour le
compte de la SNCF.
à: la Direction du 21ème Groupe d'Armées, Commanding Général, Commu
nications Zone, Européan Theater Of Opérations, AEO 887

1- Je me réfère à ma précédente lettre, référence comme ci-dessus, objet: "Ré
quisition d'ateliers de réparation pour matériel ferröviaire", en date du 11
février 1945.

2- La demande toujours croissante des besoins civils s'ajoutant à la sérieux
pénurie de pièces de rechange pour matériel ferroviaire exige qu'on prenne
d'autres dispositions pour alléger les réquisitions faites dans les locaux
dans les gares SNCF et dans les usines travaillant pour le compte de la
Par ordre du Commandant en Chef: S. T.J. DAV

10 AVRIL 1945

12 ex.

28/3/45

TH

S.N.C.F.

TRADUCTION

Service Central des
INSTALLATIONS FIXES
et de la CONSTRUCTION

22 MARS 1945

A 504

"Donner copie aux Chefs
d'Arrondissement de tous
services, avec le texte
anglais, pour qu'ils s'en
servent pour se défendre".

signé: GOURSAT.

G.Q.G.
DES FORCES EXPEDITIONNAIRES ALLIEES
G-4 Div - Service des Chemins de Fer militaires

040 162 GDSR

OBJET: Réquisition de locaux et d'ateliers travaillant pour le compte de la S.N.C.F.

A : M. GOURSAT, Directeur Général de la S.N.C.F.

Pour votre gouverne, veuillez trouver ci-joint copie de la note adressée par
le G.Q.G. du Corps Expéditionnaire Allié concernant l'affaire ci-dessus.

Pour le Président de la Commission Interalliée des
Chemins de fer.

en

(s) J.H. GELD A
Lt-Colonel, T.C.
Chief, Tn Section

1 inclus: Copie de AG 601-1 GDS-AGE en date du 14 mars 1945 du SHAF.

ADRESSE: Service Central M ("Donner copie aux Chefs d'Arrondissement de tous ser-
vices, avec le texte anglais, pour qu'ils s'en servent
pour se défendre.

COPIE : MM. le Général BERGES - DUCAS - MAROIS
Services M - T - V -

Quint.

Doct.

Requisition de locaux et de terrains
appartenant à la SNCF ou à des tiers
Vol 15-191-26

.....Annexe

NORD
10 MAR 1945
1039
48

COPIE pour Monsieur le Chef du Service de la Voie et des Bâtiments
de la Région de l'EST, du N RD, de l'OUEST, du SUD-OUEST et
du SUD-EST, à titre d'information.

Copie de ces 2 documents devra être donnée aux Chefs
d'Arrondissement, avec le texte anglais, pour qu'ils s'en
servent pour se défendre.

6 AVR 1945

M. Demais

M. Goursat

M. Reclercq

M. Pelletier

M. Choquet

Copie aux CA (1-7)

de de chambre

Nancy

21 mars

pour info - informés

Le Directeur

Le Chef Adjoint du Service

M. Minin

M. N

COPY

ANNEXE

NORD	181
1000	1945
1029	72

SUPREME HEADQUARTERS
ALLIED EXPEDITIONARY FORCE

AG 601-1 GDS-AGM

APD 757 (Forward)
14 march 1945.

SUBJECT : Requisitioning of Railway Premises and Factories Working
on S.N.C.F. Account.

TO : Headquarters, 21 Army Group.

Commanding General, Communications Zone, European Theater
of Operations, APO 887.

- 1.- Reference is made to letter, this headquarters, file as above,
subject : "Requisitioning of Repair Facilities for Railway
Equipment", dated 11 February 1945.
- 2.- The ever increasing demand for civil requirements, in addition
to the critical shortage of spare parts for railway equipment,
necessitates further action by curtailing the requisitioning of
S.N.C.F. station premises and any factories that are working on
S.N.C.F. account.

By direction of Supreme Commander :

Sgd. T.J. DAVIS
T.J. DAVIS
Brigadier General, USA
Adjutant General.

COPY

Annexe a la transmission Vst 15191-26

du 5 avril 1945

SUPREME HEADQUARTERS
ALLIED EXPEDITIONARY FORCE
G-4 DIV. MILITARY RAILWAY BRANCH

126 APR 1945	
N° 1029	72

040 1-2 GDSR

21 MARCH 45

*Genie
Divers
Requisition de locaux
certains appartenant à la
SNCF*

SUBJECT : Requisitioning of Railway Premises and Factories
working on account of SNCF .

TO : M.GOURSAT, Directeur Général de la SNCF

Attached hereto for your information is copy of Memorandum
issued by Supreme Headquarters, Allied Expeditionary Force
concerning the above subject.

For the Chairman I.A.R.C.

J.R. GILDEA
Lt Col TC
Chief Tn Section

1 incl. : Copy of AG 601 1 GDS AGM dated 14 March 45 for SHAEF

in Petine

[Signature]

*in Choquet
ao*

Mr le Chef du Service VB de la Région du Nord

Valenciennes, le 7 Avril 45

S.N.C.F. - V³ - Pa. 1

12 AVR 1945

3

1029 73

Monsieur l'Ingénieur en Chef
(Monsieur DEMAUX)

Suite à votre transmission VB/N vo
du 31 Mars 45 des instructions 43000-II

376

du 18/3/45 de M. le Directeur du Service
central des I.F. et de la Construction,
je vous informe que l'Armée Américaine
a pris possession, en gare de LA CAPEL-
LE, des installations suivantes :
Halle aux marchandises, Bureau PV,
cour aux marchandises et voies du
service local.

Le trafic marchandises est
reporté dans les gares adjacentes
(Buironfosse et Clairfontaine),
mais cette situation cause certaine-
ment de la gêne au service de l'Ex-
ploitation.

L'INGENIEUR DE LA VOIE,

M. Pétré ab

M. Choquet

Projet de lettre à M. Porchez

23/4 /45.

Chiquet

Valenciennes, le 18 Avril 1945

V.B.N. 007
La Capelle

Monsieur l'Ingénieur en Chef
(M^r Demaux)

J vous informe que l'occupation
par les Américains des installations
de la gare de La Capelle signalée
par ma note du 7.4.45 a pris fin
le 8 courant.

Le trafic normal "marchandises" a
repris à La Capelle depuis cette date.

L'Ingénieur de la Voie

Le Henniquet
M. Luluy

Vu 28/4

28/4

28/4

Monsieur Hardy,

Lettre à M. Porchez

le 7 mai 1945

Prière de me faire
connaître la date de prise
de possession des installations
de La Capelle qui n'est pas
indiquée dans votre note du 7.4.45

V.B.N. 007

Monsieur Veclereq,

à propos des installations des
Américains remonte
au 21.3.45

28/4/45

L'Ingénieur de la Voie

Le Chef de la Substation
des Tracés et Approvisionnements

Adeline

4/5/45

22
T.B./

2° REGION MILITAIRE

LUN - 9 AVRIL 45

Amiens, le 6 AVRIL 1945

INTENDANCE S.H.P.R.

55. Rue Boucher de Perthes

N° 4524 / R.D.2.

L'INTENDANT Mre de 2° Classe
de LACOSTE de LAVAL,
Chef du Service S. H. P. R.

OBJET: Britannique

Occupation d'im-
meuble.

à Monsieur le Directeur de
la S. N. C. F. - Nord
Région du NORD à

M. Guillemin

333
Prévenir le nom de
l'intendant et la correspondance de service

12 AVR 1945

g
N° 1029 74

J'ai reçu de la Mairie de Chépy-Valines (Somme) plusieurs ordres de réquisition relatifs à des immeubles occupés par l'Armée Britannique. Parmi ces ordres deux se rapportent à des locaux de la gare de Chépy-Valines, appartenant à la S.N.C.F.

*Régiment de la Somme
appartenant à la S.N.C.F.*

La réquisition de ces locaux semble rentrer dans le cadre des réquisitions de toute nature effectuées par les forces alliées, à l'encontre de la S.N.C.F. pour lesquelles il doit exister un accord spécial.

Si tel est le cas, le service de l'Intendance n'aurait pas à intervenir en ce qui concerne le règlement de l'occupation en cause.

J'ai l'honneur de vous demander de me faire connaître, s'il en est ainsi.

Dans l'affirmative, je vous adresserai les ordres de réquisition en ma possession.

En contre, si l'occupation des locaux appartenant à la S.N.C.F. doit être réglée comme s'il s'agissait d'immeubles appartenant à des particuliers,



il y aurait lieu de m'envoyer une demande spécifiant l'importance de l'occupation et le montant de l'indemnité réclamée par la S.N.C.F.

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

10 AVR 1945

M. Lemaire

M. Musumacher
M. Villot

que devient l'affaire
de l'atelage de Sigler et
charbilly?

J'ai envoyé
M. Musumacher
le 13/4/45

12 AVR 1945

333R

En route au classement

J'ai avisé M. L. Dintevant de Loral qu'un
accord spécial existait bien pour les réquisitions
de cette nature et qu'il doit en adresser les
ordres de réquisition ou en proposition

16/4/45

classer

Le chef du Service

Veillard

333R

S.N.C.F.
Région du Nord
Exploitation

9 37 5 Guerre
368 2 Dites -
Requisisi de locaux et etc.
Services appartenant
à la SNCF et à d'autres -

PARIS, le 2

20 JUIL 1945

NORD - TRAVAUX
Service Central 3

N° 1029. Pièce 25

EX.N.m.r3 n° 2176

23 JUIL 1945

la demande
et l'usage
la communication
ou l'usage

M. Tanguy

23/7

D 149102/33

COPIE transmise, pour prendre note à:
M. le Chef du Service du Matériel et de la Traction
M. le Chef du Service de la Voie et des Bâtiments
M. le Chef de la Division du Mouvement
(1ère, 2ème et 3ème Subdivisions)
M. le Chef de la Division des Etudes EX.
M. le Chef de la Division du Service Général
M. le Chef de l'Arrondissement de l'Exploitation de
PARIS-Nord, LILLE, ST-OMER, AMIENS, DOUAI,
ST-QUENTIN
M. l'Inspecteur Principal chargé des S.E.R.P.

Le Chef du Service de l'Exploitation,

Recevoir

12 juillet 1945

Le Directeur Général de la S.N.C.F.;
à Monsieur le Colonel GILDEA
Commission Militaire Intéalliée.

J'ai constaté que, dans plusieurs cas récents où la S.N.C.F. a demandé la remise à sa disposition de locaux réquisitionnés par les services militaires alliés, ces derniers invoquent, pour se maintenir dans les lieux, un accord des services locaux de la S.N.C.F.

J'ai l'honneur de vous faire connaître et je vous prie de faire connaître aux différents services de la zone de communication, que les services locaux de la S.N.C.F. n'ont pas qualité pour souscrire des accords de cette nature.

Ces questions sont de la compétence des Directeurs de Région qui doivent, dans chaque cas où ils en reconnaîtront la possibilité, donner aux services des Armées alliées un accord écrit.

Faute d'un tel accord écrit, je considérerai qu'aucun accord n'a été donné par la S.N.C.F.

Signé: GOURSAT

Copie: Services M, T, V, O
Copie aux Directeurs des Régions

27 JUIL 1945

Paris. le 20.7.45
Copie à la R. V. (1-2-7)
de changement. Transmis. Signé
sans prendre note.

Dupli-cata à la Région.

Copie par a/c à M. Villot

27 JUIL 1945

33/c

COPIE à M. le Chef du Service V.B.

comme suite à sa note du 22/7/45

Le Directeur,

Guerre

Divers

Requisition de locaux et de terrains
appartenant à la S.N.C.F. ou à des tiers

D.R/M.3 678/4

Monsieur le Chef du Service

EX - M.T.

Prestations
aux Armées
alliées

N° 8 AOUT 1945	
Service Central	
10 AOUT 1945	
Rép. G	Pièce
N° 1029.	76.

Suite au memento de la conférence hebdomadaire
du 17 juillet 1945 (question 3).

Pour le règlement des occupations par les or-
ganismes militaires français ou alliés de terrains
et de locaux S.N.C.F., le Service V.B. (Domaine)
établit périodiquement des bordereaux pour rensei-
gner le Secrétariat Général chargé de l'évaluation
des indemnités.

Il importe que les services locaux V.B. soient
bien tenus au courant par les Services de l'Exploi-
tation et ceux du Matériel et de la Traction des
occupations de locaux ou terrains qui sont sous
leur contrôle, afin qu'aucune omission ne puisse
se produire.

Je vous demanderai en conséquence de bien vou-
loir, en faisant toutes recommandations utiles à ce
sujet, prescrire un recensement général des installa-
tions occupées à la date du 1er août 1945, dont les
résultats seront transmis aux différents arrondisse-
ments de la Voie et centralisés à la section du
Domaine au service V.B.N.

Le Directeur,

Signé : HÉBERT

- 8 AOUT 1945

M. Muesmacker

M. Muesmacker

333^{ra}

22/8/1945

En retour au Sassenou
après avoir pris note

Le Chef du Domaine

25/8/45

Hébert

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

SERVICE CENTRAL
DU MOUVEMENT.

4ème Division

8083 M.14.511.1

PARIS, le 21 Août 1945

Monsieur le Directeur de la Région

EST
NORD
OUEST
SUD-OUEST
SUD-EST

Annexe

Levée de réquisition

Je vous donne ci-joint copie d'une note adressée à la Commission centrale par la mission de liaison V.F. auprès de l'armée américaine au sujet de la levée de réquisition des immeubles occupés par les Américains.

J'attire votre attention sur le fait que le Comité interallié des réquisitions ne peut être saisi que par l'intermédiaire d'un Ministère et par celui des travaux publics pour ce qui concerne la S.N.C.F.

Nous sommes intervenus à plusieurs reprises, soit directement auprès des services américains, soit par l'intermédiaire de la Commission interalliée pour obtenir la libération de diverses installations S.N.C.F.

Pour nous permettre de saisir le Ministère des T.P., je vous serais obligé de nous signaler les installations qui, ayant fait l'objet d'une demande, n'ont pas encore été libérées, et de nous transmettre, par la suite, les demandes de l'espèce que vous auriez à formuler.

Le Directeur
du Service central du Mouvement,
Signé : DARGEOU

DR/N3671 COPIE pour Monsieur le Chef du Service EX - M.T. - V.B.

Les demandes visées au dernier alinéa seraient à transmettre à M par le Bureau militaire EX.

333 B R
Levée de réquisition.

24 AOÛT 1945
En retour au classement après avoir pris note

Le Directeur,
Signé : HEBERT

5/4/45

Le Chef de Domaine

PARIS, 1e 8 Août 1945

C O P I E

Mission de liaison VF
auprès de l'armée américaine

n° 1299

ANNEXE

N O T E

pour la Commission centrale



1 - Il a été indiqué par le Général THRASMER au cours de sa Conférence d'Etat-Major du 4 Août, que suivant instructions émanant des autorités supérieures américaines, les questions concernant la levée de réquisition de propriétés françaises occupées par les Américains ne seraient désormais plus traitées à l'échelon "Section", mais examinées par le Comité interallié des Réquisitions et du redéploiement spécialement institué à cet effet à PARIS, Hôtel continental.

2 - En ce qui concerne les demandes de levée de réquisition déjà présentées et en cours d'étude, il serait également préférable de les renouveler auprès du Comité interallié.

3 - D'après les renseignements obtenus, le Comité interallié (Colonel VERNOUX) ne peut être saisi que par une demande émanant d'un Ministère et précisant l'intérêt et l'urgence qui s'attachent à la levée de réquisition.

Le Chef de Bataillon LUCAS,
Chef de la Mission de Liaison V.F.
auprès de l'Armée américaine,

Signé : LUCAS

Lucas

Région du Nord

COPIE TRANSMISE à

NORD - TRAVAUX

Service Central

Exploitation

EX.N.m/r.3 N° 3673

30 AOUT 1945

- 333^c
- M.le Chef du Service du Matériel et de la Traction,
 - M.le Chef du Service de la Voie et des Bâtiments,
 - M.le Chef de la Division du Service Général,
 - M.le Chef de la Division des Etudes Ex.
 - M.le Chef de l'Arrondissement de l'Exploitation de PARIS-Nord.
- St-OMER - AMIENS - DOUAI - St-QUENTIN - LILLE

Pour le tenir informé.

L'Ingénieur en Chef

Chef de la Division du Mouvement

1^{er} Guerre.

2^e Divers

Régulation de locaux et de terrains
appartenant à la SNCF ou à des Etablissements

TRADUCTION

H.Q. Oise Intermediate Section

COM.Z USFET

Section Transportation Office

Renseignements fournis par le G.4.

Objet : Restitution des biens immobiliers réquisitionnés aux Français.

- 1- Référence : télégramme de l'HQ TSFET (Etat-Major arrière) N° EX.76913 du 7 août 1945 relatif au processus en vigueur pour obtenir la restitution des biens immobiliers français réquisitionnés.
- 2- Le processus suivant sera suivi pour obtenir la dérégistration des biens immobiliers.

a)- l'approbation de l'H.Q. TSFET sera nécessaire pour obtenir l'évacuation de tous les biens immobiliers occupés par les hôpitaux, les centres d'instruction, les dépôts principaux, les ateliers de réparations et toutes autres installations de grands Etats-Majors. En ce qui concerne l'évacuation de propriétés privées utilisées par l'un des types d'installations ci-dessus mentionnés, le litige sera réglé à l'échelon "Section" entre autorités françaises et américaines, sans la décision d'Etats-Majors supérieurs;

b)- les propriétés immobilières qui ne sont pas à l'heure actuelle utilisées et ne le seront pas dans l'avenir par l'Armée des Etats-Unis pour ses installations seront dérégistrées immédiatement;

c)- toutes les demandes d'évacuation de locaux servant à l'un des types d'installations énumérés ci-dessus, paragraphe (a) pour lesquelles l'Oise Section ne peut pas pourvoir à des commodités compensatrices et pour lesquelles les exigences militaires réclament un nouvel examen seront soumises au TSFET (arrière) pour décision. De leur côté, les Autorités françaises prendront des dispositions semblables et en référeront, par voie hiérarchique, à l'Etat-Major Général, Défense Nationale.

G.N. KIELER

Dep. AC of S. G.4

11 août 1945 -2488

Commission centrale
des chemins de fer

Commission régionale Nord

N° 2944/C.R.N.

Copie transmise à M.le Commissaire technique

A titre d'information.

Le Lt-Colonel GAINSETTE, Commissaire militaire
de la Commission régionale Nord,
S. GAINSETTE

6 SEPT 1945

En retour au Classement après avoir fait copie
à Monsieur le Chef d'Arrondissement VB

Le Chef du Domaine

20/9/45

à classer

B D 7

- 8 SEPT 1945

Rep. 6

Pièce

1029.

79.

29 Août 1945

tre des finances fixera le statut des secrétaires généraux pour la police.

Art. 3. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République française et exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 28 août 1945.

JULES JEANNENEY.

Par le Gouvernement provisoire de la République française.

Le ministre de l'intérieur,

A. TIXIER.

Le ministre des finances,

R. PLEVEN.

Ordonnance n° 45-1919 du 28 août 1945 relative aux augmentations ou diminutions de valeurs apportées aux immeubles réquisitionnés, à la suite de travaux exécutés par l'Etat.

EXPOSE DES MOTIFS

En application des dispositions de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation de la nation pour le temps de guerre, article 22 et article 22 bis ajouté par le décret-loi du 1er juin 1940, les services publics ont procédé à des réquisitions d'usage d'immeubles dans lesquels ils ont été amenés à exécuter parfois des travaux d'aménagement ou des constructions pour adapter les lieux à leurs propres besoins, parfois des travaux de réparation et d'entretien au lieu et place du propriétaire défaillant pour en permettre la jouissance.

Aucun texte légal n'a défini quels étaient les droits et obligations respectifs des parties, Etat et prestataires, à la suite de ces travaux. Certains prestataires poussés par les circonstances économiques du moment ont accepté des arrangements amiables avec les autorités requérantes, en prenant notamment à leur propre compte tout ou partie des travaux d'amélioration exécutés par l'Etat. D'autres, s'inspirant du droit commun, n'ont voulu assurer aucune obligation particulière au sujet de travaux exécutés en dehors de leur consentement et il importe pour permettre de liquider toutes les affaires de combler la lacune de la réglementation.

Tout d'abord, il est indispensable d'affirmer le principe déjà indirectement posé par la réglementation, que l'Etat n'est pas tenu de remettre les lieux dans leur état antérieur. Les administrations publiques n'auraient pas les moyens nécessaires pour exécuter de pareilles opérations.

En second lieu, selon une autre règle fondamentale posée par la loi, si le prestataire doit être indemnisé de la perte effective subie du fait de la réquisition, il est tout à fait légitime de ne pas lui permettre d'en tirer profit et de s'enrichir au détriment du Trésor.

Dès lors, si les travaux exécutés par l'Etat ont diminué la valeur vénale de l'immeuble, le propriétaire a droit à une indemnité de moins-value appréciée au jour de la restitution de l'immeuble.

Si, au contraire, les travaux ont conféré une plus-value, le propriétaire sera tenu à verser à l'Etat une indemnité évaluée également au jour de la restitution de l'immeuble, c'est-à-dire au moment où, en vertu de la théorie de l'accession, il a définitivement acquis la propriété des constructions édifiées sur son terrain ou des aménagements apportés à son immeuble.

Mais, en raison de leur caractère exorbitant du droit commun, les dispositions concernant la détermination et le recouvrement de la créance de l'Etat sont entourées de garanties sérieuses pour le propriétaire :

Appréciation de la plus-value et fixation de son montant par l'autorité requérante après avis de la commission départementale d'évaluation des réquisitions d'immeubles sous le contrôle souverain des tribunaux ;

Limitation du montant de la récupération au montant des dépenses effectivement enga-

gées par l'Etat pour l'exécution des travaux avec affranchissement pour les plus-values inférieures à 5 p. 100 et récupérations partielles pour celles supérieures à ce taux ;

Faculté de délaissement de l'immeuble à l'Etat moyennant le paiement de son prix normal évalué au jour de la restitution lorsque la plus-value dépasse 50 p. 100 de sa valeur vénale et, en toute hypothèse, si les travaux en ont modifié la destination ;

Délai maximum de trente ans pour le paiement sauf en cas de mutation de l'immeuble à titre onéreux, auquel cas la dette entière restant à payer devient exigible immédiatement.

Ces dispositions sont dictées par le souci de sauvegarder le droit de propriété, facteur essentiel du progrès humain, tout en ménageant les intérêts supérieurs du Trésor public qui est appelé, à ce titre, à bénéficier d'un privilège pour le recouvrement de sa créance.

En ce qui concerne enfin les travaux d'entretien et de réparation effectués par l'autorité requérante pour le compte du propriétaire défaillant ou négligent, c'est-à-dire les travaux incombant normalement au propriétaire selon les dispositions du droit commun, il importe de consacrer également le principe de leur remboursement intégral par une disposition législative expresse.

Le Gouvernement provisoire de la République française,

Sur le rapport du ministre de la guerre, du ministre de l'économie nationale et des finances, du ministre de la production industrielle, du ministre de la justice, du ministre de la marine, du ministre de l'air, du ministre de la reconstruction et de l'urbanisme,

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la libération nationale, ensemble les ordonnances des 3 juin et 4 septembre 1944 ;

Vu la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la nation pour le temps de guerre, ensemble les textes qui l'ont modifiée ou complétée ;

Vu le décret du 20 août 1945 relatif à l'exercice de la présidence du Gouvernement provisoire de la République française pendant l'absence du général de Gaulle ;

Le comité juridique entendu,

Ordonne :

Art. 1^{er}. — Il est ajouté à la loi du 11 juillet 1938 quatre articles 23 ter, 23 quater, 23 quinquies et 23 sexies ainsi rédigés :

« Art. 23 ter. — Lorsque, durant la période de réquisition d'usage d'un immeuble, des travaux ont été effectués par l'Etat, ou par un tiers occupant dans l'intérêt de l'Etat, le propriétaire ne peut pas exiger la remise des lieux dans leur état antérieur.

« Si ces travaux ont diminué la valeur vénale de l'immeuble, le propriétaire a droit à une indemnité déterminée, à défaut d'accord amiable, dans la forme d'une indemnité de réquisition ; cette indemnité est égale au montant de la moins-value évaluée au jour de la restitution de l'immeuble, compte tenu, s'il y a lieu, du changement de destination qui a pu être apporté à l'immeuble.

« Cette indemnité se cumule, le cas échéant, avec celle qui peut être due par l'Etat pour détérioration de l'immeuble dépassant celle que comporte l'usage normal de ce bien ; toutefois, le montant cumulé de ces deux indemnités ne peut, en aucun cas, dépasser la valeur vénale de l'immeuble, appréciée au jour de la réquisition, terrain non compris, s'il s'agit d'un immeuble bâti.

« Si, au contraire, l'immeuble a fait l'objet de travaux ne modifiant pas sa destination et apportant une plus-value dépassant 5 p. 100 de la valeur vénale de l'immeuble, terrain non compris, s'il s'agit d'un immeuble bâti, apprécié au jour de la restitution, compte non tenu des travaux exécutés, le propriétaire doit verser à l'Etat une indemnité calculée dans les conditions indiquées ci-après.

« L'indemnité de plus-value est fixée, à défaut d'accord amiable, dans la forme prévue par l'article 23 ci-dessus et par les articles 44 et 45 du décret du 28 novembre 1938 ; la commission d'évaluation ne se prononce sur le montant de l'indemnité qu'après avoir déterminé si la destination de l'immeuble a été ou non modifiée par les travaux effectués au cours de la réquisition.

« L'indemnité due par le propriétaire est, sous réserve des dispositions des alinéas 7 à 10 ci-dessous, égale au montant de la différence constatée entre la valeur vénale de l'immeuble, terrain non compris, s'il s'agit d'un immeuble bâti, appréciée au jour de la restitution, compte tenu des travaux qui y ont été exécutés, et la valeur vénale qu'aurait cet immeuble à la même époque si ces travaux n'avaient pas été effectués ; cependant, l'indemnité due par le propriétaire ne pourra, en aucun cas, être fixée à une somme supérieure au montant des dépenses effectivement supportées par l'Etat, ou par le tiers occupant dans l'intérêt de l'Etat, pour exécution des travaux.

« La fraction de plus-value inférieure ou au plus égale à 5 p. 100 de la valeur vénale de l'immeuble au jour de la restitution, terrain non compris, s'il s'agit d'un immeuble bâti, compte non tenu des travaux effectués, ne donne pas lieu à versement d'indemnité.

« La fraction de plus-value supérieure à 5 p. 100 et au plus égale à 10 p. 100 de cette valeur vénale, donne lieu à un versement égal à la moitié de ladite fraction.

« La fraction de plus-value supérieure à 10 p. 100 et au plus égale à 50 p. 100 donne lieu à un versement égal aux deux tiers de ladite fraction. La fraction de plus-value supérieure à 50 p. 100 donne lieu à un versement égal aux neuf dixièmes de ladite fraction.

« L'action de l'administration en récupération de la plus-value est prescrite par un an à partir du jour de la restitution de l'immeuble à son propriétaire. La prescription est interrompue par la notification, qui est adressée par l'administration au propriétaire de l'immeuble ou à son représentant, de l'offre de procéder au règlement de l'indemnité de plus-value par voie d'accord amiable ; la notification de l'offre de l'administration fait connaître au propriétaire qu'à défaut de réponse de sa part dans le délai d'un mois, de même que dans le cas où l'accord amiable proposé échouerait, le règlement de l'indemnité de plus-value serait poursuivi dans la forme prescrite au cinquième alinéa du présent article.

« Art. 23 quater. — L'indemnité de plus-value est versée sans intérêts par annuités égales fixées par accord amiable, ou, à défaut, par la décision de la commission d'évaluation, compte tenu des conditions suivantes : le délai maximum de paiement est en principe de trente ans ; toutefois, le montant de l'annuité ne peut être inférieur à 1 p. 100 de la valeur vénale de l'immeuble au jour de la restitution, terrain non compris s'il s'agit d'un immeuble bâti, compte non tenu des travaux exécutés.

« Nonobstant ces conditions, et si la situation du débiteur le justifie, le ministre des finances peut, sur la demande qui lui en est adressée par le débiteur au cours du délai fixé pour le paiement, augmenter la durée de ce délai et modifier le taux et la répartition des annuités à verser.

« Le propriétaire a toujours la faculté de se libérer par anticipation d'une ou plusieurs annuités entières; en ce cas, il bénéficie sur chaque annuité versée d'avance d'un escompte de 1 p. 100 par année d'anticipation.

« En cas de vente de l'immeuble, le solde de l'indemnité de plus-value restant dû est immédiatement exigible.

« L'indemnité de plus-value se compense de plein droit avec l'indemnité qui peut être due par l'Etat, pour détérioration anormale de l'immeuble; la partie de l'indemnité de plus-value ainsi compensée s'impute obligatoirement sur les premières annuités dues par le propriétaire et calculées compte tenu de l'escompte prévu ci-dessus.

« Si la créance de l'Etat, au titre de la plus-value dépasse 50 p. 100 de la valeur vénale de l'immeuble, terrain non compris, s'il s'agit d'un immeuble bâti, compte non tenu des travaux exécutés, appréciée au jour de la restitution, le propriétaire peut, dans le délai de trois mois qui suit la notification faite par l'autorité requérante de la décision fixant définitivement l'indemnité, opter pour la vente de son immeuble à l'Etat. En ce cas, il lui sera versé un prix égal à sa valeur vénale au jour de la restitution, compte non tenu de la plus-value apportée par les travaux exécutés, mais majorée du prix du terrain, s'il s'agit d'un immeuble bâti, ladite valeur étant appréciée par la commission d'évaluation.

« L'option est formulée par lettre recommandée adressée à l'autorité requérante. Elle est irrévocable. L'autorité requérante peut toutefois relever les intéressés, sur la demande de ceux-ci de la déchéance qu'ils auraient encourue pour inobservation du délai prévu.

« En cas d'option pour la vente, l'administration requérante peut, sur avis conforme du ministre des finances, dans les trois mois qui suivent la réception de la lettre visée ci-dessus, refuser d'acquiescer l'immeuble et réduire alors la créance de l'Etat à 50 p. 100 de la valeur vénale de l'immeuble au jour de la restitution, terrain non compris, s'il s'agit d'un immeuble bâti, compte non tenu des travaux exécutés.

« La vente est réalisée par convention amiable passée entre l'administration requérante et le propriétaire dans la forme administrative, conformément aux règles fixées à cet effet par le décret du 8 août 1935 relatif à l'expropriation pour cause d'utilité publique.

« Elle est assujettie aux mêmes formalités de publicité et de transcription que l'ordonnance judiciaire d'expropriation prévue par le décret et produit les mêmes effets au point de vue de la résolution des droits réels, des actions réelles et du droit des locataires et fermiers, ainsi qu'au point de vue des privilèges et hypothèques.

« Pour le recouvrement de sa créance qui est effectué conformément aux dispositions qui régissent le recouvrement des créances de l'Etat, étrangères à l'impôt et au domaine, l'Etat possède un privilège sur l'immeuble qui a reçu une plus-value, à charge seulement de faire inscrire ledit privilège dans les trois mois suivant la notification au propriétaire de la décision fixant l'indemnité définitive de plus-value.

Ce privilège prend rang après ceux énumérés à l'article 2103 du code civil.

« Dans le cas où l'Etat fait procéder à la vente forcée de l'immeuble pour recouvrer sa créance impayée, le propriétaire ne peut être tenu de payer sa dette au-delà du produit net de la vente, déduction faite de la valeur vénale de l'immeuble appréciée au jour de la restitution, compte non tenu des travaux exécutés, mais majorée du prix du terrain s'il s'agit d'un immeuble bâti.

« Art. 23 quinquies. — Dans le cas où les travaux effectués par l'Etat apportent à l'immeuble une augmentation de valeur vénale, mais en modifiant la destination et à défaut d'un accord amiable, le propriétaire doit opter, quel que soit le montant de la plus-value par rapport à la valeur vénale de l'immeuble, entre l'application des dispositions prévues par les deux articles qui précèdent pour la récupération des plus-values et la vente de son immeuble à l'Etat, à un prix égal à la valeur vénale de l'immeuble appréciée par la commission d'évaluation au jour de la restitution, compte non tenu de la plus-value apportée par les travaux exécutés.

« L'option qui est irrévocable est formulée par lettre recommandée adressée à l'autorité requérante dans les trois mois qui suivent la notification par l'administration au propriétaire de la décision reconnaissant le changement apporté à la destination de l'immeuble et fixant le montant de l'indemnité de plus-value demandée par l'Etat. Cette notification comporte obligatoirement l'indication de la valeur vénale de l'immeuble appréciée par la commission d'évaluation au jour de la restitution, compte non tenu de la plus-value apportée par les travaux exécutés. Lorsqu'il s'agit de propriétés bâties cette notification devra indiquer en outre la valeur attribuée au terrain par la commission d'évaluation.

« Le défaut d'option dans ce délai, de la part du propriétaire équivaut à son acceptation de payer une indemnité de plus-value dans les conditions prévues aux deux articles qui précèdent. L'autorité requérante a la faculté de relever l'intéressé de la déchéance encourue pour inobservation du délai prévu.

« Art. 23 sexies. — Les réparations locatives et la réparation des dégâts qui sont normalement à la charge de l'occupant demeurent à la charge de l'autorité requérante.

« Les dépenses nécessaires effectuées au lieu et place du propriétaire par l'autorité requérante sont à la charge du propriétaire. Leur remboursement s'effectue par voie de compensation à due concurrence avec les sommes revenant à ce dernier au titre de la réquisition.

« Le surplus de la dépense doit être remboursé par le propriétaire en dix annuités au plus. A défaut d'accord amiable, le règlement est déterminé comme en matière d'indemnité de réquisition.

« Lorsqu'elle ne pourra être compensée avec l'indemnité de réquisition, la créance de l'Etat sera recouvrée dans les conditions prévues à l'article 23 quater ci-dessus et son recouvrement sera garanti par le privilège prévu au même article.

« Au cas où les travaux ou constructions effectués par l'autorité requérante auraient empiété sur un fonds voisin du fonds réquisitionné, le fonds qui a supporté l'empiètement sera considéré comme ayant fait l'objet d'une réquisition et la situation sera réglée conformément aux dispositions qui précèdent.

Art. 2. — Les dispositions de l'article 24, modifié par le décret du 1^{er} septembre 1939,

sont abrogées à partir du huitième alinéa commençant par ces mots: « En fin de réquisition... » et remplacées par les dispositions suivantes:

« En fin de réquisition, il sera procédé, le cas échéant, dans les mêmes formes, à la reconnaissance et à l'évaluation des dégradations, de l'usure anormale ou de la destruction des biens requis, qui donneront lieu à réparation conformément aux dispositions de l'article 37 du décret du 28 novembre 1938.

« En cas de travaux ou d'améliorations effectués par l'Etat, les dispositions prévues aux articles 23 ter, 23 quater, 23 quinquies et 23 sexies ci-dessus seront appliquées ».

Art. 3. — Les présentes dispositions s'appliquent aux réquisitions effectuées et aux accords amiables passés depuis le 25 août 1939 et dont les modalités de règlements ne sont pas devenues définitives.

Dans les cas ainsi considérés, lorsque l'immeuble faisant l'objet de la réquisition ou de l'accord amiable a déjà été restitué à son propriétaire, le délai de prescription d'un an, prévu au dernier alinéa de l'article 23 ter ci-dessus, court à partir de la publication de la présente ordonnance.

Art. 4. — Des règlements d'administration publique détermineront, s'il y a lieu, les mesures propres à assurer l'exécution de la présente ordonnance qui sera publiée au Journal officiel de la République française et exécutée comme loi.

Fait à Paris, le 28 août 1945.

JULES JEANNERET.

Par le Gouvernement provisoire de la République française:

Le ministre de la guerre,
A. DIETHLM.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
PIERRE-HENRI TEITGEN.

Le ministre de la marine,
LOUIS JACQUINOT.

Le ministre de l'air,
CHARLES TILLON.

Le ministre de l'économie nationale
et des finances,
R. PLEVEN.

Le ministre de la production industrielle,
ROBERT LACOSTE.

Le ministre de la reconstruction
et de l'urbanisme,
RAOUL DAUTRY.

Ordonnance n° 45-1920 du 28 août 1945
relative au régime des avances à l'industrie cinématographique.

EXPOSE DES MOTIFS

Le régime d'avance institué par l'acte dit loi du 19 mai 1941 a permis d'apporter une aide efficace à l'industrie cinématographique française.

Toutefois, en égard aux possibilités de développement que présente la production cinématographique, le montant des sommes mises à la disposition du crédit national pour lui permettre de consentir les avances se révèle actuellement insuffisant. La présente ordonnance a donc pour objet d'augmenter le plafond des prêts d'une somme de 100 millions de francs.

L'article 3 de ce texte permettra d'autre part de réaliser un allègement des charges qui pèsent sur cette branche d'activité, grâce à un abaissement du taux de l'intérêt dont sont assorties les avances.

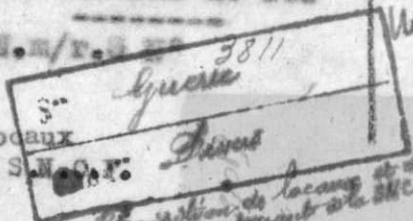
Commission régionale Nord
des chemins de fer

12 SEPT 1945

Mr. Germain
Mr. Vigier
Mr. Carlier

Paris, le 11 SEPT 1945

EX.N.M./r.3 2811



NORD - TRAVAIL	
Service Général	
22 Oct. 1945	
Mr. L. F. G.	Mr. P. G.
F 1039	

Objet : Remise de locaux
et de matériel à la S.N.C.F.

Les modifications profondes qui vont être apportées très prochainement à l'organisation du Service militaire des chemins de fer et qui sont actuellement à l'étude vont entraîner la suppression d'un certain nombre d'organes (sous-commissions ou commissions de gare).

En conséquence, il y a lieu de prévoir dès maintenant les conditions dans lesquelles devront être effectuées les remises de locaux à la S.N.C.F. et, le cas échéant, du matériel lui appartenant.

Cette remise donnera lieu, en particulier, à l'établissement d'un inventaire détaillé, servant de décharge, signé par le Commissaire militaire et le commissaire technique. Un double de cet inventaire sera adressé à la commission régionale à titre de compte rendu.

Il est bien entendu que le matériel délivré à titre de prêt par les Régions ou les Autorités militaires locales devra être également reversé à ces autorités en temps utile, à l'exception du matériel qui pourrait être réservé à la demande de la Commission centrale.

La Commission régionale :

Le Commissaire Militaire,

Le Commissaire Technique,

Germain

Signé: DEGARDIN

Destinataires:

S/Commission de Paris-Nord-Lille-
Boulogne-Amiens-Douai-St-Quentin (2 ex.chacune (1CM 401)
Capitaine BOURDON

Copie à M.le Chef du Service M.T.

M.le Chef du Service V.E. (1)

M.le Chef de la Div. du Sec Général (Section de la Comptabilité et du Contrôle des dépenses)

M.le Chef de la Div. du Mouvement (1ère-2e et 3e Subd.) (ex.chacune)

M.le Chef de la Div. d s Etudes Ex.

1) Le Service V.E. donnera toutes instructions utiles en ce qui concerne, d'une part, la reprise et la réutilisation du matériel récupéré et, d'autre part, l'établissement des mémoires de remboursement des dépenses. Ces mémoires, qui devront tenir compte de la dépréciation subie par le matériel récupéré, seront groupés de façon à ne faire l'objet que d'un seul envoi à la C.R. Ci-joint, en retour, pour mise au point, dans les conditions indiquées ci-dessus, du dossier concernant l'aménagement de locaux en bureaux pour les C.R. des gares de Compiègne et de Soissons.

TSVP

17 SEPT 1945

17 SEPT 1945

Commission Régionale Nord
des chemins de fer

MAVANT - GREN
Service

Faire 9 copies de la note ci-jointe du 11 septembre 1945
de M. Desparvins et ses annotations et copies à la suite :

VB. N. d. b.

Minute

copie transmise à

Renvoyé à la SNCF

M. (tous les IV et

ses locaux occupés par

M. S. Chamvort) pour

les organismes de SNCF

avis de M. et faire le

nécessaire en temps opportun.

P

Vous adresserez directement à
M. Roussel toutes indications utiles
à l'établissement des mémoires
correspondants.

Le Chef de la Division de l'Entretien.

20 OCT 1945

L. Tautan

[Signature]

16 OCT 1945

Décalque pour M. Castelin

18-10-45

copie à M. Roussel pour avis et prendre note

P

[Signature]

Destinataires:
Commission de Paris-Nord
Boulogne-Amiens-Bou
Capitaine HOUSSON
Copie à M. le Chef de
M. le Chef de
M. le Chef de I

M. le Chef de I
M. le Chef de I
Le Service V. N. donne
ne part la reprise et
l'établissement des
des mémoires, qui devr
rial révisés, seront
voit à la C. N.
Si-joint, en retour, po
aux, du dossier concer
des garnes de Compagnie et de sécurité.

S.N.C.F.

Région du Nord

Le Directeur

EX.N.m/r.3 N°3946

Paris, le 14 SEPT 1945

COPIE TRANSMISE A :

- M. le Chef du Service du Matériel & de la Traction,
- M. le Chef du Service de la Voie & des Bâtiments,

(en le priant de bien vouloir hâter l'envoi du travail au Bureau Militaire EX chargé de la centralisation.

Suite à ma transmission DR/N3/678/4 en date du 23/8/45.

P. le Directeur,

Le Chef du Service de l'Exploitation,

Ramond Lamouque

S.N.C.F.

Service central
du Mouvement

4e Division

8083 M.14.511.1

Levée de réquisition

7 septembre 1945

M. le Directeur de la Région Nord,

Par ma lettre même référence qu'en marge du 20 août dernier, je vous ai adressé une note relative à la procédure à employer pour demander la levée de réquisition des immeubles occupés par les Américains, en vous demandant de nous signaler les installations qui, ayant fait l'objet d'une demande, n'ont pas encore été libérées.

Je vous serais obligé de vouloir bien me fournir ce renseignement dès que possible, pour nous permettre d'en saisir, le cas échéant, le Ministère des Travaux Publics.

P. le Directeur du Service central
du Mouvement,

A. Sauvajol.

24 SEPT 1945

Levée de réquisition 333R

En retour au classement après avoir avisé Mm les chefs d'arrondissement VB

Le Chef du Domaine

Veilleux

28/9/45

à classer

ETAT-MAJOR de l'Armée
Paris, le 13 juillet 1945

Le MINISTRE de la GUERRE

N° 10.052 à Monsieur le Ministre des Travaux Publics
et des Transports

6 OCT 1945

OBJET : Réquisitions effectuées au profit de l'Armée.

Le Département de la Guerre s'est vu, du fait des circonstances dans l'obligation d'effectuer un certain nombre de réquisitions immobilières intéressant, de près ou de loin, d'autres départements ministériels en raison, notamment, de l'occupation par les armées alliées, de nombreux bâtiments militaires. La fin des hostilités et le désir légitime de revenir à des conditions d'existence aussi voisines que possible de celles du temps de paix, peuvent entraîner de la part de votre département la production de demandes tendant à faire lever par l'Armée les réquisitions immobilières justifiées jusqu'alors par les besoins de la période de guerre, certaines même sont déjà parvenues à mes Services.

Pour laisser à chaque échelon sa part de responsabilité, et pour simplifier la procédure, j'ai l'honneur de vous demander de bien vouloir donner toutes instructions utiles pour que les questions intéressant les réquisitions soient traitées sur le plan local avec le Commandant de Région intéressé. Celles pour lesquelles aucun accord ne pourrait être réalisé me seraient alors soumises sous le Timbre de la Direction du Génie.

Il reste entendu que les questions de réquisitions opérées au profit des armées alliées sont à soumettre directement au Général d'Armée, Chef d'Etat-Major de la Défense Nationale, seul habilité pour mener avec les alliés les négociations que nécessite le règlement de tels problèmes.

Pour ampliation :	Pour le Ministre et par son ordre :
Le Colonel Rivet	Le Général de Corps d'Armée : LEYER
Chef du 1er Bureau de l'EMA	Chef d'Etat-Major Général de l'Armée
Signé : RIVET	Signé : LEYER.

MINISTÈRE des TRAVAUX PUBLICS
et des TRANSPORTS

Copie transmise pour valoir instructions
à M.M. les Ingénieurs en Chef
des Ponts-et-Chaussées

Personnel 40 bureau

Circulaire Série A n° 36

Paris, le 30 août 1945

Le Ministre des Travaux Publics et des Transports
Par autorisation :
Le Directeur du Personnel, de la Comptabilité
et de l'Administration Générale : M. VINCENT.

5 OCT 1945
H. Guillaume
Le Directeur
Signé : HEBERT

Voilà M. Degardj Samantier
En retour au classement après copie à M.M. Lelercq, de Chaumont
et chef d'annoncé KB
à classer
13/10/45
Le Chef de Bureau
Hesther

13.V.1945 Copie pour : Ann. 6 NOVE 1945

- M. le Chef du Service V.B.
- M. le Chef de la Division des Etudes Ex.
- M. le Chef de la 1ère Subd. du Mouvement (r.2)
- M. le Chef de la 3ème Subd. du Mouvement.

à titre d'information	
Suite à la précédente communication	
8 NOV 1945	
Rép. G	Place
N° 1029.	P2

Guerre.

Divers

Acquisition de locaux et de terrains appartenant à la SNCF ou à des tiers.

Monsieur le Chef de l'Arrondissement de l'Exploitation de SAINT-QUENTIN -

Ex.N.m/r.3 4327

Suite à ma lettre Ex.N.m/r.3 N° 4241 du 27 écoulé, relative à la libération éventuelle des installations de la gare de Chauny occupées par les U.S.A.

La question a été examinée à nouveau en C.I.C.F. du 25 octobre et les autorités américaines ont précisé qu'elles ne pouvaient se priver, avant le 1er mars 1946, des locaux et installations qu'elles utilisent dans cette gare.

Ci-joint extrait du P.V. de la réunion susvisée.

L'Ingénieur en Chef,
Chef de la Division du Mouvement,

Signé : D'HIVER

TSVP

V.B.N/av

CHAUNY

Occupation des installations P.V. par l'Armée Américaine

- 1 -

23/11/45

Transmis à M. FRAILLON

pour avis, suite à la copie de la lettre de M. DEGARDIE à M. le Commissaire Militaire de la C.R.N. du 22 septembre 1945

23 Novembre 1945

Libert

8/11/45

- 1 -

avis à M. HENRIQUET

avant classement

Le Chef de la Subdivision

des Travaux Généraux

23 Novembre 1945

VB/N va3

Chauny

Libert

Occupation des installations P.V. par l'armée américaine

D

Transmis, après avoir pris note, à Monsieur Henriquet, Chef de la Subdivision technique de la Voie et des installations S.E.S. St Quentin le 7 Décembre 1945

L'Ingénieur de la Voie

10. 5/11/45
12
45

Libert

E X T R A I T

du P.V. de la réunion de la Commission
Interalliée des Chemins de Fer
tenue le 25 octobre 1945. ED 1945

Rég. G

P. 1945

N°

1029

14

.....

III - Libération des installations de la
gare de Chauny (M, Nord)

Le Général BERGES demande au Colonel SETTGAS s'il peut lui donner des renseignements sur la libération prochaine des installations de la gare de Chauny (voir question V du memento du 11/10/45).

Le Colonel SETTGAS fait connaître que ces installations seront vraisemblablement libérées le 1er mars 1946.

.....

11

S.N.C.F.

Région du Nord

Exploitation

Division
du Mouvement

EX.N.m/r 3 N° 222

CHAUNY et TERGNIER

Libération d'installations
par les U.S.A.Guerre
DiversRéquisition de locaux et de
terrains appartenant à la S.N.C.F.
au 1^{er} des Tricors.

PARIS, le

21 JANV 1946

NORD-TRAVAOX	
Service Central	
24 janvier 1946	
Reçu G	Pièce
N° 3189	83

Copie transmise à :

Monsieur le Chef du Service V.B.
Monsieur le Chef de la Division des Etudes EX.
Monsieur le Chef de la 1^{ère} Subdivision (r 2)
Monsieur le Chef de la 3^{ème} Subdivision

pour les tenir au courant, comme suite à précédentes communi-
cations.

L'Ingénieur en Chef,
Chef de la Division du Mouvement,

Chauny

S.N.C.F.

Région du Nord

Exploitation

6^{ème} Arrondissement

T 16231

T 2603

T 2803

SAINT-QUENTIN, le 16 janvier 1946

Monsieur le Chef de la Division du Mouvement

à PARIS

Référence R3/4241 -

Les Américains ont libéré le 12 courant la halle PV et la
cour aux marchandises de Chauny.

La halle de transbordement de Tergnier a été libérée le
1^{er} courant.

L'avis de dérégistration n'a pas encore été remis.

A Tergnier, mon Collègue V.B. demande à pouvoir stocker du oi-
ment sous la halle transbordement, celle-ci n'ayant pas d'utilisa-
tion pour le moment je n'y ai pas mis objection.

A Chauny, je fais bien entendu suspendre l'exécution des mesu-
res qui avaient été envisagées pour pallier l'indisponibilité de
nos installations.

Le Chef du 6^{ème} Arrondissement,

(s) TISNES

No	Date 23-1	Et.
P		EG x
V		Sb x
B	x	OA
OA		Eau
AP		gn
R		E
Copies :		
Rép. :		

(1) provisoirement

24/1

TSVF

V.B.N/dv 1^{re} 27/1

CHAUNY et TERGNIER

Libération d'installations par
les U.S.A.

Transmis à M. FRAILLION

pour avis.

Veuillez me faire connaître si les diverses installations réalisées par l'Armée américaine dans la gare de Chauny ont été supprimées et si les lieux ont été remis dans leur état primitif.

Le Chef de la Subdivision
des Etudes Générales

2 février
Janvier 1946.

Unit

VR/N. va 3.

34

S^t Quentin le 15 Février 1946.

Chauny et Tergnier.
Libération d'installations
par les U.S.A.

En retour à Monsieur Pointin
Chef de la sub^{re} des Etudes générales
à Paris.

Affaire G. 3189 - pièce 83
du 24. 1. 46.

En lui confirmant que les diverses installations réalisées par l'armée américaine dans la gare de Chauny ont bien été supprimées, à l'exception d'un local en matériaux légers (briques creuses), édifié à l'intérieur de la halle P.V. et que le service de l'Exploitation envisage de conserver pour y entreposer les colis destinés au correspondant.

VB. N. dv

227

Transmis pour avis à:

M. CASTELIN

M. VEILLET

L'Ingénieur de la Voie

Fraillon

22 février 1946

A classer ensuite

Unit

En retour au classement pour ordre
après avoir mis note
27/2/46

Le Chef du Domaine

S. N. C. F.

Service de la
Comptabilité Générale
et des Finances

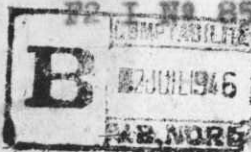
Division de la
Comptabilité Générale

PARIS, le

26 JUN 1946

S.N.C.F.	3189	ord
2 ^e	JUL 1946	
For G		
N° 3189	84	

Monsieur le Chef du Service
de la Voie et des Bâtiments
de la Région NORD.



29 JUN 1946

de Demande

Référ.: Ma lettre P2 CGI N° 859-1285 du 15 Novembre 1944.

Objet : Prélèvements d'espèces et matières par des
membres de la Résistance.

Conformément aux recommandations de ma lettre visée en
référence, vous avez présenté aux Intendants départementaux
des demandes de remboursement pour le montant des espèces ou
la valeur des matières prélevées dans vos établissements
locaux. La plupart de ces demandes s'échelonnent sur les trois
premiers trimestres de 1945.

Or, l'examen des attachements spéciaux tenus à la Compta-
bilité Générale, fait apparaître que les règlements effectués
par les Intendances, sont infimes par rapport à l'ensemble des
demandes présentées.

Devant une telle lenteur dans nos récupérations, je vous
serai obligé de bien vouloir inviter vos Arrondissements à
effectuer des démarches auprès des Intendants départementaux
en insistant sur le préjudice subi par la Trésorerie de la
S.N.C.F., par suite des retards apportés au remboursement de
prélèvements dont la réalité ne peut être contestée.

Le Chef de la Division de
la Comptabilité Générale,

Transmis à la Subdivision du Personnel et du Secrétariat
(M. Rax)
après avoir fait note.

23/7/46

Le Chef de la Subdivision
de la Comptabilité

à classer

V. B. / N° 31 (B.)

Prélèvements d'espèces
et matières par des
membres de la
Résistance

Répr. G N° 3189/84

MAR 13 AOUT 46

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

88 RUE SAINT-LAZARE . PARIS IX . TEL. TRINITÉ 73-00

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL
Domaine

Paris le 10 AOUT 1946

19

S.N.C.F. - Nord	
10 AOUT 1946	
G	M
N° 3189	85

Monsieur le Directeur
de la Région du NORD *Servie V.B. Domaine*
de 1' OUEST
1' EST
du SUD OUEST
SUD EST

Par ma transmission en date du 20 octobre. 1944, je vous ai fait connaître les premières règles à appliquer en vue de prendre attachement des réquisitions des armées françaises et alliées et d'en référer par bordereau mensuel au Secrétariat Général.

L'abrogation de la loi prêt et bail a conduit les Autorités françaises et alliées à envisager de nouveaux accords avec la S.N.C.F.

Les Autorités Américaines nous ont fait connaître, lors d'une conférence tenue le 9 juillet 1946, que la S.N.C.F. devait leur adresser pour le 10 août au plus tard, les états des occupations pour les mois d'avril, mai, juin et juillet, comportant en outre les décomptes des indemnités demandées.

Ces états qui ont été remis par la S.N.C.F. dans les délais prévus, ont représenté ~~un~~ *un* travail très important, par suite notamment de la non concordance entre certains renseignements fournis par la Région et les indications mentionnées sur les bons de réquisition correspondants.

Par ailleurs, il a été entendu que nous enverrions le 10 de chaque mois, les états de demandes d'indemnités pour le mois précédent.

Afin de faciliter le travail d'exécution, je vous demande de bien vouloir nous fournir pour le 27 août ~~un état~~ *un état* reproduisant exactement l'ensemble des occupations américaines existantes au 1er août sur votre Région.

...../.....

Cet état servira de base pour la présentation mensuelle aux Autorités Américaines, et il suffira, pour les mois à venir, de signaler immédiatement au Secrétariat Général - Domaine, les modifications qui pourraient survenir dans les occupations ultérieures au 1er août 1946.

LE CHEF DU DOMAINE

16 AOUT 1946

A. Bouché

Les autorités américaines payent la S.R.-CF par
chèque à réception de l'état qu'elles ne vérifient que
par sondage. Il y a intérêt à ce que nous ne leur
donnions aucun motif de nous retirer leur confiance.

1050 R
Réquisitions américaines

En retour au classement après réexamen fait

à classer

28/8/46 Le Chef du Domaine

Heiller

RECEVU LE 28/8/46

RECEVU LE 28/8/46

S.N.C.F.

Région du Nord
Exploitation

Paris, le

24 OCTO 1946

S.N.C.F. - Nord
Sect. 1

31 OCT 1946

COPIE TRANSMISE A

EX.N.m/r.3 N° 2498

- M. le Chef du Service du Matériel et de la Traction,
- M. le Chef du Service de la Voie et des Bâtiments,
- M. le Chef de l'Arrondissement de l'Exploitation de
PARIS-Nord- LILLE- BOULOGNE-AMIENS-DOUAI-St-QUENTIN

en lui demandant de bien vouloir faire procéder rapidement au recensement des locaux et installations non encore libérés du 1er novembre et de m'adresser les renseignements sous la forme demandée pour le 10 novembre au plus tard.

Le Chef du Service de l'Exploitation,

- M. le Chef de la D.O. du S^e Général
 - M. le Chef de la D^e des Etudes Ex.
 - M. le Chef de la 1^{ère} Subd. du Mouvement (r.2)
 - M. le Chef de la 2^e Subd. du Mouvement-
 - M. le Chef de la 3^e Subd. du Mouvement
- à titre d'avis.

Paris, le 16 octobre 1946.

Sce Central du
Mouvement
40 Division
121 M.14.511.1

M. le Chef du Service de l'Exploitation de la
Région Est, Nord, Ouest, Sud-Ouest, Sud-Est,

Ainsi que vous le savez, nous sommes intervenus à de nombreuses reprises, tant auprès des Autorités militaires françaises et alliées que de divers Organismes en vue d'obtenir la remise à disposition de la SNCF des locaux ou des installations encore occupés par des Services étrangers au chemin de fer.

Des résultats intéressants ont été obtenus et à l'heure actuelle, nous sommes rentrés en possession de la plus grande partie des locaux ou des installations dont la cession avait eu lieu.

Notre intention est de poursuivre activement dans cette voie jusqu'à la récupération de tous les locaux et installations dont il ne sera pas démontré que l'aliénation temporaire est de nécessité absolue.

Nous désirerions, à cet effet, faire le point général de la question à la date du 1er novembre prochain.

Je vous demanderais, en conséquence, de bien vouloir faire établir pour la date indiquée la situation très exacte des locaux (locaux de service, logements d'agents, etc...) et des installations (halles, quais couverts, etc...) non encore remis à notre disposition.

Il conviendra d'établir 3 relevés distincts comportant la situation au 1/11/46, des locaux et installations encore occupés:

- Relevé A, par les Autorités Militaires Françaises,
- d° B, d° Alliées,
- d° C, par divers Organismes (Croix-Rouge, Oeuvres d'entr'aide, d'accueil, etc.)

On portera, en 1^{ère} partie, les renseignements relatifs aux gares de Paris et en 2^e partie ceux concernant les gares de province. Ci-joint modèle de Relevé.

Je vous demanderais de bien vouloir nous faire parvenir les relevés considérés pour le 15 novembre prochain.

P. le Directeur du Sce Central du Mouvement s: NIVELET.

Vu et transmis à M. Veillet que l'affaire concerne.

8 novembre 1946.

En retour au classement après
nécessaire fait Le Chef du Domaine
15/11/46
à classer

26 OCT 1946

M. de Maun

M. Giron

M. Veillet

M. Leluy

15/11/46

31/10

M. Pointier

29-10

31/10

31/10

31/10

31/10

31/10

31/10

31/10

31/10

31/10

31/10

31/10

31/10

31/10

Région:

ANNEXE

S.N.C.T.

30

20 NOV 1948

1000

3189

86

Occupation par les Autorités Militaires Alliées

Désignation
de la gare

Emplacement
occupé

Unité occupant
l'emplacement

Démarches déjà effectuées,
le cas échéant, en vue d'ob-
tenir la libération

Observations

Exemple :

Paris-Vaugirard

Bureau des Expéditions

R.T.O.

II - GARES de PROVINCE

30 JAN 1947

30 JAN 1947

Paris, le 29-1-47

83189

1^{ère} RÉGION MILITAIRE

DIRECTION DU GENIE

SERVICE
DES ÉTATS DES LIEUX

104, RUE DE GRENELLE

LITRÉ 95-05

Le Lieutenant Colonel BRUGUIERE
Chef du Service des Etats des Lieux
de la 1^{ère} Région Militaire.
104 rue de Grenelle

PARIS VII^e

à

S. N. C. F.

88 Rue St Lazare 88

Paris

G 28-46 -

Réq 1-B.V.7

1^{ère} pièce attenant
au bureau du chef de gare
Station de Grenneville

Votre immeuble était encore occupé par les Américains
à la date du 1^{er} Juillet 1946, date de la cessation des
accords prêts et bail.

requisition G/14/42

A.W. 50-

183 av. de Clichy Paris

Les bureaux de l'octroi

Les dégâts que nous avons constatés à la date du 30 Juin
1946 sont imputables à la France et ceux constatés ou à
constater après cette date sont imputables aux U.S.A.

En conséquence, vous voudrez bien, lors de la levée
de la réquisition, établir 2 demandes chiffrées, une ayant
trait aux dégâts antérieurs au 1^{er} Juillet 1946 et une ayant
trait à ceux postérieurs à la même date, correspondant aux
états de dégradations respectifs.

Je vous prie de croire, Monsieur, à l'assurance
de mes sentiments les meilleurs.

M. le Chef du Service V.B.

31 JAN 1947

M. Demareux

M. Muessemacher

M. Vallier

Requisition
Grenneville

En retour au classement, après
avoir pris note.

Le Chef du Domaine

4 FEV 1947

à classer

5/2/47



S.N.C.F. - VT - Nord	
Service des Etats des Lieux	
31/2/47	
N° 8296	87

83189

20 MAI 1947

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

88 RUE SAINT-LAZARE . PARIS IX TEL. TRINITÉ 73-00

SECRETARIAT GÉNÉRAL

Domaine

Paris, le 19 MAI 1947

19

M. le Chef du Service V.B.

M. le Chef du Service V.B.

H 2.5

*Guine
Griens
Régiments de la 1^{re} S.N.C.F. de la région
etc. appartenant à la S.N.C.F. ou à des
tiers*

S.N.C.F. - V.B. - Nord	
Service : 1	
24 MAI 1947	
R 5	1102
8296	88

Monsieur le Directeur
de la Région du NORD

Par ma lettre en date du 30 novembre 1946, je vous ai fait connaître les nouvelles dispositions à prendre en ce qui concerne les occupations effectuées par les Autorités américaines des locaux et terrains appartenant à la S.N.C.F.

Or, l'Armée américaine vient de nous informer qu'elle a décidé de clore définitivement tous les comptes afférents à des occupations immobilières en France, pour la période s'étendant du 1^{er} avril 1946 au 31 mars 1947, et elle nous demande de lui signaler, avant le 31 août 1947, celles de ces occupations qui auraient pu être omises.

En conséquence, je vous serais obligé de vouloir bien faire procéder au pointage des occupations américaines sur votre Région et de m'indiquer si, comme le laisse supposer la lettre des Autorités américaines, il en existe qui n'auraient pas encore été signalées, afin que nous puissions demander le paiement des indemnités correspondantes dans les délais qui nous sont impartis.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT.

[Signature]

Secrétariat Direction Région Nord
Date: 678/4/55
Procs

En retour au classement après mission fait

Le Chef du Domaine

à classer

CLASSER

N20

VEN 19 MAR 1948

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

TÉL. TRINITÉ 73-00 - 88 RUE SAINT-LAZARE - PARIS IX

Reg. Com. Seine N° 276.448 B

Briat Direction Région Nord

2. Annexe

Dernier

DRN 678 / 4 56 hb

SERVICE TECHNIQUE

DE LA

DIRECTION GÉNÉRALE

O. N° 9387

- 1 pièce jointe -

M. le Chef du Service V8-

PARIS, le

S.N.C.F. - V8-

Service

29 MAI 1948

R. 8

N° 459

Date 22.3.48

Répondre pour le

ps g

v s

d r

vv ds gp s1

vt de ec e2

dg db ed ec

do dc

Monsieur le Directeur de la Région

du Nord,

de votre adresse, ci-joint, une lettre du 15 mars 1948 de la Préfecture de la Seine - Direction des Affaires Départementales et Générales, 137 Bld Sébastopol, Paris - ayant trait à la réquisition, par les Autorités Allemandes, de locaux à usage industriel avec raccordement de voie ferrée sis à Aubervilliers (Seine) 16 à 22 rue des Fillettes.

Je vous laisse le soin de répondre directement au Service demandeur, mais je vous prierais de bien vouloir m'adresser une copie de votre réponse.

Le Directeur,
Chef du Service,

Voici lettre du 13 mai 1948 de M. Demaux à M. le Préfet de la Seine.

A classer

21 MAI 1948

18 mai 1948

1944

PRÉFECTURE DE LA SEINE

137, Bould. de Sébastopol

DIRECTION DES AFFAIRES DÉPARTEMENTALES ET GÉNÉRALES

Bureau des Réquisitions

PARIS, LE

15 MARS 1948

Le Préfet de la Seine

à Monsieur le Directeur de la S.N.C.F.
 Direction des Services Techniques
 Centraux,
 8, rue de Londres,

PARIS

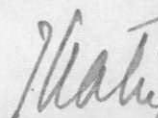
OBJET - Réquisition par les autorités allemandes, de locaux à usage industriel avec raccordement de voie ferrée sis, 16-22, Rue des Fillettes à Aubervilliers (Seine)

Les autorités allemandes ont réquisitionné, du 17 Juin 1942 au 25 Août 1944, des locaux à usage industriel sis, 16-22, Rue des Fillettes à Aubervilliers (Seine), et appartenant à la Société à responsabilité limitée "Léopold et Cie", siège social à Pfaffenhoffen (Bas-Rhin).

Lesdits locaux sont desservis par une voie de raccordement privée, d'une longueur de 100 mètres environ, ayant elle-même, et en même temps que les éléments susvisés, fait l'objet d'une réquisition.

Pour me permettre de prendre une décision en toute connaissance de cause à l'égard de l'indemnité susceptible d'être allouée à cette Société, j'ai l'honneur de vous demander de vouloir bien, après expertise de vos services techniques, me faire connaître votre avis sur le montant du capital qui a été investi dans les travaux d'installation de la voie de raccordement dont il s'agit.

Pour le Préfet et par autorisation
 Pour le Directeur des Affaires
 Départementales et Générales,
 Le Chef du Bureau des Réquisitions:



15 III 1931
PARIS
Directeur de la
S.N.C.F.
Direction des Services
Techniques et Centraux ,
8, rue de Londres
PARIS
(9e)

PREFECTURE DE LA SEINE

PARIS

S.N.C.F.
88 rue St-Lazare
PARIS (9e)

Service technique
de la
Direction générale

O. n° 9387

A CLASSER comme
annexe à la lettre
du 15 mars 1948
de M. le Préfet M. le Directeur des l.f.
ANNEXE

PARIS, le 18 mars 1948 29 MAR 1948

MG	
S.N.C.F. - V.B. - Nord	
Service technique	
Révisé	Placé
N° 459	89

Monsieur le Directeur de la Région du Nord,

1 pièce jointe

Je vous adresse ci-joint, une lettre du 15 mars 1948 de la Préfecture de la Seine - Direction des Affaires Départementales et Générales, 137 Bd. Sébastopol, Paris - ayant trait à la réquisition, par les Autorités allemandes de locaux à usage industriel avec raccordement de voie ferrée sis à Aubervilliers (Seine) 16 à 22 rue des Fillettes.

Je vous laisse le soin de répondre directement au Service demandeur, mais je vous prierais de bien vouloir m'adresser une copie de votre réponse.

Le Directeur,
Chef du Service,

....

VB/N dg

Aubervilliers

Raccordement de
la S.A.R.L.
Léopold & Cie

16-22 rue des
Fillettes

- 1 -

PARIS, le 5 AVR 1948

Copie transmise à Monsieur le Chef
du 1er Arrondissement VB
PARIS

Prière de m'adresser un croquis figurant les installations de voies du raccordement dont il s'agit, en précisant les caractéristiques des appareils, la longueur des voies, ainsi que le type et le choix du matériel les constituant.

Le Chef de la Subdivision
des Travaux Généraux

Paris, le 17 avril 1948

Monsieur Pointis

Je vous adresse ci-joint, le schéma demandé
donnant toutes précisions utiles.

L'Ingénieur Principal de la Voie

VB Nord
Aubervilliers
E.P. S.A.R.L.
19/4

- 2 -

à M. le Chef de la Subdivision
des Travaux Généraux

Aubervilliers

Raccordement de
la S.A. R. L.
Scarpold et c^{ie}

16.22 - rue des Fillettes

100 m

limite du terrain de la M^{re} Scarpold

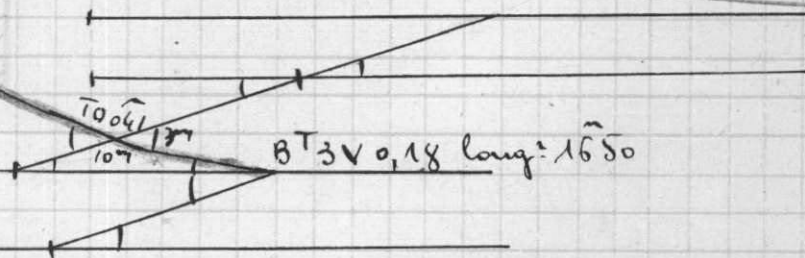
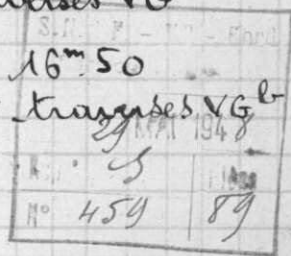
chemin de fer Industriel
de La Plaine

ANNEXE Croquis du raccordement

- 103^m voie rails 30^{kg} rive de 8^{m/m}
rails 8^m sur 10^m dont 1/2 HS.

- 1 TO - 30^{kg} 0,41 10^m
fer bon - traverses VG^b

- 1 B^t 3 voies 0,18 16^m 50
fer bon VG^a traverses VG^b



COPIE à M. le Directeur, Chef du Service Technique des Installations Fixes
avec 1 exemplaire de l'estimation, suite à sa communication O n° 9.387
du 19 mars 1948

Minute

*Guise
Divers
Requinty de locaux, en ténue
etc, appartenant à la SNCF
ou à ses tiers.*

815

J. P. R. et

1 Amère

VB/N.dg 7 a

13 MAI 1948

Direction des Affaires
Départementales et Générales
137, Bld de Sébastopol

Monsieur le Préfet

29 MAI 1948

459 90

Réquisition par les Autorités
allemandes

Sté "Léopold et Cie", 16-22 rue
des Fillettes à AUBERVILLIERS
(Seine)

En réponse à votre lettre du 15 mars 1948 adressée
au Directeur Général de la S.N.C.F. concernant la
réquisition allemande de l'embranchement desservant
des locaux à usage industriel de la Sté "Léopold et Cie"
16-22, rue des Fillettes à Aubervilliers (Seine), j'ai
l'honneur de vous informer que le capital investi dans
les travaux d'établissement de cet embranchement peut
être évalué, suivant estimation ci-jointe à 29.000 frs.
aux prix de 1940.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression
de mes sentiments de haute considération

Le Chef du Service
de la Voie et des Bâtiments,

1 estimation

*ajouter avant
envoi la mention
aux prix de*

Monsieur le Préfet
de la Seine.

14 MAI 1948
CASSER

- ANNEXE

S.N.C.F. - YU - Nord

29 MAI 1948

R *S* 459 90

AUBERVILLIERS

Embranchement particulier de la Société
Léopold et Cie

Capital engagé pour l'établissement de
l'embranchement

Fourniture et pose de :

Voie 30 kg

103 m 75 7.725

T.O. (30kg) tg 0,41

1 3.125

Branchement à 3 voies (30 kg) tg 0,18 y
compris appareil de manoeuvre

1 14.100

Fourniture et emploi de ballast

225m3 18 4.050

29.000

[illegible]